

Université de Montréal

Processus de consultation des communautés autochtones et afrodescendantes du Nicaragua dans le cas du projet de construction du grand canal interocéanique.

par

Fatine Othmane

Département de sociologie

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la faculté des études supérieures

en vue de l'obtention du grade de

Maitre ès sciences (M. Sc) en sociologie

Avril 2019

© Fatine Othmane, 2019

Table des matières

Index des tableaux et schémas.....	iii
Abréviations	vi
Remerciements	v
Résumé	vi
Abstract	vii
Introduction	1
Chapitre 1 : Historique et Mise en contexte	5
1.1. Histoire des communautés ethniques du Nicaragua	5
<i>1.1.1. Relation entre les groupes ethniques du Nicaragua depuis la colonisation</i>	<i>9</i>
1.2. Historique du projet de construction du canal interocéanique du Nicaragua	14
<i>1.2.1. Le projet de relier l'océan Atlantique et l'océan Pacifique depuis l'époque coloniale</i>	<i>14</i>
<i>1.2.2. Loi 840 (2013) et concession du canal du Nicaragua</i>	<i>20</i>
1.3. Lois nationales et mécanismes juridiques.....	23
<i>1.3.1. Loi 28 (1987) sur le statut d'autonomie et Loi 445 (2001) sur le régime de propriété communale</i>	<i>23</i>
<i>1.3.2. Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2007) et convention 169 (1989) de l'OIT</i>	<i>28</i>
Chapitre 2 : Concepts et Approches Théoriques	33
2.1. Postcolonialisme	33
<i>2.1.1. Inégalités sociales et homogénéisation de la culture</i>	<i>34</i>
<i>2.1.2. « Subaltern Studies »</i>	<i>35</i>
<i>2.1.3. Les savoirs traditionnels</i>	<i>36</i>
2.2. Démocratie et participation des communautés locales dans les processus de décisions	39
2.3. Autodétermination	46
Chapitre 3 : Démarche Méthodologique	51
3.1. Revue de la littérature	51
3.2. Méthode préliminaire : l'observation directe	52

3.3. La méthode qualitative et l'entretien semi-directif	53
3.4. Zone d'étude	55
3.5. Sélection des participants	57
3.6. Méthode d'analyse	60
3.7. Considérations éthiques et Limites de la recherche qualitative	64
Chapitre 4 : Présentation des résultats et discussion	67
4.1. Présentations des résultats	67
4.1.1 <i>Perspectives sur le processus de consultation</i>	67
4.1.2 <i>Préoccupations face au projet du canal</i>	75
4.1.2.1. <i>Délocalisation et bénéfices du projet pour les communautés</i>	77
4.1.2.2. <i>Consultation</i>	78
4.1.3. <i>Solutions</i>	79
4.2. Discussion	81
4.2.1. <i>Participation</i>	81
4.2.2. <i>Postcolonialisme</i>	85
4.2.3. <i>Autodétermination</i>	87
4.2.4. <i>Futur des communautés de la côte caraïbe</i>	88
Conclusion	90
Annexe 1 : Grille d'entretien	93
Annexe 2 : Formulaire de consentement et d'information (en espagnol)	95
Annexe 3 : Lettre de présentation du projet de recherche (en espagnol)	97
Bibliographie	98

Index des tableaux et schémas

Diagramme 1 : Structure politique du Nicaragua

Figure 1 : Distribution approximative des ancêtres Ramas, (Riverstone, 2008)

Figure 2 : Territoire réclamé par les communautés Rama et Kriol (Miller et Newball, 2012)

Figure 3 : Carte du Nicaragua vers la fin du 19e siècle (Ezilon, 2009)

Figure 4 : Carte du Nicaragua représentant les deux régions autonomes de la côte-est (Pivot, 2013)

Figure 5 : Les différentes alternatives de route proposées (Nicaragua, 2013)

Figure 6 : Carte du territoire Rama-Kriol (De Castro Sanchez, 2014)

Image 1: Titre de la photo : « A late-afternoon sun illuminates part of the Brito inlet, the planned Pacific terminus of Nicaragua's proposed interoceanic canal. »
(Photograph: Tim Johnson/MCT via Getty Images in Watts, 2016)

Tableau 1: Échelle de participation d'Arnstein (1969)

Tableau 2 : Avantages de la participation citoyenne dans les prises de décisions gouvernementale (Irvin et Stansbury, 2004)

Tableau 3 : Désavantages de la participation citoyenne dans les prises de décisions gouvernementales (Irvin et Stansbury, 2004)

Tableau 4 : Portraits des répondants

Tableau 5 : Tableau de la fréquence des thèmes dans les discours

Tableau 6 : Synthèse des préoccupations des participants

Abréviations

BICU	Bluefields Indian and Caribbean University
CEDEHCA	Centro
CLIP	Consentement libre, informé et préalable
C.I.N.N.	Consortitum du canal interocéanique du Nicaragua
DNUDPA	Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones
ERM	Environment Ressource Management
FSLN	Front Sandiniste de Libération Nationale
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONU	Organisation de Nations Unies
ONG	Organisme non-gouvernementale
URACCAN	Universidad de las Regiones Autónomas de la Costa Caribe Nicaragüense
RAAN	Région Autonome de l'Atlantique Nord
RAAS	Région Autonome de l'Atlantique Sud
TEK	Traditional Ecological Knowledge

Remerciements

Tout d'abord, je tiens à remercier les participants qui ont volontairement dévoué leur temps et partagé leur histoire au cours de cette recherche. Sans eux, ce travail n'aurait pas été possible. Plus spécifiquement, je tiens à remercier les gens des communautés de Bangkok Taik et de Monkey Point de m'avoir offert le transport jusqu'à leurs communautés et permis de séjourner auprès d'eux afin d'apprécier leur quotidien et de mener des entrevues. Cette expérience fut incroyable et unique et je me sens privilégiée d'avoir eu une aussi grande collaboration.

Ce travail a également été possible grâce aux encouragements répétés de ma directrice de recherche Sara Teitelbaum qui a été à mes côtés à chaque moment de cette recherche. Son expérience personnelle et professionnelle m'a beaucoup inspiré tout au long de mon parcours. Merci d'avoir su être si patiente et de m'avoir supportée.

Finalement, une pensée toute spéciale pour mon mari qui a été mon pilier, celui qui m'a motivé du début à la fin et sans qui je n'aurais pas réussi. Merci à ma famille et mes amis pour leurs encouragements continus, particulièrement à ma maman qui s'enquérissait toujours de ma progression. Ce travail a été bien plus qu'une recherche sociologique, il m'a également permis d'accomplir ce que jamais je n'aurais envisagé et de repousser mes limites.

Merci à tous ceux qui ont cru en moi!

Résumé

La question de la participation publique dans les décisions politiques locales est un sujet qui est de plus en plus abordé et étudié particulièrement dans le cas des communautés autochtones. À ce titre, au cours des dernières décennies, la communauté internationale a déployé beaucoup d'efforts afin d'apporter un cadre légal en ce qui concerne la mise en place d'une certaine ligne d'éthique pour guider les processus de développement en territoires autochtones et afrodescendants. Ainsi, ce travail se veut une recherche de terrain basé sur une méthodologie qualitative tel que l'entretien semi-directif et l'observation non-participante, afin d'investiguer le processus de consultation auprès des communautés autochtones et afrodescendantes dans le cadre du projet du grand canal au Nicaragua dans le but de contribuer à la connaissance sur ce sujet.

À travers une analyse postcoloniale du présent cas d'étude, nous avons pu constater que le processus de consultation, tel qu'il fut mené au Nicaragua, n'a pas su offrir l'opportunité aux communautés autochtones et afrodescendantes de participer au développement du projet du canal dans un but d'émancipation et de cheminement vers l'autodétermination. Selon les participants, la consultation aurait dû débiter bien avant l'approbation de la concession du canal. De plus, ils soulignent que tout au long des discussions entourant le projet du canal et durant la consultation, ils n'avaient que très peu d'accès à l'information concernant les détails du projet, entre autre en ce qui concerne le déplacement des communautés. Les participants ont également partagé ne pas avoir ressentis d'ouverture afin de pouvoir influencer le projet, ni d'intérêt quant aux connaissances particulières des communautés sur leur territoire. Ainsi, un enjeu important réside dans le fait que le processus de consultation est un outil développé et mis en place par des experts non autochtones générant de prime à bord des lacunes considérables dans l'intégration de la vision autochtone au sein du projet du canal et empêchant une relation horizontale entre les différents partis. Enfin, les participants considèrent que l'éducation est un élément clé dans le développement des communautés autochtones et afrodescendantes de la côte caraïbes.

Mots-clés : consultation, participation, autodétermination, canal du Nicaragua, communautés autochtones et afrodescendantes, postcolonialisme

Abstract

The matter of public participation in the process of decision-making in local politics is a subject that is increasingly being addressed and studied particularly in the case of indigenous communities. In this regard, over the last few decades, the international community has made considerable efforts to provide a legal framework for the establishment of certain ethical rules to guide the process of development in indigenous and afrodescendant territories. This work is intended as a field study based on a qualitative methodology including semi-structured interviews and non-participant observation, to investigate the process of consultation with indigenous and afrodescendant communities, a case study of the Grand Canal project of Nicaragua with the ambition of contributing to the knowledge on this subject.

Through a postcolonial analysis of this case study, we found that the consultation process, as it was conducted in Nicaragua, failed to provide the opportunity for indigenous and afrodescendant communities to participate in the development of the canal project through which they could've progressed towards emancipation and self-determination. According to the participants, the consultation should have started well before the approval of the canal concession. In addition, they point out that throughout the discussions surrounding the canal project and during the consultation, they had very little access to information about the details of the project, including the displacement of the communities. The participants also shared that they did not feel openness in order to influence the project or any interest in the specialized knowledge of the communities in their territory. Thus, an important issue seems to lie in the fact that the consultation process is a tool developed and put in place by non-indigenous experts generating significant gaps in integrating the indigenous vision into the canal project and preventing a horizontal relationship between the different parties. Finally, participants consider education to be a key element in the development of the indigenous and afrodescendant communities of the Caribbean coast of Nicaragua.

Keys words : consultation, participation, self-determination, Nicaragua canal, indigenous and afrodescendant communities, postcolonialism

Introduction

Alors que les populations autochtones ont récemment gagné la reconnaissance des instances internationales, la réalité autochtone – en termes de conditions socio-économiques et de protection des droits politiques et territoriaux – est marquée par des défis importants. Malgré le fait que les facteurs varient selon chaque communauté, nous retrouvons des enjeux communs qui relèvent de l'histoire coloniale, y compris la dépossession des terres et la discrimination sociale et culturelle (Alfred et Corn tassel, 2005, p.597). D'où l'importance d'étudier l'évolution de la lutte autochtone:

« There are approximately 350 million indigenous peoples situated in some 70 countries around the world. All of these people confront the daily realities of having their lands, cultures and governmental authorities simultaneously attacked, denied and reconstructed by colonial societies and states. » (Alfred et Corn tassel, 2005, p.599)

Au niveau du droit international, les trente dernières années ont vu des progrès considérables à rétablir et faire respecter l'intégrité des peuples autochtones au niveau mondial (Bellier, 2008, p.124). À travers des accords tels que *La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* adoptés par l'Organisation des Nations Unies en 2007 (Nations Unies, 2007) et la convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail en 1989 (Organisation Internationale du Travail, 1989), la communauté internationale vise à protéger les peuples autochtones et à amener les gouvernements à reconnaître le droit de ces populations à exercer librement leurs coutumes, à utiliser leurs propres langues, et à observer leurs croyances, et ce, afin de leur permettre de jouir d'une certaine souveraineté sur leurs terres ancestrales (Organisation Internationale du Travail, 2013, article 7 et 14).

« Through ratification of the Convention, Nicaragua has committed itself to giving full effect to the provisions of the Convention, including the development of coordinated and systematic action to protect the rights of the indigenous peoples of Nicaragua and to guarantee respect for their integrity. The establishment of appropriate and effective mechanisms for

consultation and participation of indigenous and tribal peoples regarding matters that concern them is the cornerstone of the Convention.» (International Labor Organization, 2010)

Pour sa part, le Nicaragua, en plus d'être signataire de la convention et de la déclaration internationale mentionnée plus haut, possède également des instruments légaux nationaux afin d'apporter un appui dans le progrès vers l'émancipation des communautés autochtones et l'exercice de leurs droits. Plus particulièrement, la loi 445 sur le *Régime des propriétés communales des peuples autochtones et communautés ethniques des régions autonomes du Nicaragua* (Asamblea Nacional, 2003) décrit en détail les devoirs de chacun des organes gouvernementaux face aux territoires des communautés autochtones et afrodescendantes et prévoit que ces communautés puissent participer à un processus de consultation dans le cas où un projet serait prévu sur ces territoires en question (Asamblea Nacional, 2003, article 16).

Ainsi, la consultation est un moyen d'octroyer du pouvoir aux communautés afin que ceux-ci puissent participer aux décisions qui affecteraient leurs droits. Par contre, comme le démontrent Irvin et Stansbury (2004), la mise en œuvre du processus de consultation reste un défi, entre autres dû aux multiples paramètres à prendre en considérations afin d'effectuer une participation efficiente (ex. : coût, durée, représentativité, etc.). C'est pourquoi, dans le but d'apporter de la lumière sur la mise en œuvre de ce processus, ce projet de mémoire se veut une analyse de l'état actuel des droits des communautés autochtones du Nicaragua à travers l'étude du cas particulier du processus de consultation lors de l'élaboration du projet de construction du canal interocéanique, un grand projet économique avec des impacts environnementaux et sociaux substantiels.

En juin 2013, le gouvernement du Nicaragua signait une concession à une compagnie chinoise du nom de HKND, pour la construction d'un canal connectant l'océan atlantique à l'océan pacifique afin de servir le trafic maritime en Amérique (Asamblea Nacional, 2013). Avec la globalisation, le transport de marchandises par bateau est de plus en plus important avec des cargos de dimensions excédant la capacité du canal de Panama (Menu, 2007). L'enjeu d'un

canal permettant de couper à travers les Amériques est très important puisque ceci est l'unique option qui évite à ces bateaux de devoir faire le détour par le nord ou le sud du continent (Menu, 2007). Par contre, comme l'explique Hegg (2013), au niveau local la controverse est grande. Certains voient le canal comme une opportunité de développement pour le pays, une façon de créer de l'emploi et de diversifier leur économie (Acevedo Vogl dans Academia de Ciencias de Nicaragua, 2014, p.127). D'autres voient plutôt les possibles impacts environnementaux négatifs (Hegg, 2013), principalement en ce qui concerne le lac du Nicaragua (aussi appelé lac Cocibolca) qui est la deuxième plus grande réserve d'eau douce en Amérique latine (WorldAtlas, 2018). De plus, l'un des éléments soulevés par les opposants à ce canal est que la route tracée par le projet touche directement les communautés autochtones et afrodescendants, principalement sur la côte caraïbe (Acosta, 2016, p.24). Ainsi, en conformité avec les lois régissant les régions autonomes du Nicaragua, il était nécessaire pour que ce projet puisse aller de l'avant qu'une consultation ait lieu.

L'idée de ce travail est donc d'analyser le processus de consultation qui a eu lieu en 2015 lors du projet de construction du canal afin de comprendre les dynamiques entre les différents acteurs (les corporations, l'État, les communautés autochtones, les communautés afrodescendantes et les mestizos/allochtones) et d'identifier les réussites et les défis rencontrés au cours de ce processus. Nous cherchons donc à documenter ce cas particulier en répondant à la question : comment les dynamiques socio-politiques et les rapports de force entre gouvernement, communautés autochtones et afrodescendantes influencent-ils la mise en œuvre et les résultats du processus de consultation au Nicaragua lors du projet de construction du canal interocéanique?

En nous basant sur des lectures préalables, nous posons l'hypothèse que les relations entre les différents groupes, mais plus particulièrement ceux entre l'État, les corporations et les communautés autochtones et afrodescendantes sont toujours empreintes d'idéologie faisant partie du paradigme colonial empêchant une bonne cohésion lors des processus de participation et de consultation. Comme nous le verrons dans notre chapitre sur les concepts théoriques, les

différents champs d'études sur le postcolonialisme, l'autodétermination et la consultation démontrent tous que malgré la décolonisation, les relations entre l'État et les communautés autochtones sont encore aujourd'hui influencées par le passé colonial.

Dans le premier chapitre, nous reviendrons d'abord sur l'histoire du pays en question et des différentes communautés qui y habitent, en portant notre attention principalement aux communautés autochtones et afrodescendantes. Puis, nous tracerons également un historique du projet du canal qui remonte jusqu'au début des années 1500. Enfin, nous exposerons les différents mécanismes juridiques nationaux et internationaux qui touchent les communautés autochtones et afrodescendantes.

Dans le second chapitre, nous aborderons les concepts et approches théoriques qui nous permettront d'apporter un support à notre analyse. Nous avons retenu ici les concepts du postcolonialisme, de participation et de démocratie et de l'autodétermination.

Puis, le troisième chapitre consistera dans l'explication de notre démarche méthodologique. Nous aborderons entre autre les thèmes de la méthode qualitative, la sélection de la zone d'étude et des participants ainsi que la méthode d'analyse.

Enfin, le chapitre quatre sera dédié à la présentation des résultats et de leur analyse à la suite de quoi nous terminerons en résumant les découvertes faites lors de ce travail et apporterons de nouvelles idées à explorer afin d'enrichir celui-ci.

Chapitre 1

Historique et Mise en contexte

L'annonce de la construction du canal interocéanique au Nicaragua en 2013, a attiré beaucoup d'attention autant au niveau national qu'international. En plus de mettre sur la table des dilemmes importants pour les Nicaraguayens concernant la question des impacts environnementaux, sociaux et économiques, cette situation complexe offrait une énorme opportunité d'étudier des thèmes variés tels que l'économie internationale, la globalisation, les politiques nationales concernant les mégaprojets, ou encore la gestion des territoires autochtones.

Afin de nous saisir de cette occasion, nous avons choisi de nous pencher sur l'étude du processus de consultation des communautés autochtones et afrodescendantes du Nicaragua dans le cadre du projet de construction du canal interocéanique. À la lumière de la décision de la compagnie HKND (HKND group, 2014) et du gouvernement nicaraguayen d'opter pour une route qui traverserait les territoires autochtones et afrodescendants de la Région Autonomes de l'Atlantique Sud (voir figure 5), et devant le caractère unique de l'histoire des communautés ethniques de la côte caraïbe, nous avons décidé de porter notre attention sur la région sud-est du pays. Cette région est principalement habitée par les peuples autochtone, Rama, et afrodescendant, Créole. Cette recherche fut donc principalement menée dans 3 communautés de la région qui nous intéressait soit, Bluefields, centre administratif de la région, ainsi que Monkey Point et Bangkukuk Taik (ou Punta Aguila), 2 communautés se trouvant directement sur la route proposée pour le projet du canal.

1.1 Histoire des communautés ethniques du Nicaragua

Avant la conquête des Amériques, plusieurs civilisations vivaient et évoluaient sur le continent. Ces peuples sont ceux que l'on identifie aujourd'hui comme étant les communautés, peuples ou nations autochtones. Dans le cas du Nicaragua la littérature n'est pas spécifique quant

à l'usage exclusif de l'appellation communautés, peuples ou nations puisque ces trois dénominations sont utilisées de façon interchangeable (Asamblea Nacional, 1987). Néanmoins nous considérons que les termes peuples et communautés semblent certainement plus prédominants dans la littérature sur les autochtones au Nicaragua. Ainsi, sur le territoire national du Nicaragua ont vécues et transitées plusieurs de ces peuples. Aujourd'hui on considère qu'il existe sept communautés autochtones au Nicaragua (GITPA, 2013). Du côté du Pacifique on dénombre 221 000 personnes comme faisant partie de la communauté des Chorotegua, 97 500 de la communauté Cacaopera (ou Matagalpa), 49 000 Ocanxiu et 20 000 Nahoa ou Nahuatl (Kjaerby, 2012). De l'autre côté du pays sur la côte caraïbe se trouvent trois communautés soit les Miskitos avec 150 000 habitants, les Sumu-Mayangnas qui sont 27 000 habitants et les Ramas avec 2 000 habitants (Kjaerby, 2012).

Selon, Gilbert (1995) environ 90 % de la population totale du Nicaragua vivrait dans la moitié ouest du pays soit le côté pacifique et seulement 10% du côté caraïbe. La grande majorité de la population de la région pacifique est représentée par les Mestizos, considérée comme les descendants des colons espagnols tandis que dans la région Atlantique, vivent majoritairement les communautés autochtones mentionnées ci-haut ainsi que 2 groupes afrodescendants soit les Créoles ou Kriol, 43 000 habitants et les Garifunas qui sont 2 500 habitants (Kjaerby, 2012). Ce 10% est ainsi divisé comme suit : 44% de Mestizos, 35% de Miskitos, 15% Créoles, 4% de Sumus, 1% de Ramas, et 1% de Garifunas (Gilbert, 1995). La région des caraïbes consiste principalement en deux départements nommés comme région autonome par le gouvernement central soit la Région Autonome de l'Atlantique Nord (RAAN) et la Région Autonome de l'Atlantique Sud (RAAS). Au nord, vivent plutôt les Miskitos et les Sumus et au sud les Ramas, les Créoles et les Garifunas. Dans le cadre de ce travail, nous nous intéresserons particulièrement aux communautés Ramas et Créoles puisque bien que le projet du canal interocéanique soit d'une ampleur qui fait que plusieurs milliers de personnes seront affectées, le cas des Ramas et des Créoles est particulier puisque le territoire qu'ils habitent se trouve directement sur la trajectoire tracée lors des projections relatives au projet du canal. Plus encore, le projet de construction du canal est un thème important à aborder face aux communautés autochtones et afrodescendantes puisqu'il vient toucher la question d'autodétermination et de préservation de la culture face à ce méga-projet. Ainsi, dans la section qui suit nous ferons porter notre attention

sur l'évolution historique des communautés de la côte caraïbe et plus particulièrement la communauté autochtone rama et la communauté afrodescendante créole.



Figure 1 : Distribution approximative des ancêtres ramas, (Riverstone, 2008)

Dans le livre intitulé *La tierra de nuestros ancestros : territorio Rama y Creole en el Caribe Nicaraguense*, Riverstone (2008) présente une carte géographique d'une partie du Nicaragua et du Costa Rica où il expose la distribution générale des différentes communautés considérées comme ayant pu être les ancêtres des Ramas et qu'il énumère comme suit; 1.les Caribes, 2. les Melchoras, 3. les Votos, 4. Les Guatusos, 5. Les Corobicis, 6. Les Guetars, 7. Les Suerres (voir figure 1). En effet, il se trouve que les écrits recensés depuis le début de l'époque coloniale ne commencent à faire mention des populations Rama qu'à partir du 18^e siècle. Il n'est pas clair à savoir qui, exactement, furent les prédécesseurs de ceux que l'on appelle aujourd'hui les Ramas, mais quoi qu'il en soit, Riverstone (2008) fait ressortir quelques caractéristiques spécifiques des récits historiques afin de donner une description des Ramas et de leurs ancêtres.

Ainsi, les Ramas auraient vécu principalement au large de la rivière San Juan. Selon les récits historiques, le village le plus peuplé par les Rama aurait été Yari, qui se trouvait là où naît la rivière Punta Gorda, donc un peu plus au nord que la rivière San Juan. De plus, le territoire rama, au moment des premiers contacts avec les colons, incluait non seulement la portion qu'ils réclament aujourd'hui (voir figure 2), mais également un territoire qui s'étendait jusqu'au lac Nicaragua à l'ouest.

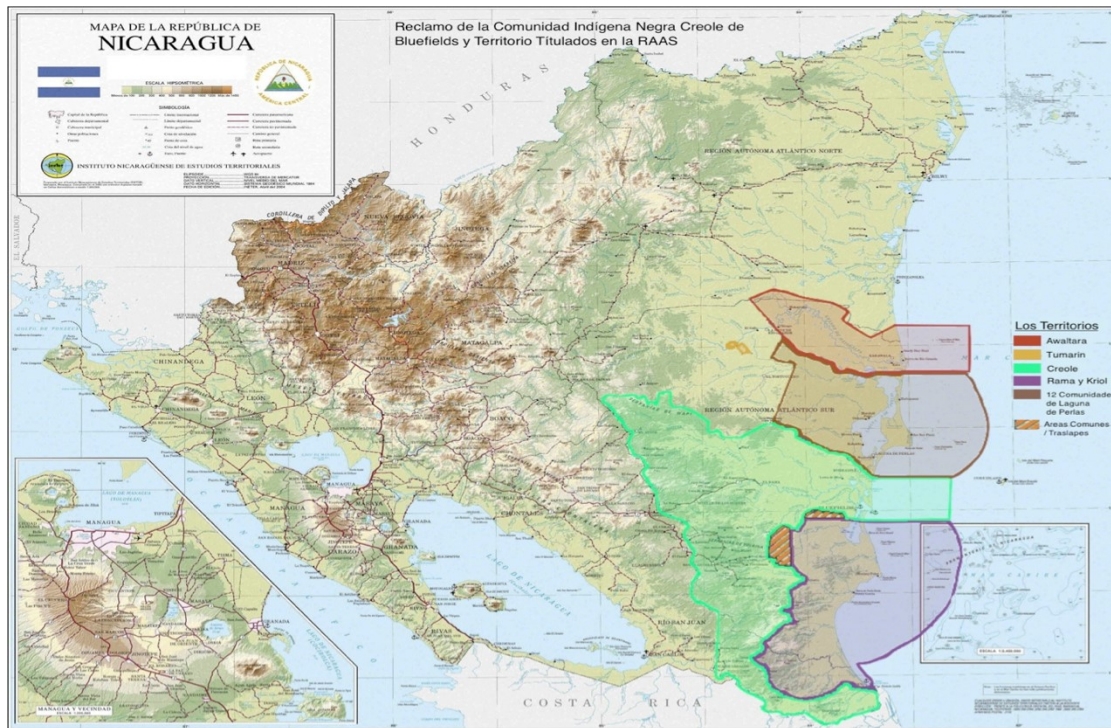


Figure 2 : Territoire réclamé par les communautés Rama et Kriol (Miller et Newball, 2012)

De plus, on dit que contrairement aux communautés autochtones de la région du pacifique, les communautés autochtones des caraïbes vivaient en petits groupes nomades sans structure sociale complexe (Riverstone, 2008). Depuis toujours, les Ramas comptent très peu de membres dans leur communauté. Riverstone (2008) relate que l'on dénombrait environ 1300 habitants Rama dans les années 1700 et seulement 200 en 1921. Cette chute rapporte Riverstone (2008) est dû à l'oppression des Britanniques et des Miskitos qui faisaient de ce peuple des esclaves au cours du 18^{ème} siècle. C'est bien grâce au mélange avec les Mestizos et les Créoles que les Ramas ne se sont pas éteints aujourd'hui.

De nos jours, les Ramas sont établis principalement dans les communautés de Punta Gorda, Punta de Aguila (Bangkukuk Taik), Wiring Cay, Corn River et sur l'île de Rama Cay. Selon Webb et Hamed (2007), ces communautés vivent principalement de la pêche et de l'agriculture traditionnelle. Les activités de chasse et de cueillette font également partie des moyens de subsistance des communautés Ramas, mais plutôt en moments de nécessité et de pénurie. Les Ramas conservent encore aujourd'hui une identité ethnique propre, à laquelle se rattachent une histoire, une culture, une langue et un territoire qui leur sont spécifiques. Toutefois, c'est une communauté qui est fragile et dont les coutumes s'effacent tranquillement dû à une histoire perturbée depuis le temps de la colonisation jusqu'à aujourd'hui. Entre autres, Webb et Hamed (2007) relatent que bien que les communautés Ramas pratiquent toujours la médecine naturelle, les membres de la communauté reconnaissent que la connaissance des plantes médicinales est une tradition qui se perd. De plus, malgré le fait que les Ramas aient leur propre langue autochtone, aujourd'hui que très peu de personnes ne la parlent (Grinevald et Bert, 2012). Le langage communément utilisé par cette communauté actuellement est le Rama-Créole, un mélange dit-on d'anglais, de rama, d'espagnol et d'allemand.

1.1.1. Relation entre les groupes ethniques du Nicaragua depuis la colonisation

Dans son mémoire sur les communautés autochtones du Nicaragua, Barillas (1992) nous raconte comment ont évolué les relations entre les différents groupes ethniques et les conquérants depuis la colonisation. Tout d'abord, avant même la colonisation, les populations autochtones d'Amérique centrale étaient en quelque sorte rivales. Les Miskitos auraient, semble-t-il, toujours été plus puissants et nombreux que les autres communautés autochtones de la région. Puis, vers le 16^e siècle arrivèrent les colons britanniques et espagnols au large de ce que l'on connaît aujourd'hui comme le Nicaragua. Voyant la ténacité des communautés ethniques dont les leaders étaient les Miskitos, les Espagnols décidèrent de continuer leurs routes plutôt que de faire face à cette communauté tant redoutable. C'est ainsi qu'ils atteignirent la région pacifique du Nicaragua, en passant par la rivière San Juan. Par contre, toujours intéressés de conquérir la côte-est de la région et faisant face à la résistance des populations autochtones qui s'y trouvaient, les Espagnols commencèrent à user de la force, et ce, de façon

très violente, le roi d'Espagne allant jusqu'à ordonner l'extermination des autochtones (Barillas, 1992). Pour leur part, les Britanniques, voyant l'animosité monter de plus en plus entre les conquérants espagnols et les Autochtones, se saisirent de l'occasion pour créer une alliance qui profiterait autant aux Autochtones qu'à leur empire en offrant aux peuples de la côte atlantique leur appui et leur protection. Cette méthode de colonisation/alliance utilisée par les Anglais à l'époque était nommée « Indirect rule ». Dans ce cas particulier, comme les Anglais s'intéressaient à la circulation de marchandises et au profit commercial, ils décidèrent d'apporter appui aux communautés autochtones dominantes. Ainsi, ces communautés échangeaient du bois et des peaux contre des fusils et des outils de fer. Cette alliance fit en sorte que les Miskitos gagnèrent encore plus de pouvoir, dominant davantage leur territoire ainsi que les autres populations autochtones. Les Ramas se retrouvèrent donc à devoir affronter plusieurs ennemis plus puissants qu'eux. Parmi leurs ennemis se trouvait non seulement les Espagnols, mais également les Miskitos qui, par l'influence britannique, furent introduit au commerce d'esclaves autochtones et faisaient captifs les membres d'autres communautés autochtones afin de les revendre aux Britanniques.

Pour ce qui est des communautés afrodescendantes, leur histoire sur le continent américain commença en même temps que celle de la conquête. Ce sont les colons, avec la traite d'esclaves, qui introduisirent les communautés africaines sur la côte caraïbe du Nicaragua au cours du 17ème siècle (Riverstone, 2008). Puis, en 1790 lorsque les Misquitos expulsèrent l'un des plus grand propriétaire de terres et esclavagiste de la région, plusieurs de ces personnes d'origine africaine décidèrent de rester. Ils établirent leurs propres communautés principalement autour de Bluefields et Laguna de Perla (Riverstone, 2008). Ainsi, les communautés afrodescendantes de la côte atlantique au Nicaragua serait composées d'un métissage entre Africains, Européens et Autochtones de la région, majoritairement Miskitos, ce qui donna naissance à un nouveau groupe ethnique que l'on nomme Créole. Au cours des années, certains Créoles sont devenus des commerçants et pêcheurs fortunés, entre autres dû à leur capacité de communiquer de façon fluide en anglais, leur donnant un pouvoir politique et économique sur la côte caraïbe (Riverstone, 2008). Ils devinrent peu à peu les alliés et conseillers des Miskistos, prenant part aux activités politiques de la région. L'apport des Créoles dans l'histoire de la côte

atlantique consiste donc en un élément stratégique essentiel dans le maintien de l'indépendance jusqu'au moment de la réincorporation en 1894 au cours de laquelle « les Mestizos ont évincé les Créoles des institutions régionales, ce qui a provoqué des révoltes, de la frustration et, par la suite, amené une certaine résignation. » (Gilbert, 1995, p.325).

Ainsi, comme nous le disions, l'alliance entre les Miskitos et les Britanniques renforça le pouvoir des Miskitos sur la côte caraïbe qui créèrent un royaume nommé la Misquitia. Selon Riverstone (2008), à partir de 1687 les Britanniques commencèrent la pratique de couronner un roi Miskito. Cette alliance permit donc aux Britanniques d'avoir un certain contrôle sur la côte caraïbe et mit un frein à la colonisation espagnole dans cette région (Riverstone, 2008). Cette alliance durera environ 200 ans. Après l'obtention de son indépendance en 1821, le Nicaragua commença à tisser des relations avec les États-Unis, spécialement autour de spéculations concernant la possibilité de construire un canal interocéanique qui traverserait le Nicaragua (Riverstone, 2008). La présence américaine se faisant de plus en plus grande et celle des Britanniques s'amenuisant, le Nicaragua réussit donc, avec l'appui des États-Unis, à obtenir le retrait complet des Britanniques de la côte caraïbe (Riverstone, 2008). Ainsi, en 1860 les Britanniques signèrent le Traité de Managua qui reconnaissait la souveraineté du Nicaragua et lui donnait plein contrôle sur la presque totalité de la côte caraïbe. En effet, dans cet accord, le Nicaragua et l'Empire britannique s'entendirent pour conserver une partie du territoire de la côte caraïbe, soit la partie centrale entre la rivière Hueso et la rivière Punta Gorda, comme réserve Miskito pour que ce peuple puisse continuer à jouir d'une certaine liberté sur ce territoire (Riverstone, 2008). L'obtention de cet addenda au Traité fut en quelque sorte le résultat de la reconnaissance des Britanniques envers les Miskitos pour toutes ces années d'alliance (Riverstone, 2008). Par contre, cette entente ne tiendra pas longtemps et c'est en 1894 que le président du Nicaragua Zelaya demande la dissolution de la réserve et sa *réincorporation* au Nicaragua. L'armée de Zelaya s'introduit donc dans la réserve et réussit à en prendre possession, ce qui mit fin au règne des Miskitos dans la région (Riverstone, 2008). Ainsi, cette région devint donc le département de Zelaya après la signature du décret de réincorporation, qui fut signé par des représentants des gouvernements nicaraguayens et américains ainsi que par des représentants miskitos (voir figure 3). Depuis cette époque, les communautés autochtones et

afrodescendants tentent de réclamer leurs droits ancestraux sur les territoires qui leur ont été pris de force par le gouvernement central.



Figure 3 : Carte du Nicaragua vers la fin du 19e siècle (Ezilon, 2009)

Ainsi, le sentiment des Miskitos envers les descendants espagnols et leurs années d'alliance avec les Anglais continua de dicter d'une certaine façon les relations dans le pays entre les groupes ethniques de la côte atlantique et les mestizos, peuple majoritaire dans le pays issu du mélange entre les Autochtones et les Espagnols depuis la colonisation. Enfin, depuis le départ des Anglais, vers 1860, jusqu'au moment où la guerre éclata, en 1980, les gouvernements

qui se succédèrent faillir tous à entendre la voix des autochtones qui cherchaient à faire reconnaître leurs peuples et obtenir l'indépendance face à l'État dans la gestion de leur patrimoine et de leurs terres. À travers des campagnes d'assimilation drastique qui démontraient manifestement de la non-reconnaissance face aux populations autochtones de la côte atlantique, ceux-ci prirent les armes contre les Sandinistes, un groupe de révolutionnaire poussé par l'idéologie marxiste qui renversa le pouvoir et évinça le gouvernement Somoza afin de reprendre le contrôle du pays en 1979. Devant l'approche nationaliste et assimilationniste des Sandinistes, les autochtones firent opposition à travers une contre-révolution que l'on nomma *la contra*, et ce, jusqu'à l'obtention en 1987 de négociations entourant la loi 28, ou loi d'Autonomie, qui leur accordait enfin une certaine reconnaissance et l'indépendance dans la gestion de leurs communautés. À travers cette loi, l'État forma donc de deux régions autonomes (voir figure 4), la Région Autonome de l'Atlantique Nord (RAAN) et la Région Autonome de l'Atlantique Sud (RAAS) considérés comme étant des territoires distincts du reste du pays où les communautés autochtones et afrodescendantes avaient un plus grand contrôle sur les activités et les ressources de ces territoires et pouvaient promouvoir et maintenir leur identité, leur culture, leur langue et leur tradition (Riverstone, 2008).

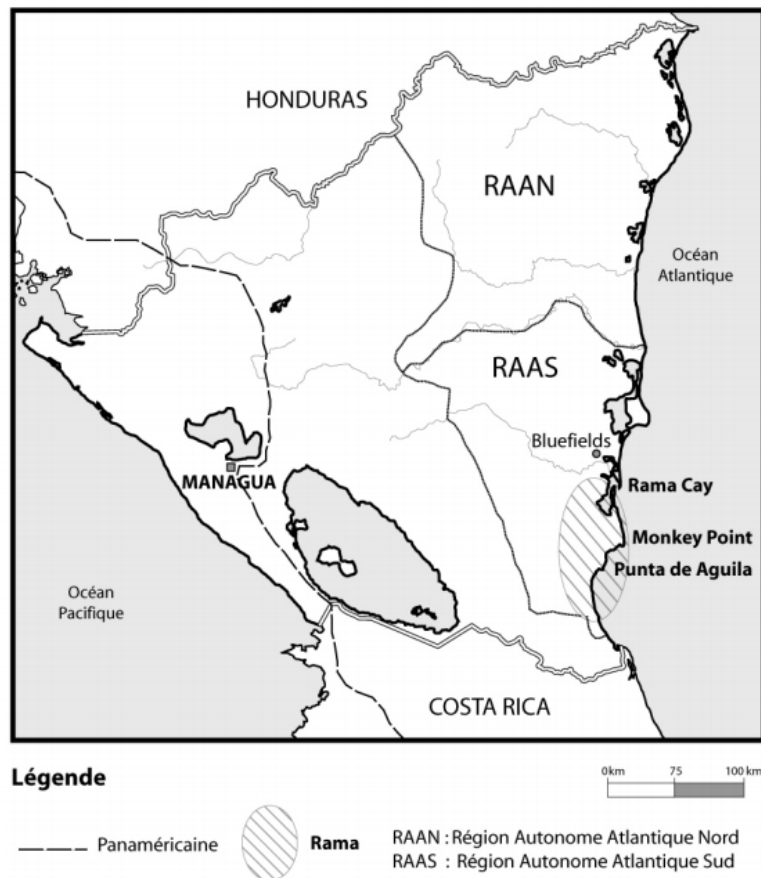


Figure 4 : Carte du Nicaragua représentant les deux régions autonomes de la côte-est (Pivot, 2013)

Ainsi, ce résumé de l'histoire du Nicaragua et de ses différentes communautés ethniques depuis la colonisation permet d'illustrer l'évolution des groupes et des dynamiques entre eux. Cela permet de mettre en perspective, entre autres, comment la colonisation s'est jouée au Nicaragua afin de mieux comprendre le contexte dans lequel prend place aujourd'hui le processus de consultation et les défis contemporains qui lui sont liés.

1.2. Historique du projet de construction du canal interocéanique du Nicaragua

1.2.1. Le projet de relier l'océan Atlantique et l'océan Pacifique depuis l'époque coloniale

L'idée de la construction d'un canal au Nicaragua remonte au temps de la colonisation. Déjà à l'époque, les conquérants espagnols parlaient de créer une route en Amérique qui

permettrait aux bateaux de passer de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique. Selon López (2006), le projet du canal figurait parmi les nombreux projets de l'empereur Carlos V au début du 16^e siècle. Les Espagnols avaient donc dans leur mire le Nicaragua puisqu'il était presque possible de traverser tout le pays d'est en ouest en naviguant sur la rivière San Juan et le lac Cocibolca (ou lac Nicaragua). Tout ce qui séparait les Espagnols de la réalisation de leur projet était 20 kilomètres de terres entre le lac Cocibolca et l'océan Pacifique, qui forme aujourd'hui le département de Rivas. Ce projet restera sur les tablettes pour quelques siècles jusqu'en 1799 lorsqu'Alexandre Humboldt voyagea dans différents pays hispoaméricain afin de chercher la meilleure route interocéanique et en viendra à la conclusion que le Nicaragua était l'une des meilleures options pour réaliser un tel projet. L'idée de la construction d'un canal interocéanique devint de plus en plus intéressante vers 1848 lors de la découverte d'or en Californie. C'est donc à cette époque que fit son apparition Cornelius Vanderbilt, capitaine de la plus grande embarcation de la baie de New York. Voyant l'enthousiasme et la demande grandissante pour traverser vers l'ouest il conclut un marché avec le gouvernement nicaraguayen afin d'obtenir l'exclusivité sur cette voie maritime et d'offrir aux voyageurs qui le désiraient, une route plus rapide vers l'ouest et plus particulièrement vers la Californie. Clayton (1987) suggère, dans son article sur le canal du Nicaragua, que Vanderbilt alla jusqu'à proposer de construire un canal à l'époque, mais vu l'envergure du projet et les ressources financières limitées qu'un seul individu pouvait apporter à un tel projet, l'idée fut laissée de côté encore une fois. De plus, ni l'Angleterre ni les États-Unis ne voulurent financer son projet. À l'époque, en 1850, les États-Unis et l'Angleterre avaient signé le traité de Clayton-Bulwer qui garantissait qu'aucune de ces nations respectives ne prendrait le monopole d'un projet de canal en Amérique Centrale. Ce traité mettra un frein pendant plusieurs années au développement du projet de construction d'un canal en Amérique Centrale (Clayton, 1987).

De façon parallèle, certains projets contemplaient également la possibilité de construire une voie ferroviaire qui joindrait les deux océans. Les premières spéculations sur la côte Atlantique prirent forme vers la fin des années 1860 avec l'initiative du capitaine anglais, Pim, de construire des rails allant de la ville de Monkey Point, dans les caraïbes, jusqu'à San Miguelito, sur le lac Cocibolca. Toutefois, ce dernier, pour manque de ressources financières et

de soutien de la part de la *Central American Transit Company*, ne pourra entreprendre le projet de la construction du chemin de fer dans la région des caraïbes (Juárez, 2013). En 1903, après la *réincorporation* de la région atlantique au reste du Nicaragua, le Président Zelaya réussit finalement à initier la construction de la voie ferroviaire dans la partie est du pays. Par contre, tout comme les tentatives précédentes concernant la construction d'un chemin reliant l'océan atlantique et l'océan pacifique, le président Zelaya ne réussit à faire construire que 22 km de cette route qui ne put s'achever dû à la révolution de conservation et protection de la côte qui se conclut par la chute du président Zelaya. Le gouvernement qui suivit Zelaya ne fut pas en mesure non plus de reprendre la construction de ce chemin de fer qui fut laissé à l'abandon (Juárez, 2013).

Enfin, malgré les échecs précédents concernant la construction d'une route entre le pacifique et l'atlantique, les pays d'Amérique centrale et les pays investisseurs cherchaient toujours un moyen de réaliser le rêve d'une route interocéanique. Autour des années 1900, on considérait que les deux pays ayant le plus de potentiel pour la construction d'un canal étaient le Nicaragua et le Panama. Plusieurs études de faisabilité ont été effectuées durant ces années et ces deux pays étaient dans une grande rivalité, cherchant chacun de leur côté des investisseurs américains qui leur permettraient de concrétiser le projet dans leur pays respectif. Finalement on a décidé d'en faire un objet d'intérêt public. Une commission a été lancée afin d'étudier la meilleure option. Selon le récit historique de l'auteur contemporain Clayton (1987), tout semblait pointer vers le Nicaragua jusqu'à ce que 5 jours avant que le Sénat américain ne rende son verdict, le volcan de Momotombo au Nicaragua se mit en éruption. Quelques jours auparavant le Mont-pelée en Martinique explosait causant la mort de trente mille personnes. Ainsi, ces deux événements furent décisifs dans la décision du sénat qui résultat par 42 votes pour le Panama et 34 pour le Nicaragua. La commission prit donc la décision de construire le canal interocéanique au Panama, le projet étant finalement mené à terme en 1914, année de l'inauguration du canal de Panama (Clayton, 1987).

Malgré la construction de ce canal au Panama, quelques décennies plus tard, avec la tendance du marché en augmentation et la globalisation de plus en plus forte, la capacité de ce canal devint un enjeu important remettant sur la table le besoin de trouver une alternative. Ainsi, vers la fin du 20^e siècle les différentes propositions de route connectant les deux océans referont surface incluant le Nicaragua parmi la liste des pays offrant des possibilités intéressantes. L'idée qui fait fureur à l'époque sera celle d'un canal sec, c'est-à-dire une route ferroviaire, dont deux compagnies multimillionnaires font la proposition, soit le Consortitum du canal interocéanique du Nicaragua (C.I.N.N.) et la SIT-Global (Gonzalez, 2006). Dans leurs propositions, ces entreprises suggérèrent que la construction d'un chemin liant les deux côtes du pays pourrait stimuler l'économie du pays en générant des milliers d'emplois (Riverstone, 2008). Par contre, certains Nicaraguayens s'avérèrent septiques, reconnaissant le fait que très peu d'entre eux étaient qualifiés pour participer à la construction d'un tel projet. De plus, ce projet apportait également une grande crainte pour les populations autochtones et afrodescendantes de la côte atlantique avec la venue de milliers de travailleurs et de gestionnaires sur leurs terres. La menace de la destruction des ressources naturelles environnantes qui servent à la subsistance de ces communautés et celle d'un potentiel déplacement hors de leurs territoires ancestraux étaient également des aspects qui dressèrent les populations de la côte-est sur leurs gardes, alimentant des protestations face au projet. De plus, à cette époque la loi de l'autonomie avait déjà été créée par le gouvernement nicaraguayen assurant aux populations autochtones la liberté de jouir et d'exercer leurs activités traditionnelles sur des territoires reconnus comme leur appartenant (Riverstone, 2008). Ainsi, ce projet venait mettre en péril des droits acquis quelques années auparavant. Cela aboutira donc à un autre échec.

Aujourd'hui, un peu plus de cent ans après l'inauguration du canal de Panama (en 1914), le Nicaragua s'est engagé à nouveau dans un projet de construction d'un canal en octroyant une concession, en juin 2013, à la compagnie chinoise HKND (Red Local, 2015). La raison de la poursuite de la création d'une route alternative à celle du canal du Panama est encore une fois due aux limitations inhérentes à ce canal construit au début du 20^e siècle. La capacité du canal de Panama devient de plus en plus limitée face au transit de plus en plus fréquent de gros cargos.

« Aujourd'hui, 90 % des marchandises du commerce international empruntent le mode maritime. Ce mode de transport reste le plus sûr et le plus économique, le coût moyen de plus de 20 tonnes de marchandises transportées en conteneur de vingt pieds de l'Asie vers l'Europe est pratiquement équivalent au prix du billet d'avion en classe économique pour un seul passager sur le même parcours. L'augmentation du coût de construction des navires observée actuellement, ainsi que celle du prix du pétrole pénalise fortement les trop longs parcours maritimes. » (Menu, 2007, p.3).

Pour ces plus grands navires, la traversée de l'Amérique devient donc un défi depuis l'établissement de la restriction Panamax. Les trois seules alternatives afin de traverser d'un côté à l'autre de l'Amérique par voie maritime sont le passage du Nord-Ouest, au nord du Canada, ou le cap Horn et le passage de Drake, toutes deux complètement au sud du continent près de la Terre de Feu (Menu, 2007). Dans son article sur le canal de Panama dans la revue maritime de l'Institut Français de la Mer, Menu (2007) explique brièvement la restriction imposée par le canal de Panama quant à la grosseur des navires pouvant y circuler. Afin de pouvoir emprunter le canal de Panama, les bateaux doivent correspondre aux critères Panamax.

Ainsi, « le passage du canal est limité aux navires dits Panamax, c'est-à-dire ayant une longueur maximale de 295 m, une largeur hors tout de 32,25 m, et un tirant d'eau maximal de 13,50 m, soit un port en lourd maximal d'environ 65 000 tonnes. Les plus gros porte-conteneurs ont une capacité moyenne de 4 250 conteneurs EVP¹ (équivalent vingt pieds) » (Menu, 2007, p.3).

Par contre, comme nous l'avons mentionné la voie maritime étant favorisée pour le commerce et le transport de marchandises, et les coûts en carburant et en matériaux de construction étant toujours de plus en plus élevés, les différentes compagnies de transport tentent d'amoindrir leurs coûts en construisant des bateaux toujours plus grands afin de transporter le plus de marchandise à la fois. Ainsi, ces compagnies de transport tentent de construire des porte-conteneurs océaniques que l'on qualifie de Post-Panamax, visant aujourd'hui une capacité de plus de 11 000 conteneurs ce qui excède de loin la capacité du canal de Panama, empêchant du coup ces navires d'emprunter cette voie (Menu, 2007).

¹ L'Équivalent vingt pieds est une unité de mesure permettant de regrouper à la fois les conteneurs de 40 pieds et ceux de 20 pieds. (KLINGHOFER, 2008)

Bien que l'élargissement du canal de Panama soit un thème qui reste présent dans les spéculations relatives à l'amélioration du transport entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique, ce projet semble arriver à son terme. Malgré les améliorations qui ont déjà été apportées au canal au cours des dernières années, ce dernier reste toujours incapable de répondre à la demande internationale. De plus, le projet d'apporter d'autres modifications afin d'élargir le canal semble de plus en plus risqué tel que le soulignent Slack et McCalla (2003).

Depuis que la loi de concession a été accordée à la compagnie HKND très peu de progrès a été effectué dans la construction du canal comme tel. En effet, Watts (2016), dans le journal *The Guardian*, nous explique que depuis l'inauguration du début des travaux à Brito en 2015, les travaux qui n'auront duré que quelques mois sont maintenant en arrêt (voir Image 1). « There is no machinery, no noise, no activity. » (Watts, 2016). Pour le moment, le projet du canal au Nicaragua reste dormant dû entre autres à des difficultés financières de la part de la compagnie HKND (Latin News, 2018).



*Image 1: Titre de la photo : « A late-afternoon sun illuminates part of the Brito inlet, the planned Pacific terminus of Nicaragua's proposed interoceanic canal. »
(Photograph: Tim Johnson/MCT via Getty Images in Watts, 2016)*

1.2.2. Loi 840 (2013) et concession du canal du Nicaragua

Ainsi, le Nicaragua s'est lancé dans le projet de construire le canal, projet dont ce pays rêve depuis déjà plusieurs siècles. Celui-ci s'estime actuellement à environ quarante milliards de dollars américains. En juillet 2014, pour la première fois, le group HKND ainsi que la firme chargée de mener l'étude de faisabilité *Environmental Resources Management (ERM)* présentaient publiquement les premières informations concernant le projet. Cette présentation incluait principalement un plan avec les différentes routes potentielles évaluées par ces entreprises ainsi que quelques résultats préliminaires de l'étude de faisabilité. Ce plan présentait six routes possibles.



Figure 5 : Les différentes alternatives de route proposées (Nicaragua, 2013)

Chacune des routes proposées, comme nous pouvons le voir dans l'image ci-dessus, devra passer par une partie de la Région Autonome de l'Atlantique Sud (section C présentée dans la Figure 5), principalement habitée par des communautés autochtones et afrodescendantes. De plus, ce schéma propose que les différentes routes devront traverser le Lac de Nicaragua, la première source d'eau potable du pays et le deuxième plus grand lac d'Amérique latine. Il semble donc que ce projet puisse avoir des répercussions importantes aux plans environnemental, social et culturel pour l'ensemble du pays.

Le président Nicaraguayen, Daniel Ortega, signa en juin 2013 la loi 840 sur la concession du canal après avoir reçu l'aval du Conseil Régional de la RAAS comme l'entend l'article Article 181 de la constitution de Nicaragua. «The concessions and contracts of rational exploitation of the natural resources granted by the State in the Autonomous Regions of the Atlantic Coast must have the approval of the corresponding Regional Autonomous Council.» (National Assembly, 2005, p.52) . Ce projet fut donc accordé à la compagnie chinoise HKDN dirigé par le multimillionnaire Wang Jing leur donnant une très grande marge de manœuvre dans le pays sur différents aspects découlant du projet. Tout d'abord, cette loi stipule que la concession du canal durera 50 ans avec possibilité de renouvellement de 50 ans à la discrétion de la compagnie chinoise. Cela signifie donc que dans le cas d'un renouvellement cela prendrait 100 ans au Nicaragua avant de pouvoir être propriétaire du canal. Hegg (2013) nous explique de quoi il en retourne avec la loi de la concession du canal de Nicaragua. Cette loi fut adoptée, faut-il le préciser, trois jours après que le dossier ait été abordé à l'assemblée nationale sans discussion sérieuse, ni avec le public, ni avec les différentes structures institutionnelles et légales. « The canal concession appeared virtually overnight, approved as law only three days after it was sent to the National Assembly with no serious discussion either inside that legislative body or out of it even though it is perhaps the most important decision in our country's history.» (Hegg, 2013).

Cette loi fut adoptée à majorité à l'assemblée nationale, soit à 61 voix pour et 28 voix contre. Toutefois, il est évident qu'elle présente très peu d'opportunité d'action et de négociation pour la population nicaraguayenne. Tel que l'indique le professeur et avocat Aguilar (2014) l'accord dont il est question dans la loi 840, *Acuerdo Marco de la Concession* (AMC), est selon lui rédigé tel un contrat d'adhésion où HKND serait la partie contractante, soit celui qui rédige le contrat et donc obtient le plus d'avantages, et le Nicaragua la partie adhérente, qui peut négocier certains points du contrat, mais qui, ultimement, se voit limité à accepter les conditions ayant été établies.

Peu de temps après l'approbation de cette loi, plusieurs personnes et groupes de personnes ont formulé des poursuites contre cette loi, clamant son inconstitutionnalité (Hegg,

2013). En octobre 2013, environ quatre mois après l'acceptation de la loi 840, il y avait déjà trente-deux pétitions de poursuite judiciaire signées par plus de 180 personnes, le plus grand nombre de recours déposés contre une loi de toute l'histoire judiciaire du Nicaragua (Acosta, 2016). Selon Hegg (2013), les experts considèrent que cette loi viole 40 articles de la Constitution de l'État-nation du Nicaragua. Pour ne donner que quelques exemples en voici deux tirés de l'article de Serrano Caldera (2014). Premièrement, l'article 5 d) de la loi 840 confère le droit à la commission responsable du projet du canal de procéder à l'expropriation des propriétés nécessaires afin de procéder à la construction du canal². Cela constitue une violation de l'article 44 de la constitution de la République du Nicaragua qui établit que seul l'État peut exproprier dans le but d'une utilisation publique ou un intérêt social, et ce avec une indemnisation juste et préalable. Ensuite, Serrano Caldera (2014) souligne également l'article 13 de la loi 840 transgresse la constitution lorsqu'elle affirme que :

« Aucune sanction administrative ni économique de la part d'une entité gouvernementale ne pourra s'appliquer, et l'investisseur ou tout sous-projet ne pourra faire l'objet de poursuites civiles en cas de manquement aux obligations contractées par l'investisseur ou un sous-projet en vertu des dispositions de la présente loi ou des conditions de la MCA. »³ (traduction libre à partir de Asamblea Nacional, 2013, p.110)

Jusqu'à ce jour, Acosta (2016) nous informe que le gouvernement n'aurait toujours pas initié de processus de consultation tel que l'exigent la loi nationale et les recommandations internationales. Dans son article, Acosta (2016) souligne également que les communautés autochtones et afrodescendantes attendent toujours de recevoir toute l'information claire et pertinente sur ce projet ainsi que sur le devenir de leurs terres, à risque d'être réquisitionné.

Enfin, considérant l'histoire coloniale du Nicaragua, les luttes à travers les époques pour les territoires, les défis contemporains des communautés autochtones et afrodescendantes ainsi

² Traduction libre de : « artículo 5. d) Efectuar el proceso de expropiación establecido en la presente Ley con respecto a aquellas propiedades que se requiera que sean pestas a disposición del Iversionista y sus afiliados, de conformidad con los términos del MCA. » (Asamblea Nacional, 2013)

³Traduction libre de: « No aplicarán sanciones administrativas ni económicas de ninguna Entidad Gubernamental, ni El inversionista ni Parte de Sub-Proyecto estarán sujetos a las acciones civiles como resultado del incumplimiento de las obligaciones adquiridas por El Inversionista o cualquier Parte de Subproyecto **en virtud** de las disposiciones de esta Ley o los términos de El MCA. » (Asamblea Nacional, 2013, p.110)

que les possibles impacts irréversibles de la construction du canal, ce projet de recherche contribue non seulement à offrir une meilleure compréhension des mécanismes qui soutiennent la lutte autochtone telle que la consultation, mais également à questionner les fondements de ces mécanismes et la façon dont ils se manifestent dans des projets d'envergure tels que celui du canal.

1.3. Lois nationales et mécanismes juridiques

Dans le cadre de ce cas d'étude sur les communautés autochtones et afrodescendantes du Nicaragua, il y aura trois outils légaux qui nous intéresseront particulièrement. D'abord *la loi sur le Statut d'autonomie des régions de la côte Atlantique du Nicaragua* ou loi numéro 28. Ensuite, la loi 445 ou *loi du régime de propriété communale des populations autochtones et communautés ethniques des régions autonomes de la côte Atlantique du Nicaragua et des rivières Bocay, Coco, Indio et Maiz*. Puis, finalement, la *Convention concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants*, convention numéro 169 adoptée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Nous discuterons ces trois outils juridiques puisqu'ils sont au cœur des revendications des communautés autochtones et afrodescendantes au Nicaragua. Elles fournissent un pilier légal sur lequel ces communautés peuvent s'appuyer afin d'aller de l'avant face à leurs requêtes en termes de protections des territoires ancestraux, protection de la culture, de la langue et en général, du mode de vie autochtone. De plus, c'est principalement sur ces trois outils que les peuples autochtones et afrodescendants basent leurs exigences quant au processus de consultation entourant le projet du canal (Acosta, 2016).

1.3.1 Loi 28 (1987) sur le statut d'autonomie et Loi 445 (2001) sur le régime de propriété communale

D'abord, la loi d'autonomie fut un projet qui a vu le jour suite au mouvement de la contre-révolution au Nicaragua qui dura de 1979 à 1990. La contre-révolution fut un mouvement entrepris par les communautés autochtones et afrodescendantes de la côte atlantique qui fut largement financée par les États-Unis qui cherchaient à reprendre le contrôle du gouvernement nicaraguayen (Alfaro, 2007, Barillas, 1992). Après le renversement du pouvoir par le Front

Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) sur le gouvernement Somoza en 1979, les Sandinistes, avec leur programme nationaliste, tentèrent une assimilation totale de la côte Atlantique au Nicaragua. Pour les communautés ethniques de cette région, ce fut un régime de trop qui cherchait à prendre possession de leurs terres et anéantir leurs cultures. Ils décidèrent donc de prendre les armes contre ce nouveau gouvernement. Au cours des années de guerres et vu la force de résistance de la *Contra* (nom donné au groupe de rebel principalement autochtone et afrodescendant de la contre-révolution), le gouvernement Sandiniste et la *Contra* acceptèrent d'en venir à un accord de cessé le feu. Comme le dit Auchter (2006) :

« The protection of indigenous and ethnic rights in Nicaragua's Autonomous Regions is linked, legally and politically, to the historic Autonomy Law Number 28 promulgated by the Revolutionary government in 1987 in response to resource and identity-based conflicts between the peoples of the Atlantic and the Pacific. » (Auchter, 2006, p.222)

Le gouvernement créa donc en 1985 une commission chargée de résoudre le conflit entre l'État et la *Contra*. Hegg (2013), sociologue nicaraguayen, fût l'une des cinq personnes mandatées pour faire partie de la Commission Nationale sur l'autonomie à l'époque. Cette commission avait pour but de comprendre les besoins et demandes des communautés autochtones afin de restaurer la paix et de maintenir le pays uni. En fait, l'une des plus grandes peurs du gouvernement Sandiniste et des gouvernements précédents fut toujours que les communautés autochtones aient le désir de se séparer du pays et qu'en leur accordant l'autonomie sur leurs territoires cela les inciteraient davantage à se séparer. La commission fit donc un très grand travail dans ce sens, où elle permit de démystifier cette croyance et démontrer que les populations de la côte-est ne voulaient qu'être maître chez soi tout en restant uni au Nicaragua. Selon Hegg (2013), la commission a eu pour effet de renforcer le sentiment de citoyenneté Nicaraguayen chez les groupes autochtones puisque les tensions se sont amoindries avec le temps grâce à la loi d'autonomie qui fut l'aboutissement du travail de cette Commission. Ainsi, cette loi fut un instrument qui apporta beaucoup de support au mouvement et à la lutte autochtone au Nicaragua. En plus de la loi 28, on mentionne qu'en 1987 l'État du Nicaragua non seulement promulgua cette loi sur le Statut de l'autonomie, mais également fit des réformes à la constitution en y ajoutant des spécifications importantes concernant les communautés

autochtones et afrodescendantes (Riverstone, 2008). Un exemple est l'article 5 qui énonce ce qui suit :

«The State recognizes the existence of indigenous peoples who enjoy the rights, duties and guarantees designated in the Constitution, and especially those to maintain and develop their identity and culture, to have their own forms of social organization and administer their local affairs, as well as to preserve the communal forms of land property and their exploitation, use, and enjoyment, all in accordance with the law. For the communities of the Atlantic Coast, an autonomous regime is established in the present Constitution.» (National Assembly, 2005, p.4)

Enfin, cette loi permet également de créer ce que l'on connaît aujourd'hui comme les Régions Autonomes de la côte Atlantique Sud et Nord (RAAS et RAAN). Chaque région est administrée par un gouvernement territorial et subdivisée en différents gouvernements communaux selon la démarcation traditionnelle entendue par ces mêmes communautés. Ces deux régions sont chapeautées par deux conseils régionaux devant servir d'intermédiaire entre le gouvernement central et les gouvernements territoriaux et communaux. Ce conseil régional est élu par les citoyens de la région à laquelle ils appartiennent.

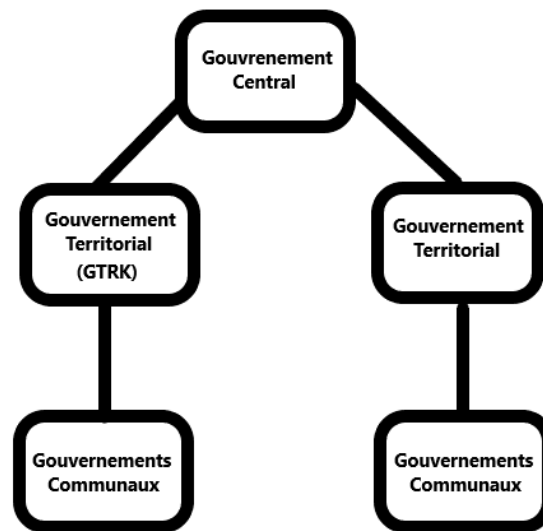


Diagramme 1 : Structure politique du Nicaragua

Selon la loi 28, chacune des entités gouvernementales, qu'elle soit territoriale ou communale, peut utiliser des méthodes de régir leurs gouvernements selon leurs traditions et

coutumes. Selon la loi, ces régions sont considérées comme des territoires ancestraux sur lesquels les communautés ont leur propre juridiction. Cela veut donc dire que les communautés peuvent gérer leurs affaires locales selon leurs coutumes ancestrales au niveau, par exemple, de la structure politique ou de la gestion de conflits ou délits intra communal. De plus, cette loi entend être un instrument de protection de la culture, de la langue et des traditions des communautés ethniques de la côte Atlantique. Elle prétend également assurer aux communautés le droit exclusif sur leurs territoires et un usage durable des ressources naturelles qui s'y trouvent. Auchter (2006), ajoute que la loi sur le statut d'autonomie au Nicaragua spécifie que ces terres communales ne peuvent être vendues. Elles ne peuvent qu'être transmises de génération en génération. Ainsi, la loi 28 est l'un des instruments légaux modernes que les communautés autochtones ont réussi à acquérir afin d'aider à protéger les différentes composantes de leurs cultures et de leurs territoires ancestraux.

Par contre, malgré l'existence de la loi 28, les communautés de la côte-est devaient constamment protester afin de faire respecter leurs droits ancestraux. De plus, voyant l'arrivée croissante des migrants mestizos à l'intérieur des territoires autonomes ainsi que les spéculations provenant du projet de la construction d'un canal sec, les communautés autochtones et afrodescendantes de la côte atlantique commencèrent à faire de plus en plus de pression sur le gouvernement afin de formaliser et concrétiser les promesses établies dans la loi 28 :

« [...] despite the legal and symbolic gains represented in this historic legislation, control over the region's resources will depend, importantly, on the efforts of the communities of the region to insist upon the respect and upholding of their legitimate territorial rights in practice. [...] Though the statute was often cited in defense of traditional rights, three national administrations later, formal regulations, giving legal teeth to the Law had yet to be adopted. » (Auchter, 2006, p.223).

Ainsi, c'est vers les années 2000, lors des discussions relatives au projet de construction d'un canal sec en territoire autochtone, que les revendications afin mettre en pratique et de concrétiser la loi sur les territoires autochtones porta finalement fruit. À cette époque, vu l'intérêt grandissant par rapport à la construction du canal sec, plusieurs personnes firent leur apparition réclamant posséder des titres de propriété en territoires autochtones (Riverstone, 2008). Apparemment, ces titres auraient été illégalement distribués à des dirigeants et investisseurs

américains par le président Zelaya après la réincorporation de la Misquitia en 1894. L'enjeu d'un sondage archéologique des territoires afin de prouver leurs occupations ancestrales et d'obtenir de titres légaux dans ces régions devenait très important afin que ces différentes communautés puissent enfin détenir une preuve légale, un titre de propriété (Riverstone, 2008).

La loi 445 ou Loi du régime de propriété communale fut donc établie en 2003 afin d'apporter des précisions à la loi d'autonomie en ce qui concerne les tenants et les aboutissants de ce que signifie l'autonomie des communautés autochtones et ethniques de la côte caraïbe. Cette loi permet donc de définir le cadre sous lequel devrait prendre place l'arpentage des territoires des différentes communautés ethniques de la côte afin de délimiter et de délivrer des titres de propriété, et ainsi résoudre et éviter des conflits concernant des disputes territoriales dans ces régions. Cette loi fut créée, entre autres, à la suite du jugement de la cour interaméricaine en 2001 dans *le cas de la communauté Mayangna (Sumo) d'Awes Tingni contre l'état du Nicaragua* (Corte Interamericana de Derechos Humanos, 2001). La communauté d'Awes Tingni cherchait à défendre ses droits sur des terres communales, terres sur lesquelles le gouvernement nicaraguayen avait accordé une concession d'exploitation forestière alors que cette communauté luttait déjà activement à faire cesser ce type d'activité qui dévastait les forêts sur ces territoires (Alfaro, 2007). Le conflit avait commencé en 1996 après que cette communauté ait présenté le cas devant les tribunaux nationaux qui ont ignoré la situation, même après que celle-ci ait été portée en appel. C'est donc ainsi qu'ils décidèrent d'avoir recours à la cour interaméricaine qui, finalement, rendit un jugement en leur faveur et qui obligea l'état du Nicaragua à délimiter le territoire et procurer des titres de propriété aux communautés. Ce processus est toujours en cours et en est à sa dernière étape en ce moment (Kjaerby, 2012).

Ainsi, la loi accorde aux communautés autochtones et afrodescendantes la reconnaissance de leurs territoires ancestraux à travers des titres de propriété sur des terres communales. À travers cette loi, le gouvernement procède donc à la délimitation des territoires en 5 étapes (Asamblea Nacional, 2003) :

- 1) Présentation de la demande, où chaque communauté présente au gouvernement sa requête en apportant des informations telles que l'historique de la

communauté, sa démographie, ses traditions et coutumes ainsi que des preuves préliminaires du fondement de cette demande;

- 2) Règlement des différends, étape durant laquelle les communautés demanderesses s'assurent de régler tous conflits territoriaux avec les communautés adjacentes;
- 3) Mesures et démarcation, cette partie est prise en charge par la Commission de Démarcation et de Titres qui définit le périmètre exact du territoire communal;
- 4) Obtention des titres, on accorde un titre de propriété à la communauté demanderesse comportant le nom de la communauté, la localisation géographique ainsi que les limites de la propriété;
- 5) Assainissement; les communautés ayant obtenu un titre accompagné par le Bureau Rural des Titres de propriété (OTR) procèdent finalement à des négociations avec les occupants du territoire non-membre de la communauté.

Avec l'obtention d'un titre de propriété, le gouvernement reconnaît donc le droit de propriété collective aux communautés autochtones et afrodescendantes et leur procure donc le droit d'occuper ledit territoire et de jouir de ses ressources naturelles de façon traditionnelle (Asamblea Nacional, 2003). Tout comme l'indique la loi d'Autonomie (loi 28), la loi 445 dans l'article 3 décrit également que les territoires communaux reconnus ne peuvent être vendus et sont inaliénables, imprescriptibles et insaisissables (Asamblea Nacional, 2003).

1.3.2. Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2007) et Convention 169 (1989) de l'OIT

En plus des lois nationales qui existent au Nicaragua afin de protéger les communautés autochtones et leurs territoires, plusieurs mécanismes juridiques internationaux ont été formulés au cours des dernières décennies afin d'inciter tous les pays à porter une attention particulière au statut, droits et besoins des communautés autochtones. Nous portons une attention particulière à deux de ces instruments soit, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), car ceux-ci figurent souvent dans les débats et revendications des communautés autochtones du

Nicaragua devant l'enjeu du projet de construction du grand canal interocéanique (Acosta, 2016).

Depuis la colonisation, les communautés autochtones se sont toujours battues afin de se faire reconnaître, d'abord à travers des traités et, aujourd'hui, à travers des déclarations internationales. L'histoire de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones (DNUDPA) commence en 1923 et 1925 lorsque plusieurs leaders et représentants de communautés autochtones se redirent chacun à leur tour à Genève afin de faire entendre leurs situations auprès de la Ligue des Nations. Malgré tous leurs efforts, la Ligue des Nations leur refusa l'opportunité de plaider leur cause en assemblée. Finalement, ce n'est qu'en 1971, que la Sous-Commission onusienne pour les droits de l'homme entreprend une étude du problème de la discrimination à l'encontre des populations autochtones connues sous le nom du rapport Cobo Martinez. Cette étude créa une situation favorable pour les communautés autochtones au plan international et dans les années qui suivront, plusieurs conférences en lien avec les « problématiques » de ces communautés seront présentées au sein de l'Organisation des Nations Unies. De plus, un groupe de travail formé de leaders autochtones sera rajouté à la Sous-commission et la convention 107 de l'OIT sera révisée afin de donner naissance à la convention 169 adoptée en 1989, laquelle sera ratifiée par 21 pays. Parmi les propositions faites dans le rapport Martinez Cobo, se trouvait l'idée de créer une déclaration des droits et liberté des populations autochtones. Ce fut donc le mandat de la Sous-commission de travail à l'élaboration de cette déclaration qui fut finalement adopté en 2007 sous le nom de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones :

« La Déclaration aborde les droits tant individuels que collectifs, les droits culturels et l'identité, les droits à l'éducation, la santé, l'emploi, la langue, etc. Le texte affirme que les peuples autochtones peuvent jouir pleinement, collectivement ou individuellement, de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales reconnus par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et la législation internationale relative aux droits de l'homme. Les autochtones, peuples ou individus, sont libres et égaux à tous les autres et ne doivent faire l'objet d'aucune forme de discrimination dans l'exercice de leurs droits, en particulier si celle-ci est fondée sur leur origine ou leur identité. Les peuples autochtones ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement

leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel. Ils ont le droit de maintenir et de renforcer leurs spécificités d'ordre politique, économique, social et culturel, ainsi que leurs systèmes juridiques, tout en conservant le droit, si tel est leur choix, de participer pleinement à la vie politique, économique, sociale et culturelle de l'État. » (DNUDPA, p.1)

En ce qui concerne la convention 169 de l'OIT, elle stipule que les pays nations se doivent de respecter la culture et les façons de vivre des peuples autochtones ainsi que de reconnaître leurs droits sur les terres et ressources naturelles et leur droit d'en disposer comme ils le désirent (Organisation Internationale du Travail, 1989, articles 7 et 14). Cette convention aspire donc à l'élimination des pratiques discriminatoires à l'égard des peuples autochtones et à favoriser leur participation aux processus de décision qui affectent leurs vies. Ainsi, l'objectif principal de cette convention est de définir et déterminer les caractéristiques des processus de consultation et de participation. Selon la convention, « la consultation et la participation sont les principes fondamentaux d'une gouvernance démocratique et d'un développement inclusif » et peuvent « être un instrument de dialogue authentique de cohésion sociale et un outil de prévention et de gestion de conflit » (Organisation Internationale du Travail, 2013, p.13,14). À travers les recommandations faites dans la Déclaration des Droits des Peuples autochtones sur le consentement libre, informé et préalable (CLIP), la convention 169 établit donc les standards afin que les États puissent réaliser des consultations menant à un consentement libre, préalable et informé. Selon ces standards, l'État qui mène une consultation se doit d'agir avec de bonnes intentions, fournir les informations techniques nécessaires, les études préalables, informer sur les impacts qu'un projet pourrait causer, promouvoir une participation effective des peuples indigènes à travers un processus de dialogue et de discussion culturellement adéquat selon leurs coutumes et traditions, et ainsi s'entendre sur les bénéfices partagés et les compensations accordées pour l'usage des territoires et ressources naturelles et cela, afin d'atteindre le consentement libre, préalable et informé de ces peuples et communautés autochtones (Acosta, 2016). En somme, le consentement libre, préalable et éclairé vise à redonner du pouvoir aux communautés autochtones et tribales dans les processus de prise de décision et de prendre position quant aux différents projets suggérés concernant leurs terres ancestrales ou affectant leur mode de vie (Papillon et Rodon, 2017). Anaya (2005) ajoute que c'est un consentement qui

doit être exprimé librement et en possession de toute l'information pertinente et nécessaires à l'égard d'un projet en question et des impacts potentiels sur leur communauté.

Dans le *Rapport International sur les Méthodologies de la consultation libre, préalable et éclairée* (United Nations Economic and Social Council, 2005), ont été établies les grandes lignes en ce qui concerne l'usage du CLIP. D'après ce rapport, le CLIP est considéré comme une méthode qui devrait guider le co-management vers un développement et des solutions équitables (United Nations Economic and Social Council, 2005). Selon le rapport, le consentement libre, préalable et éclairé devrait s'appliquer dans des situations telles que lorsqu'il est question de territoires ancestraux et sacrés, de traités entre États et communautés autochtones, d'industries minières, d'accès aux ressources naturelles, lors de projets de développements ou de déplacement/délocalisation (United Nations Economic and Social Council, 2005).

Ce rapport fournit également la définition des termes libre, préalable et informé. « Libre » signifie qu'il ne devrait pas y avoir de coercition, intimidation ou manipulation (United Nations Economic and Social Council, 2005). Par le terme « préalable » on suppose que l'on cherche à obtenir le consentement suffisamment avant d'initier un projet et que les délais nécessaires afin de compléter le processus de consultation soient respectés (United Nations Economic and Social Council, 2005). Enfin, « informé » réfère à l'accessibilité à l'information concernant la nature du projet, ses objectifs, sa durée, les zones concernées ainsi que les rapports préliminaires, et ce, selon des critères spécifiques de clarté, constance et transparence, alors que ces informations doivent être culturellement et linguistiquement appropriées (United Nations Economic and Social Council, 2005). Le rapport conclut donc que le consentement libre, préalable et informé est une méthode qui favorise l'autodétermination des communautés autochtones et qui est une composante importante pour l'exercice de leurs droits sur les territoires ancestraux et ressources naturelles (United Nations Economic and Social Council, 2005).

Aujourd'hui ces deux instruments, soit la *convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail relative aux populations autochtones et tribales* ainsi que la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, soutiennent la lutte des peuples autochtones face au projet du canal au Nicaragua (Acosta, 2016). Ce sont également deux outils importants que la diaspora autochtone possède au niveau international puisque, comme l'indique Organisation Internationale du Travail (2013), ceux-ci se complètent.

« [La] DNUDPA (Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones) est l'expression des aspirations des peuples autochtones la plus récente et exhaustive [et que les] dispositions de la DNUDPA et celles de la convention n° 169 se complètent.[...] la DNUDPA aborde des questions qui ne le sont pas dans la convention n° 169, notamment la militarisation des terres autochtones et la préservation des savoirs traditionnels. La DNUDPA affirme expressément le droit des peuples autochtones à l'autodétermination, alors que la convention n° 169 ne comporte pas de telle disposition. La convention n° 169 énonce expressément les droits des peuples autochtones et tribaux à la participation, à la consultation et à l'autogestion. » (Organisation Internationale du Travail, 2013, p.11)

L'enjeu de tels outils pour un pays comme le Nicaragua permet d'appuyer la démarche des communautés autochtones et afrodescendantes dans la quête vers l'autodétermination. Les dispositions de la consultation libre, informée et préalable sont considérées des mécanismes importants afin d'éviter des conflits potentiels et d'instaurer une participation significative qui bénéficierait non seulement aux communautés mêmes, mais également, sur un plan national, à la santé économique du pays (Organisation Internationale du Travail, 2013, p.11).

Chapitre 2

Concepts et Approches Théoriques

2.1. Postcolonialisme

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le passé du Nicaragua est fortement lié à l'histoire coloniale. En prenant en compte cette évolution historique, empreinte de dynamique de pouvoir entre l'État, les colons et les citoyens, nous considérons qu'il devient intéressant de s'attarder à la façon dont se reflètent ces dynamiques dans le processus de consultation en question. Ainsi, la théorie du postcolonialisme permet une lecture du processus de consultation qui porte une attention particulière sur ces relations de pouvoir.

Le postcolonialisme comme champs d'études s'intéresse à l'analyse historique du colonialisme en référence à la modernité (Bhambra, 2007). Bien que le colonialisme corresponde à un moment historique précis, dans le courant de pensée postcoloniale il est considéré que ses effets et ses idéologies restent prégnants dans notre monde moderne :

«To begin with, its history was extraordinary in its global dimension, not only in relation to the comprehensiveness of colonization by the time of the high imperial period in the late nineteenth century, but also because the effect of the globalization of western imperial power was to fuse many societies with different historical traditions into a history which, apart from the period of centrally controlled command economies, obliged them to follow the same general economic path. The entire world now operates within the economic system primarily developed and controlled by the west, and it is the continued dominance of the west, in terms of political, economic, military and cultural power, that gives this history a continuing significance.» (Young, 2016, p.5).

Ainsi, à travers les études postcoloniales, les chercheurs tentent de comprendre notre société à travers les mécanismes du colonialisme dans une vision linéaire qui permet de voir cet événement historique non pas comme achevé, mais comme un système, qui encore aujourd'hui

influence nos sociétés. Notre passé étant indéniablement relié à notre présent, le postcolonialisme se penche donc sur l'étude de notre héritage du colonialisme :

« Far from celebrating the definitive conclusion to colonialism, then, postcolonialism analyzes its effects both in its heyday and during the period that followed the end of the literal, concrete colonial presence. The movement is associated with the examination and critique of colonial power both before and after decolonization.» (Hiddleston, 2014, p.4).

Ainsi, le « *post* » dans postcolonialisme doit être entendu comme un marqueur conceptuel qui nous permet de repositionner notre compréhension théorique sur le monde afin de remettre en question notre lecture des phénomènes sociaux et de mettre sous la loupe le thème particulier du colonialisme comme ayant une influence résiduelle sur les différentes sphères sociales incluant le monde académique, politique, économique, etc. (Bhambra, 2007). Selon Collignon (2007) le marqueur « *post* » correspond donc à un au-delà plutôt qu'à un après. Selon cette même auteure, le postcolonialisme est une approche qui permet de créer une rupture dans la compréhension historique et temporelle de notre passé, notre présent et notre future et qui irait au-delà des récits européocentrés.

2.1.1. *Inégalités sociales et homogénéisation de la culture*

L'une des grandes influences du courant postcolonial est le Marxisme. Tout comme dans la théorie Marxiste, le courant postcolonial considère que ce serait les idéologies du système capitaliste introduit par le colonialisme, qui seraient entre autres à la base des inégalités sociales:

« The assumption of postcolonial studies is that many of the wrongs, if not crimes, against humanity are a product of the economic dominance of the north over the south. In this way, the historical role of Marxism in the history of anti-colonial resistance remains paramount as the fundamental framework of postcolonial thinking.» (Young, 2016, p.8).

À travers le projet de conquérir et de « civiliser », les Européens ont peu à peu exploité les ressources des pays du tiers-monde s'enrichissant toujours davantage au détriment de ces derniers et modelant ces colonies à leurs images dans le but d'homogénéiser la culture, la religion, les savoirs, les systèmes politiques et économiques, idolâtrant l'idée de la suprématie

d'une race (Hiddleston, 2014). À travers cette idéologie ont été construits et adoptés « **un** système économique », « **un** système académique » et « **une** culture » qui ont été propagés par l'Occident et que nous retrouvons aujourd'hui dans les quatre coins du monde. Malgré la fin de l'occupation dans les pays colonisés, les effets de cette période d'occupation ont eu des répercussions importantes sur notre société moderne causant des écarts sociaux et économiques toujours plus grands entre les populations du premier monde et celles du tiers-monde, perpétuant le pouvoir des premiers sur les seconds non seulement au niveau économique, mais également intellectuel et culturel. Ainsi, la théorie du postcolonialisme est historiquement liée et grandement influencée par les travaux de Marx, qui fut une figure importante dans l'étude des effets du système économique et des structures de pouvoir issu de l'impérialisme (Young, 2016). Le postcolonialisme s'inspire donc des travaux de Marx afin d'étudier plus en profondeur les effets subjectifs du capitalisme sur nos sociétés depuis l'époque coloniale : « Postcolonial theory is distinguished from orthodox European Marxism by combining its critique of objective material conditions with detailed analysis of their subjective effects. » (Young, 2016, p.9). Donc, ce que l'on propose à travers le postcolonialisme c'est entre autres que les inégalités qui existaient à l'époque du colonialisme se perpétuent aujourd'hui non pas directement par l'occupation du nord sur le sud, mais plutôt à travers les idéologies sous lesquelles existait le colonialisme et sur lesquelles s'est construite notre modernité.

Ainsi, pour ce qui est des communautés autochtones, qui sont particulièrement touchées par notre passé colonial, le postcolonialisme offre une nouvelle lecture de l'histoire qui permet une vision inclusive du phénomène du colonialisme et des systèmes de pensées qui y sont rattachés comme constituant et tributaire de notre société actuelle. Malgré la « décolonisation », la dominance occidentale sur les pays du tiers-monde se perpétue et notre héritage du colonialisme ne fait qu'offrir davantage de façon de justifier l'état des relations inégalitaires actuelles.

2.1.2. « Subaltern Studies »

L'une des préoccupations du postcolonialisme se caractérise par le « Subaltern Studies ». Émergée en Inde, cette discipline porte son attention sur l'influence du colonialisme dans la littérature et le monde académique (Chaturvedi, 2012).

« This collective memory of imperialism has been perpetuated through the ways in which knowledge about indigenous peoples was collected, classified and then represented in various ways back to the West, and then, through the eyes of the West, back to those who have been colonized. Edward Said refers to this process as a Western discourse about the Other which is supported by 'institutions, vocabulary, scholarship, imagery, doctrines, even colonial bureaucracies and colonial styles'. » (Smith, 1999, p.1).

Les subalternes sont caractérisés par les minorités qui ne font pas partie de la classe élite. On considère les élites comme ceux issus de la bourgeoisie intellectuelle et qui sont ceux-là même qui dépeignent l'altérité, l'autre. C'est à travers les idéologies propagées lors de la conquête que les subalternes furent d'abord expulsés du monde universel européen-centré et qui fait qu'encore aujourd'hui, ils n'ont pas d'espace pour raconter leurs histoires (Spivak, 2009). Les auteurs du courant des « Subaltern Studies » considèrent que l'Histoire est une fabrique Occidentale non-inclusive de l'expérience des minorités, ou subalternes. Ainsi, le courant des « Subaltern Studies » cherche à redonner une voix aux subalternes en mettant en évidence l'oppression dont ils sont toujours victimes et en tentant de présenter la position de ce groupe (Loomba, 2007). Tel que le formule Smith (1999), l'objet de recherche n'a pas de voix et ne peut contribuer à la science . « Our present challenge lies precisely in understanding how the underclasses we wish to study are at once constructed in conflictual ways as subjects yet also find the means through struggle to realize themselves in coherent and subjectively centred ways as agents.» (O'Hanlon et Washbrook, 1992, p.153).

Bien que le « Subalternes Studies » soit une approche intéressante qui se focalise sur la remise en contexte des écrits historique et scientifique, Pouchepadass (2004) nous met en garde de sa possible tendance dogmatique où les adeptes de ce courant seraient à risque de « s'enfermer dans un schéma stérile de pensée binaire qui essentialise l'Europe comme l'antithèse radicale de toutes les sociétés colonisées de l'âge moderne. » (Pouchepadass, 2004, p.75).

2.1.3. Les savoirs traditionnels

Les savoirs traditionnels comme méthode de connaissance sont basés comme la science sur la collecte de données par l'observation (Berkes, Colding *et al.*, 2000). Toutefois, à la

différence de la science moderne, les savoirs traditionnels sont concrets plutôt qu'abstraits (Lévi-Strauss, 1962). Les savoirs traditionnels représentent donc une connaissance du milieu basée sur des milliers d'années d'expériences humaines avec l'environnement transmis de génération en génération et encodé à travers la culture et la religion (Berkes, Folke *et al.*, 2000).

« Traditional knowledge may be holistic in outlook and adaptive by nature, gathered over generations by observers whose lives depended on this information and its use. It often accumulates incrementally, tested by trial-and-error and transmitted to future generations orally or by shared practical experiences. » (Berkes, Colding *et al.*, 2000, p.1252).

La dimension des savoirs et expertises des communautés autochtones est un sujet qui a également été abordé par la théorie postcoloniale. Les auteurs décrivent un rapport de force inégal entre l'approche scientifique et les savoirs des subalternes malgré la contribution potentiellement importante de ces derniers. Basés, en partie, sur l'expérience vécue et la connaissance particulière du milieu, ces savoirs ont longtemps été tenus à l'écart des systèmes de gestion. Décrites aussi par le concept de «place-based-knowledge»⁴, ces connaissances peuvent difficilement se traduire par la science puisque ses fondements sont du domaine de l'expérientiel qui se rapporte à la quotidienneté, soit la relation entre une personne et son environnement (Posey, 2000). Ce type de connaissances a gagné en importance dans le domaine du développement durable au cours des dernières années et un effort de mise en commun de ces connaissances, l'une scientifique et l'autre expérientielle, dans les processus de prises de décisions se veut maintenant un enjeu politique important lorsqu'il est question des peuples autochtones. Ainsi, malgré l'intention de la communauté scientifique d'intégrer ce type de connaissances dans le processus d'analyse et de prises de décisions en ce qui a trait aux projets qui touchent les territoires habités par des communautés autochtones, la littérature sur ce sujet propose que les résultats de cette dite intégration restent peu satisfaisants.

«While interest in TEK (traditional environmental knowledge) as part of the solution to environmental crises is growing, using TEK to achieve the goals of Western society may not be what many Indigenous people have in mind. In fact, TEK research and implementation in

⁴ Emelianoff, Cyria, « Connaître ou reconnaître les inégalités environnementales? », *ESO, travaux et documents*, vol. 25, 2006, p. 35-43.

support of sustainable development is arguably another form of colonialism. 'Development', in its various forms, has seldom benefited Indigenous people. Throughout the history of colonialism, Indigenous people have been dispossessed of their lands and subjected to policies aimed at 'developing' them, often with devastating effects. Sustaining this kind of development may indeed be counterproductive so far as Indigenous people are concerned. The way sustainable development is currently conceptualized, Indigenous knowledge is required to fit into the existing framework designed to fulfil the needs of Western ideals.» (McGregor, 2004, p.74).

En effet, selon Nadasdy (1999) une grande partie du discours qui entoure l'intégration des savoirs expérientiels ou TEK (Traditional Ecological Knowledge) tel qu'il est nommé dans la communauté académique internationale, est encore très superficielle et souvent effectué afin de satisfaire aux exigences politiques sans intentions réelles d'intégrer l'information recueillie auprès de ces populations. Selon la théorie postcoloniale, Briggs et Sharp (2004) nous expliquent que les fondements de cette incapacité à intégrer les connaissances expérientielles résident dans la non-compatibilité des savoirs traditionnels avec le monde scientifique profondément occidental. Bien que légitime, cette tentative d'intégration s'inscrit dans le cadre du paradigme dominant de la méthode scientifique dont le langage ne permet pas une compréhension transversale des savoirs expérientiels. « In order to be taken seriously—to be seen as offering knowledge and not opinion or folklore—the lifeworld of the subaltern has to be translated into the language of science, development or philosophy, dominated by Western concepts and Western languages.» (Briggs et Sharp, 2004, p.664).

Par contre, nous assistons également à l'exploration d'un nouveau modèle qui cherche à réconcilier ces deux approches. Basé sur une philosophie autochtone, le concept de coexistence basé sur la vision autochtone du « Two-Row Wampum », veut que 2 entités distinctes et à première vue incompatibles puissent tout de même partager des connaissances tout en respectant la position de chacun :

« [...] founded on the belief that having separate world-views is not necessarily an undesirable thing, and that developing a framework that would respect different world-views would be an appropriate approach to take. [...] The Two-Row Wampum serves as a model for

renewing and reconciling a damaged relationship between two peoples. It is a model that can apply to any interaction between two nations.» (McGregor, 2004, p.86).

L'approche basée sur la coexistence donne donc une valeur égale aux différents types de connaissances sans dominance de l'un sur l'autre. Enfin, plusieurs s'entendent pour dire que c'est à travers un dialogue horizontal où les savoirs seraient décentralisés, c'est-à-dire compris à travers leur propre paradigme et non interprétés par celui de la science, que l'intégration des connaissances et la lutte contre les inégalités prennent tout leur sens (Schlosberg, 2004, Briggs et Sharp, 2004).

2.2. Démocratie et participation des communautés locales dans les processus de décisions

L'un des principes qui sous-tend l'autodétermination des communautés autochtones est sans contredit la faculté de ces peuples à prendre part aux décisions qui concernent le futur de leurs communautés. Dans ce sens, il est primordial d'approfondir la connaissance concernant les différentes modalités d'intégration de ces peuples dans les processus de gouvernance. Pour ce faire, nous étudierons ici la littérature sur la participation et la démocratie délibérative.

Depuis les années 1970, les méthodes de participation ont pris en popularité dans le champ des sciences sociales plus particulièrement dans le domaine du développement durable et de la gestion des ressources naturelles (Bell, Morse *et al.*, 2012). « Public consultation has become a key to best practice in local government (DETR 1998; VLGA 2001) particularly in the creation of local sustainability plan [...] » (Catt et Murphy, 2003, p.407). Cet intérêt pour la participation citoyenne, émergé de la mobilisation citoyenne, fut entre autres dû au scepticisme grandissant pour les sciences, à un plus grand accès à l'information et à un intérêt pour le développement durable (Reed, 2008). Les citoyens cherchaient donc de plus en plus à être écoutés et impliqués dans les processus décisionnels des projets de développement. La participation est définie comme le processus par lequel un citoyen ordinaire est appelé à prendre part aux décisions affectant sa communauté (André, 2012). Pour être plus spécifique, « la

participation publique est l'action de prendre part aux décisions collectives au sein d'un gouvernement, d'une institution publique ou d'un organisme de la société civile (groupes communautaires, associations de citoyens, organismes de développement, etc.) » (Thibault, 2011, p.120). Aussi identifié comme démocratie participative, ce mouvement est né du mécontentement citoyen face à la démocratie représentative (où les décisions politiques sont prises exclusivement par des élus qui représentent les citoyens au sein de l'État) (Neveu, 2011). D'abord contestataire du système politique et social, le modèle de participation citoyenne apporte aujourd'hui un nouveau regard au débat entourant la démocratie.

Ainsi, depuis les années '70, plusieurs chercheurs se sont investis dans l'élaboration d'outils et de modèles de participation, mais également à poser un regard critique sur les fondements du concept de participation. L'échelle de participation d'Arnstein (1969) fut l'un des premiers modèles de classification de la participation. Cette échelle compare les différents types de participation selon le niveau de contrôle ou d'influence des participants sur les prises de décisions dans un projet particulier. Les niveaux de participation vont d'un processus considéré comme vide de consultation et de participation tel qu'est la manipulation jusqu'à un contrôle total des citoyens sur les décisions ou droit de veto. L'échelle d'Arnstein (1969) est constitué de façon à démontrer que plus l'on monte dans l'échelle de participation, plus les citoyens ont de pouvoir sur les décisions qui les concernent.

8	Contrôle des citoyens	Degré de pouvoir des citoyens
7	Pouvoir <u>délégué</u>	
6	Association	
5	Conciliation	Déférence
4	Consultation	
3	Information	
2	Thérapie communautaire	Non participation
1	Manipulation	

Tableau 1 : Échelle de participation d'Arnstein (1969)

En plus de la recherche sur l'élaboration de modèle de classification de la participation, la littérature offre des explications sur les objectifs de ce concept. Culver et Howe (2004) énumèrent entre autres que la consultation peut être utilisée afin de faciliter la participation citoyenne dans les affaires publiques, pour augmenter le sens de l'efficacité politique auprès du public, afin d'apporter aux dirigeants plus d'informations concernant l'opinion publique et pour aider à créer des politiques publiques plus adaptées. Le rôle que joue la consultation dans le processus décisionnel est aussi important pour le public que pour le gouvernement et les instances politiques (Culver et Howe, 2004). Selon un idéal, le principe de la participation permet de prendre en considération la parole du public dans le cadre de l'élaboration d'une politique particulière et fait en sorte de légitimer la parole des groupes consultés et de renforcer la réussite de l'application de cette politique. L'inclusion des voix des communautés marginalisées ou minoritaires peut leur conférer également une reconnaissance de leur identité unique, ainsi que de la valeur dans leurs visions et perspectives et un droit démocratique à participer au processus de construction d'une politique gouvernementale (Taylor 1994; Murphy 2001 dans Catt et Murphy, 2003).

Certaines recherches font également allusion aux retombées en termes de l'apprentissage social pour ceux qui participent à ces processus. Par exemple, une étude empirique de Laforest (2000) conclue que, « la consultation publique est vue plutôt comme une expérience d'apprentissage exceptionnelle, qui permet aux groupes d'entreprendre une réflexion collective, de développer leur argumentaire et d'éduquer leurs membres » (Laforest, 2000, p.30). De plus, elle ajoute que leur « présence à la consultation accorde une reconnaissance symbolique à leur rôle de représentation » (Laforest, 2000, p.30).

Dans ce sens, nous trouvons intéressant de partager les découvertes de Irvin et Stansbury (2004) qui identifie les avantages et les désavantages de la participation autant au niveau des participants que du gouvernement.

Table 1 Advantages of Citizen Participation in Government Decision Making		
	Advantages to citizen participants	Advantages to government
Decision process	Education (learn from and inform government representatives) Persuade and enlighten government Gain skills for activist citizenship	Education (learn from and inform citizens) Persuade citizens; build trust and allay anxiety or hostility Build strategic alliances Gain legitimacy of decisions
Outcomes	Break gridlock; achieve outcomes Gain some control over policy process Better policy and implementation decisions	Break gridlock; achieve outcomes Avoid litigation costs Better policy and implementation decisions

Tableau 2: Avantages de la participation citoyenne dans les prises de décisions gouvernementales (Irvin et Stansbury, 2004, p.56)

En se basant sur la littérature, Irvin et Stansbury (2004) ont pu faire ressortir que l'un des plus grands avantages et qui est largement discuté dans le domaine serait l'enrichissement personnel des participants. L'expérience que procure la participation au processus décisionnel offre aux citoyens une fenêtre sur le monde politique qui ne leur serait pas accessible autrement.

Il est suggéré qu'ainsi ces citoyens deviennent peu à peu experts du langage politique et parviennent à mieux comprendre les motivations et/ou obligations poussant un gouvernement à opter pour certains scénarios. L'inverse est aussi vrai, ce rapprochement entre citoyen et dirigeant permet également à ces derniers de comprendre un peu mieux le point de vue du public et les raisons pour lesquelles certaines politiques sont plus acceptables que d'autres. Il est aussi argumenté que le fait d'inclure les citoyens au processus de décision assure une meilleure implantation d'un programme ou d'une politique, ce qui bénéficierait autant au gouvernement qu'au citoyen et réduit du même fait les possibilités de conflits. De plus, les processus de participation donnent du pouvoir aux citoyens qui peuvent profiter de cette ouverture afin d'influencer le jeu politique en cours (Irvin et Stansbury, 2004).

Table 2 Disadvantages of Citizen Participation in Government Decision Making		
	Disdvantages to citizen participants	Disdvantages to government
Decision process	Time consuming (even dull) Pointless if decision is ignored	Time consuming Costly May backfire, creating more hostility toward government
Outcomes	Worse policy decision if heavily influenced by opposing interest groups	Loss of decision-making control Possibility of bad decision that is politically impossible to ignore Less budget for implementation of actual projects

Tableau 3 : Désavantages de la participation citoyenne dans les prises de décisions gouvernementales (Irvin et Stansbury, 2004, p.58)

D'un autre côté, Irvin et Stansbury (2004) constatent également que le processus de participation peut entraîner des désavantages. L'un des aspects concernant la participation qui est souvent discutée est le découragement des populations face à ce processus. Selon les auteurs, la participation est souvent utilisée plutôt pour la forme que pour le réel but d'offrir une place à l'opinion du public dans le processus de décision, ce qui peut entraîner la désillusion des

citoyens et les démotiver face à la participation. De plus, ils soulignent qu'il puisse exister des barrières socio-économiques en termes de temps, ressources, d'éducation, etc. qui puissent limiter la participation des citoyens. En lien avec ces deux dernières problématiques existe également la possibilité d'être mal représenté par un groupe de la communauté. En effet, ces plateformes de participation sont parfois utilisées par des compagnies ayant un intérêt particulier face à un projet ou une politique et qui en profitent pour faire participer des gens qui soit travaillent pour eux ou appui leur position en échange d'un salaire. Ceci vient donc biaiser les résultats du processus en question et donne lieu, possiblement, à davantage de tension et d'animosité entre les citoyens et le gouvernement. L'aboutissement des contraintes que pose le processus de participation est donc évidemment un obstacle dans la réalisation d'un projet ou l'implantation d'une nouvelle politique.

En plus des contraintes de mise en œuvre du processus de participation, ce concept a subi des critiques, entre autres par des chercheurs du courant postcolonial. Nadasdy (2005) argumente que le paradigme du concept de la participation souffre de par son ancrage occidental. En effet, la prise en charge du processus de consultation est souvent manœuvrée par des institutions et non par les citoyens qui à la base sont ceux qui cherchent à prendre part aux décisions et à influencer un projet. Ces experts sont souvent de prime à bord loin des réalités de ces communautés et guidées par des outils de recherches non-inclusifs et qui ne prennent pas en considération cette différence quant à l'endroit d'où chacun prend position, c'est-à-dire les différences en terme de pouvoir, de genres, de capacité économique, etc., et perpétuant ainsi le modèle institutionnel de prise en charge de l'autre. Avec un regard postcolonial sur la question, Nadasdy (2005) nous fait réfléchir sur les racines du concept de la participation.

« These scholars have argued that the rhetoric of "participation" is itself a particularly European construct whose use is implicated in relations of power. These critics of participation point out that participatory development has not brought about a change in existing institutional practices of development; indeed, they argue, participatory processes are quite compatible with top-down planning systems (Mosse 2001:17). [...] Because outside facilitators "own the research tools, choose the topics, record the information, and abstract and summarize according to the project criteria of relevance," participatory processes end up producing knowledge that reflects donor agendas more than local realities (Mosse 2001:19)» (Nadasdy, 2005, p.219).

Les principes scientifiques qui guident la recherche, et donc les concepts théoriques tels que la participation, proviennent de l'épistémologie occidentale influencée par le colonialisme et où les savoirs ont longtemps été valorisés en se basant sur la race, la classe et le sexe (Rigney, 2001). L'ancrage du concept de la participation dans le monde occidental influence donc grandement les résultats de ce processus qui emprunte souvent un angle d'analyse différent de celui des communautés. Afin de prévenir cette situation, Nicholls (2009) suggère donc l'inclusion des communautés dans l'élaboration des outils de consultation afin qu'il soit plus représentatif des communautés. « The approach articulates a self-determined epistemology, rather than one which is controlled by a cultural outsider with the mission to 'empower' research participants » (Nicholls, 2009, p.120). Nicholls (2009) considère qu'une approche où les communautés sont appelées à collaborer dans l'élaboration des principes qui guident un processus de participation renforce le sentiment de confiance de ces communautés envers le processus en général et les experts en charge de ce processus.

De plus, la démocratie délibérative, un courant qui s'inspire de sociologues tels que Habermas, vient apporter un regard nouveau sur les débats concernant la participation publique (Chambers, 2011). En plus des principes de transparence et d'inclusion promue à travers le concept de participation, la démocratie délibérative introduit l'idée de la délibération qui encourage un échange entre les citoyens afin de débattre et d'élaborer un argumentaire qui permette de supporter leurs idées concernant les politiques publiques (Goodin et Niemeyer, 2003). On peut donc considérer que la démocratie délibérative en plus d'être inclusive des opinions du public permettrait, dans l'absolue, d'atteindre une décision commune impartiale détachée des intérêts individuels puisque les décisions qui en relèveraient seraient le résultat d'une réflexion publique argumentée qui amènerait les citoyens à reconsidérer leurs positions (Elster, 1998, Steiner, 2012). La démocratie délibérative représente en fait un système basé sur le raisonnement citoyen (Cohen, Bohman *et al.*, 1997). Malgré que l'on puisse considérer que cette approche offre une nouvelle avenue à la participation citoyenne, Cohen, Bohman *et al.* (1997) considère que l'élaboration des paramètres de la démocratie délibérative constitue un défi en elle-même en ce qui concerne des questions spécifiques telles que : Quelle devrait être

le but de la délibération? Le consensus, le compromis ou alors la coopération? Comment se déroule une telle délibération et sous quelles formes les différents acteurs sont-ils invités à y participer? Cohen, Bohman *et al.* (1997) considère donc qu'il existe plusieurs façons de spécifier le but, le processus et les conditions de la délibération et que ces modalités influencent nécessairement le concept de la démocratie délibérative en soi. Enfin, malgré les débats qui existent toujours entourant les spécificités de la participation des citoyens ordinaires dans les domaines politiques, l'inclusion de l'opinion du public est sans contredit d'une importance primordiale dans l'atteinte de décisions équitables et démocratiques.

La présentation ci-haut des notions de consultation, de participation et de démocratie délibérative nous permet donc de mieux comprendre dans quel contexte de tel processus sont mis en place et que les résultats potentiels de ces différents mécanismes. Dans le cas particulier de la consultation des communautés autochtones et afrodescendantes du Nicaragua, la mise en perspective de ces différentes formes de participation et d'inclusion de l'opinion publique nous permettra de mieux comprendre les dynamiques en jeu et les résultats obtenues lors du processus en question.

2.3. Autodétermination

Le concept de l'autodétermination fait partie, depuis plusieurs décennies, des revendications des communautés autochtones dans leur quête vers une autonomie territoriale au niveau mondial. Devenu un pilier du droit international relatif aux nations autochtones, le concept fait référence aux droits collectifs des peuples autochtones à définir et gérer plusieurs sphères de leurs développements, y compris la sphère économique, sociale et culturelle ainsi que les ressources naturelles sur les territoires qu'ils occupent :

« Au plan normatif, l'activisme autochtone se focalise sur l'autodétermination – comme moyen de garantir la diversité des modes d'organisation sociale, économique et politique et, par voie de conséquence, de protéger les droits culturels, éducatifs, linguistiques - et sur le droit au consentement libre, préalable et informé par lequel les membres des communautés donnent ou non leur accord aux projets de développement les concernant. » (Bellier, 2008, p.130)

L'autodétermination est un concept utilisé en droit international et reconnu par l'ONU depuis 2007 dans la Déclaration des droits des peuples autochtones. Ce concept est décrit par l'article 3 de la Déclaration des droits des peuples autochtones tel que : « Les peuples autochtones ont le droit à l'autodétermination. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel » (Nations Unies, 2007, p.5). Cet article est l'aboutissement d'une vingtaine d'années de travail au sein de l'ONU afin d'établir de façon universelle un règlement pouvant soutenir les revendications des communautés autochtones au niveau international. Cette déclaration fut ratifiée par la grande majorité des états faisant partie de l'ONU. De plus, dans la pratique, chaque communauté et chaque situation étant différentes, la mise en œuvre de cette déclaration se fait de façon différente suivant les besoins de chacune de communautés autochtones qui revendique ce droit. Néanmoins, il reste que l'application de ces principes dans le monde quotidien pose quelques défis dont nous discuterons au cours de cette section.

Le droit à l'autodétermination a été créé afin d'offrir aux peuples du monde entier, qu'il soit une minorités ou autres, un outil afin de lutter contre le colonialisme et l'oppression :

Il faut comprendre « l'autodétermination comme un univers de droits humains qui s'appliquent généralement aux peuples, donc aux peuples autochtones aussi, et qui reposent sur l'idée que tous doivent également jouir du droit de contrôler leur propre destinée. Il s'agit d'un droit collectif dont le contenu et l'application participent du consensus autour de l'illégitimité du colonialisme et du caractère universel de droits internationalement reconnus. » (Green, 2004, p.20).

Selon Bhandari (2014), les revendications concernant le droit à l'autodétermination pourraient être catégorisées par les formes qu'il nomme interne et externe. La forme interne de l'autodétermination, telle qu'elle est sous-entendue dans la Déclaration des droits des peuples autochtones, serait le droit d'un peuple de se régir lui-même selon ses coutumes et traditions à l'intérieur d'un État. On parle donc ici d'une redistribution du pouvoir afin de permettre une plus grande participation aux prises de décisions par les communautés autochtones en ce qui a trait aux projets qui se déroulent sur le territoire qu'ils habitent. La forme externe de l'autodétermination s'approche davantage de la souveraineté, ce qui implique une séparation avec l'État vers la création d'un État indépendant. Pour Bhandari (2014), cette distinction est

primordiale, puisqu'elle influence la nature des débats entourant ce concept. En effet, de façon générale plusieurs pays sont réticents à s'engager dans une structure politique qui accorderait plus de pouvoir aux peuples autochtones, de crainte que ceux-ci ne cherchent une souveraineté complète (Bhandari, 2014).

Cela étant dit, l'intention des peuples autochtones en ce qui concerne le droit à l'autodétermination se réfère plutôt à ce que Bhandari (2014) décrit comme la forme interne de souveraineté, soit l'autogestion d'un peuple au sein d'une nation. Dans cette perspective, le droit des peuples autochtones à l'autodétermination devrait impliquer la reconnaissance que ceux-ci aient un pouvoir décisionnel équivalent à celui de l'État-nation, leur conférant, de ce fait, un statut se rapprochant de la souveraineté (Mörkenstam, 2015). Comme le dit Bellier (2008) :

« Entendant être considérés comme « égaux en droit et dignité » à tout autre « peuple », ils [les peuples autochtones] réclament la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en se réservant la possibilité de gagner une autonomie dans les États qui les englobent. [Ils] plaident la reconnaissance de leurs capacités, la protection de leurs connaissances et savoirs traditionnels et l'élargissement de leurs droits, à travers l'adoption d'un instrument juridique protégeant les droits collectifs.» (Bellier, 2008, p.126).

Ainsi, le droit à l'autodétermination est vu plutôt, par une grande partie des communautés autochtones, comme l'autonomie et l'auto-administration de ces communautés à l'intérieur même d'un État-nation plutôt que la constitution d'un État indépendant (Mörkenstam, 2015).

Dans le concept d'autodétermination réside aussi la notion de protéger ou préserver une culture distincte (Mörkenstam, 2015). Neveu (2008, p.8) soutient que « l'enjeu n'est pas de préserver une culture en déclin, mais plutôt de s'assurer qu'un groupe national revendiquant une appartenance à une certaine culture puisse continuer de le faire ». Cela revient au droit universel décrit par Green (2004) un peu plus haut, où chacun, qu'il soit autochtone, afrodescendant ou autres, a le droit de vivre selon ses propres traditions et coutumes. « Si la reconnaissance a pour but de protéger quelque chose, c'est avant tout la capacité d'un groupe se réclamant d'une culture commune à conserver une certaine emprise démocratique sur le devenir de son

identité. » (Maclure, 2007, p.90). Ainsi, plus qu'une tentative de réparer le passé, le droit à l'autodétermination serait un outil permettant d'éviter la perpétuation des effets du colonialisme et de la domination sur les peuples autochtones afin de permettre l'émancipation de ces communautés et renforcer leur capacité à influencer sur leur destiné.

À ce sujet, Alfred et Corntassel (2005) constatent que l'une des limites du concept d'autodétermination serait son inscription dans une structure politique et légale dont les assises restent fondamentalement empreintes de notre passé colonial :

« Colonial legacies and contemporary practices of disconnection, dependency and dispossession have effectively confined Indigenous identities to state-sanctioned legal and political definitional approaches. This political-legal compartmentalization of community values often leads Indigenous nations to mimic the practices of dominant non-Indigenous legal-political institutions and adhere to state-sanctioned definitions of Indigenous identity.» (Alfred et Corntassel, 2005, p.599).

Ainsi, on peut en déduire que la difficulté de la mise en application des principes de l'autodétermination peut être attribuée entre autres au fait que l'idée même d'autodétermination est vue différemment par l'État que par les communautés autochtones visées. En effet, Alfred et Corntassel (2005) argumentent que dans la pratique, le concept d'autodétermination est souvent trop centré sur la facette légale des choses et vient fragmenter les composantes politiques, économiques et culturelles qui sont des éléments qui, selon ces auteurs, doivent indéniablement, et dans une vision autochtone, être adressées ensemble. Ainsi, on constate que la structure même du concept peut être vue d'une optique postcoloniale comme perpétuant l'oppression même de laquelle ces communautés luttent depuis si longtemps à se défaire. C'est donc pourquoi Alfred et Corntassel (2005) proposent de repenser et repositionner la vision autochtone de l'autodétermination afin d'être mieux harmonisée avec les valeurs de ces communautés.

Conclusion

Au cours de ce chapitre, nous avons pu aborder les thèmes du postcolonialisme, de la participation et de l'autodétermination. Chacun de ces sujets est au cœur de la lutte quotidienne des communautés autochtones pour la reconnaissance afin de pouvoir jouir de leurs pleins droits sur leurs terres ancestrales. En discutant de ces trois sujets, nous pouvons voir l'émergence d'une idée commune, soit celle de l'héritage du colonialisme dans les structures entourant le droit des communautés autochtones. Dans ce sens, ce travail tente d'appuyer les efforts constants des différents intellectuels et sociologues de redéfinir, à travers l'étude postcoloniale et la recherche, les termes dans lesquels sont menées les luttes autochtones afin de représenter et de répondre plus adéquatement aux défis contemporains rencontrés dans ces différents domaines.

Chapitre 3

Démarche Méthodologique

Ce travail de recherche a été construit en quatre étapes principales. D’abord, nous avons procédé à la revue de la littérature portant sur les concepts théoriques sur lesquels nous avons élaboré dans la section précédente ainsi que l’historique des peuples autochtones du Nicaragua et de la proposition du canal interocéanique. Dans un second temps, nous avons sélectionné une méthode de collecte des données. Ensuite, en prenant compte de ces informations, nous avons identifié des éléments clés nous permettant de procéder à la sélection des participants pour cette recherche. Puis, pour terminer, nous avons procédé à l’analyse du matériel recueilli tout au long de ce processus de recherche.

3.1 Revue de la littérature

Le sujet de cette recherche étant de comprendre « Comment les dynamiques socio-politiques et les rapports de force entre gouvernement, communautés autochtones et afrodescendantes influencent la mise en œuvre du processus de consultation au Nicaragua lors du projet de construction du canal interocéanique », nous avons débuté cette recherche par une revue de la littérature afin d’explorer les écrits sur ce sujet et d’identifier certains concepts qui seraient particulièrement pertinents afin de répondre à notre question de recherche. L’idée de ce travail est donc d’analyser le processus de consultation qui a eu lieu en 2015 lors du projet de construction du canal afin de comprendre les dynamiques entre les différents acteurs (les corporations, l’État, les communautés autochtones, les communautés afrodescendantes et les mestizos) et d’identifier les réussites et les défis rencontrés au cours de ce processus.

Tout d’abord le cœur de notre projet impliquant le concept de consultation il était inévitable de consacrer une partie de ce travail à l’élaboration de la définition de ce terme. En parallèle, il nous semblait pertinent de développer sur le concept de démocratie participative puisque dans la littérature et dans les faits ce sont deux concepts qui sont intimement liés. Ensuite, étant donné que la question qui nous occupe dans cette recherche porte sur les

communautés autochtones et afrodescendantes du Nicaragua il était incontournable de se questionner non seulement sur l'histoire de ce pays, mais également sur le passé et le présent de ces communautés ainsi que sur les revendications qui leur sont particulières. La littérature sur le sujet des revendications des peuples autochtones et afrodescendants du Nicaragua nous a permis d'établir que la question de l'autodétermination était un thème important à aborder au cours de notre travail. Enfin, afin de permettre une lecture intéressante du sujet recherche au moment de l'analyse, nous avons considéré plusieurs angles sous lesquelles il était possible de poser notre question de recherche et avons opté pour des concepts qui à notre avis contribueraient de la meilleure façon à la littérature. C'est pourquoi après mûre réflexion nous avons choisi d'opter pour le postcolonialisme comme pierre angulaire dans l'analyse des données de cette recherche.

3.2. Méthode préliminaire : l'observation directe

Nous avons choisi l'observation directe comme méthode d'enquête préliminaire afin de guider notre recherche et de construire notre grille d'entretien. « L'observation directe est celle où le chercheur procède directement lui-même au recueil des informations, sans s'adresser aux sujets concernés. Elle fait directement appel à son sens de l'observation. » (Van Campenhoudt et Quivy, 2011, p.150). Lors de cette démarche préliminaire, le chercheur prend tout simplement en note ce qu'il observe de façon systématique sur les événements et phénomènes en lien avec son sujet de recherche afin d'ensuite en dégager les pistes les plus intéressantes (Van Campenhoudt et Quivy, 2011).

Pour ce faire, nous avons donc nous-mêmes participé à l'une des consultations proposées par le groupe HKND dans la ville de Rivas. Le public devait attendre en ligne en moyenne de 30 à 45 minutes pour pouvoir entrer dans l'établissement où avait lieu la consultation. Par groupe d'environ 25 personnes, on leur présentait un court vidéo sur la proposition du projet du canal et les différentes phases du mégaprojet⁵. À la suite de la

⁵ Vidéo original : http://hknd-group.com/upload/Video/20141124/Resumen_Consulta_Canal_de_Nicaragua.avi
Rapport sur la consultation publique : [20140904_ERM_Nicaragua CanalPublic Consultations Overview\(EN\).pdf](#)

présentation du court vidéo, les citoyens étaient invités à se diriger vers l'édifice adjacent. À l'intérieur de cette vaste salle se trouvaient différents kiosques avec des experts qui présentaient les résultats partiels de chacun des aspects de l'étude de faisabilité effectuée par le groupe de chercheur ERM (Environment Resource Management) tels que la faune, la flore, les industries forestières et de pêche, etc. Cette consultation était ouverte au grand public. Sur place se trouvait également le porte-parole du gouvernement responsable de la Commission du canal, Télémaco Talavera, et le public était invité à lui poser des questions. Le porte-parole de la Commission du canal était debout derrière une table avec un micro et une trentaine de citoyens étaient également debout devant lui, posant des questions à tour de rôle. Les questions portaient principalement sur le déplacement des communautés, les impacts environnementaux, notamment sur le lac d'eau douce Managua et les bénéfices qui ressortiraient du projet pour les citoyens. Les citoyens étaient non seulement à la recherche d'informations, mais ils cherchaient également à répondre aux questions spécifiques face au projet et plus profondément à savoir comment les préoccupations et les besoins des communautés allaient être intégrés au projet.

3.3. La méthode qualitative et l'entretien semi-directif

Puisque ce qui nous intéresse est l'expérience particulière du processus de consultation, il nous semblait plus approprié d'utiliser une méthode de collectes des données dites qualitatives. La méthode qualitative permet d'accéder à de l'information sur les perceptions des individus sur un sujet donné, ici, le processus de consultation. Tel que Poupart (2011) l'énonce, « cette forme d'empirisme se caractérise également par l'accent mis sur la connaissance de la perspective des acteurs [...] la manière dont les acteurs sociaux définissent les situations sociales. » (Poupart, 2011, p.187). Ainsi, grâce à la méthode qualitative, il nous était possible d'explorer les perceptions des différents participants à l'égard du processus de consultation en lien avec le projet de construction du grand canal océanique du Nicaragua.

Pour ce faire nous avons opté pour l'entretien semi-directif. Cette méthode de collectes de données nous semblait appropriée puisqu'elle permet une flexibilité au cours de l'entrevue comparativement à l'entretien structuré ou de type questionnaire. « La non-directivité vise à

éviter ainsi le déterminisme créé par un outil tel qu'un questionnaire ou un test, tendant à influencer la réponse et à normaliser le contenu du témoignage. » (Lieberherr, 1983, p.399). Le principe de l'entretien semi-structuré est que « l'intervieweur écoute le sujet, sans le diriger. Il intervient le moins possible, reste le plus neutre possible. [...] L'intervieweur n'intervient que pour donner les consignes sur le thème de l'entretien, relancer la personne interrogée sur des aspects du problème abordé trop superficiellement ou le recentrer sur le thème de l'entretien. L'intervieweur ne donne pas son opinion, n'influence pas le discours de l'autre et en respecte son originalité.» (Vilatte, 2007, p.12). Ainsi, la méthode d'entretien semi-directive nous a permis de créer un contexte moins rigide où l'interviewé disposait d'un espace propice à l'expression de son expérience individuelle. Cette façon d'opérer a permis d'explorer des aspects reliés à la problématique auxquels le chercheur n'aurait pas pensé. Ainsi, lors de l'entrevue le chercheur doit toujours rester ouvert et intéressé par ce que l'interviewé apporte à la discussion. Le devoir de l'enquêteur est donc d'instaurer une certaine atmosphère afin de favoriser la conversation, et ce, à travers des techniques propres à cette méthode tels qu'une attitude non-jugeante, l'utilisation de relances et cela tout en gardant une certaine directivité afin de ne pas s'éloigner du sujet qui l'intéresse (Van Campenhoudt et Quivy, 2011, p.171). Dans ce sens, le travail de l'enquêteur comprenait également l'élaboration préalable d'une grille d'entretien qui lui servait d'aide-mémoire lors de l'entrevue. Loin d'être de l'ordre de la simple conversation, lors de l'entretien, l'intervieweur et l'interviewé jouent des rôles précis qui mènent à l'élaboration d'un discours dans lequel se reflètent les représentations sociales, ce qui ultimement intéresse le chercheur. Comme l'explique Kaufmann (2011) l'enquête semi-structurée doit se rapprocher de la conversation tout en ne tombant pas dans la vraie conversation, « l'entretien est un travail, réclamant un effort de tous les instants. » (Kaufmann, 2011, p.26).

Les entrevues ont été enregistrées avec l'accord des participants et ont ensuite été retranscrites afin d'être analysées. Celles-ci ont une durée moyenne de 50 minutes allant de 35 minutes jusqu'à 1 heure 40 minutes. Selon la disponibilité des participants, nous nous accordions sur un lieu et un moment afin de réaliser les entrevues. Chaque participant qui a été contacté nous a accordé un entretien sauf dans le cas d'une personne qui considérait qu'elle n'était pas en mesure de nous apporter de l'information sur le sujet qui nous intéressait et nous

a donc redirigés vers une source plus informée. Les premiers contacts se sont souvent faits par téléphone ou par courriel. En général, les gens contactés étaient très intéressés à participer à notre recherche. Pour chacune des entrevues, nous avons d'abord discuté des termes de leur engagement ainsi que de ceux du chercheur en ce qui concerne le mandat éthique qui lui est spécifique. Le chercheur a donc lu le formulaire de consentement avec chacun des participants qu'ils ont ensuite signé avant de procéder aux entrevues. De plus, les entretiens ont été performés dans la langue préférée par les participants et comprise par le chercheur soit anglais, espagnole et en créole-anglais qui était en réalité un mélange d'anglais et d'espagnol. En utilisant une méthode d'entrevue de type semi-directive, nous leur avons demandé de nous parler un peu de leur parcours de vie. Ensuite, au cours de l'entrevue quelques questions ouvertes qui avaient été préparées ont été posées (voir annexe 1- guide d'entretien). De plus, selon l'information que les participants donnaient en répondant aux questions nous pouvions entrer plus en profondeur dans un sujet en relançant la personne ou en posant une question relative au sujet qu'ils avaient abordé. Ainsi, nous avons développé au cours de chaque entretien un discours relatif au sujet de recherche, mais qui également prenait en compte l'expérience particulière du participant.

Les thèmes abordés lors des entretiens ont donc été préalablement développés tels que nous l'avons mentionné. Ceux-ci tournaient autour de la consultation sur le canal interocéanique, les répercussions de l'annonce de la construction du canal, les relations intercommunautaires et interethniques, la réalité communale de chaque individu, et sur les moyens, ressources et outils dont ils disposent au quotidien et lors de la consultation. Également, à la fin de chaque entrevue il a été demandé aux participants leur vision sur le futur de leur communauté et leurs attentes face au projet du canal (voir annexe 1).

3.4. Zone d'étude

Toutes les entrevues ont eu lieu au Nicaragua lors de rencontres individuelles en face-à-face, principalement à Bluefields, Monkey Point et Bangkukuk Taik et ce sur une période de quatorze jours. La RAAS est une région difficile d'accès qui nécessite plusieurs heures de

transport afin d'arriver dans la ville principale de Bluefields. Et pour sa part, l'accès aux communautés de Monkey Point et Bangkukuk Taik est très limité. La seule façon d'atteindre ces communautés est par bateau. Il n'existe pas de transport public maritime qui dessert cette région.



Figure 6 : Carte du territoire Rama-Kriol (De Castro Sanchez, 2014)

Donc, afin de pouvoir atteindre ces communautés, les visiteurs doivent communiquer avec le président du gouvernement territorial en question. Si celui-ci donne son accord pour que le visiteur puisse aller dans la communauté, il organise ensuite le transport, souvent sur un petit bateau précaire chargé de transporter les habitants de la communauté (capacité d'environ 6-8 passagers) et sur lequel le visiteur est également invité à prendre place. Dépendamment de la

force du moteur du bateau, le voyage peut durer d'une à quatre heures. Une fois dans la communauté, le visiteur est hébergé dans une des familles de la communauté avec qui il partage également les repas.

Pour notre part, ce fut le président de la communauté de Monkey Point qui nous donna son accord pour visiter sa communauté et qui organisa notre transport. Nous avons résidé avec la famille d'un des leaders de la communauté qui était également un membre de la famille du président du gouvernement territorial Rama et Kriol. C'est ensuite ce même leader qui nous a transportés à bord du même bateau afin de visiter la communauté de Bangkukuk Taik. Vu les tensions existantes avec le projet du canal, les membres de la communauté de Bangkukuk Taik étaient très réticents à recevoir des visiteurs. Mais vu notre intégration d'abord dans la communauté de Monkey Point et ayant un des leaders comme guide, notre visite à Bangkukuk Taik fût plutôt facile.

3.5. Sélection des participants

Le but de cette recherche étant de tracer un portrait et de comprendre la mise en œuvre des processus de consultation auprès des populations autochtones du Nicaragua, le cas du projet de construction du canal interocéanique se présentait donc comme une opportunité intéressante afin d'explorer ce sujet. La constitution de l'échantillon devait donc comprendre différents acteurs faisant partie du spectre touché par la question du processus de consultation vis-à-vis ce projet. Pour être plus spécifique, nous cherchions à mener des entrevues auprès d'acteurs sociaux activement impliqués dans le processus de consultation ou dans le projet du canal.

« Parler des gens en termes d'acteur social, c'est mettre l'accent sur au moins deux choses, l'action d'une part, et le caractère « social » de cette action. On pourrait donc dire d'un acteur social qu'il mène une action « altruiste », non pas au sens moral du terme, mais dans le sens où cette action est orientée, de manière intentionnelle, vers un but qui affecte « les autres », qui affecte « la société », ou au moins une part de celle-ci, comme une communauté locale par exemple. Un acteur social poursuit donc un but « social », de manière intentionnelle. » (Cornet, 2014, p.1)

Nous avons donc sélectionné des participants faisant partie d'entités gouvernementales et non-gouvernementales qui prenaient part au processus décisionnel ou de consultation dans le cadre de ce même projet de construction du canal. Afin d'obtenir un portrait général du processus de consultation et des relations entre les différents acteurs, nous avons opté pour des participants ayant des rôles différents dans la communauté afin de recueillir des perspectives diversifiées. Ainsi, nous avons priorisé une certaine région du pays où la route du canal avait été tracée et où vivaient principalement des communautés autochtones et afrodescendantes, soit la RAAS (Région Autonome de l'Atlantique Sud). Plus précisément, les participants étaient principalement originaires des villes de Bluefields, Monkey Point et Bankukuk Taik.

Les participants étaient donc des citoyens touchés par la question du canal et engagés dans le processus de consultation de façon directe ou indirecte. Parmi les quatorze participants, nous comptons deux avocats et un professeur qui travaillaient avec les communautés autochtones et afrodescendantes au moment de nos entretiens. Six de ces participants étaient des leaders locaux dans leur communauté (3 de Monkey Point, 1 de Bankukuk Taik, 1 de Ometepe et 1 de Matagalpa). Chacun de ces leaders était engagé dans leur gouvernement territorial d'appartenance et deux d'entre eux étaient également engagés dans une organisation à but non-lucrative de défense des droits autochtones au Nicaragua. Des quatre représentants gouvernementaux que nous avons interviewés, un était du gouvernement régional afrodescendant de la RAAS, deux du gouvernement territorial afrodescendant Rama et Kriol et un du gouvernement communal autochtone Rama. De plus, l'un de nos participants, qui travaillait pour l'organisme à but non lucratif CEDEHCA (Centro de Derecho Humanos Ciudadanos y Autonómicos), était également membre de la commission sur la consultation auprès des communautés autochtones et afrodescendantes pour le projet du canal interocéanique chargée de l'exécution de la consultation avec les communautés en question.

Notre échantillon est donc composé d'une proportion égale d'hommes et de femmes âgée entre 32 et 55 ans⁶. Cette fourchette d'âge fût obtenue arbitrairement, nos critères étant de trouver des participants adultes (de 18 ans ou plus), étant directement touchés par la consultation entourant la construction du canal et ayant une connaissance des défis particuliers des communautés autochtones et afrodescendantes. L'origine des répondants est 50% Afrodescendants, 35% Autochtones et 15% Mestizos. Au moment des entrevues, des 50% Afrodescendants, 57% vivaient dans la ville de Bluefields et 43% dans la communauté de Monkey Point. Pour ce qui est des participants Autochtones, 40% vivaient dans la communauté de Bankukuk Taik, 40% vivaient dans des communautés autres, et 20% dans la ville de Bluefields. Finalement, des 2 participants mestizos, l'un d'eux était de la ville de Managua et l'autre de Bluefields. Ainsi, 12 des 14 participants vivaient dans l'une des communautés directement touchées par le projet du canal. Tous les répondants ont pris part d'une façon ou d'une autre au processus de consultation. Afin de nous donner une meilleure idée des participants, nous avons construit le tableau suivant (les noms des participants ont été modifiés pour des noms fictifs afin de préserver leur confidentialité):

Portrait des répondants

Pseudonyme	Sexe	Communauté d'origine	Lieu de résidence
Doris	F	Afrodescendant	Bluefields
Natalia	F	Afrodescendant	Bluefields
Henry	M	Afrodescendant	Monkey Point
Anna	F	Mestizo	Managua
Bethany	F	Rama	Bluefields
Danaïs	F	Mestizo	Bluefields
Kelly	F	Afrodescendant	Monkey Point
Maria	F	Autre communauté autochtone	Matagalpa
Allen	M	Autre communauté autochtone	Ometepe
Charlie	M	Afrodescendant	Bluefields
Kyle	M	Rama	Bankukuk taik

⁶ Note: L'âge spécifique de chacun des participants n'est pas divulgué dans un souci de préserver leur anonymat.

Dante	M	Afrodescendant	Bluefields
Fernando	M	Rama	Bankukuk Taik
Ura	M	Afrodescendant	Monkey Point

Tableau 4 : Portraits des répondants

La sélection des participants s'est faite par la technique boule de neige, c'est-à-dire «recourir à des personnes qui peuvent suggérer le nom d'autres personnes susceptibles de participer à l'étude qui, à leur tour, feront la même chose [...] » (Ouellet et Saint-Jacques, 2000, p.83). Dans notre cas, nous avons d'abord contacté le centre Humbolt à Managua. Ce centre est un organisme à but non-lucratif dont la mission est le développement durable de l'environnement au Nicaragua. Ainsi, nous avons d'abord communiqué avec cet organisme avant notre arrivé au pays afin de les enquérir de notre recherche et afin d'établir un point de contact. À notre arrivée, lors d'une rencontre avec l'un des membres de cette organisation, nous avons été redirigés vers des sources potentiellement intéressantes pour notre travail. Et de fil en aiguille, nous avons été introduits ou recommandés à d'autres individus ou groupes qui pouvaient s'avérer de bonnes recrues pour cette recherche.

3.6. Méthode d'analyse

Pour ce qui est de l'analyse des données, nous avons procédé à l'analyse du discours des participants obtenue à travers nos entrevues. Tel que le décrit Sabourin (2003) « L'analyse de contenu a pour but de connaître la vie sociale à partir de cette dimension symbolique des comportements humains. » (Sabourin, 2003, p.358). « Le choix des termes utilisés par le locuteur, leur fréquence et leur mode d'agencement, la construction du « discours » et son développement constituent des sources d'information à partir desquelles le chercheur tente de construire une connaissance. » (Van Campenhoudt et Quivy, 2011). On considère donc que le discours individuel est imprégné d'un discours social qui est porteur d'une idéologie sociale et que l'analyse de contenu de ce discours permettrait donc d'accéder à la structure de cette idéologie.

Afin de faire ce travail, nous nous sommes basés sur la démarche en trois étapes proposée par Van Campenhoudt et Quivy (2011) :

1- Préparations des données ou informations : Retranscrire et organiser. Les entretiens ont d'abord été retranscrits. Comme le suggère Van Campenhoudt et Quivy (2011), nous avons procédé à la retranscription intégrale des entretiens afin d'obtenir un matériel d'analyse de qualité et d'éviter d'éliminer de façon prématurée des parties de l'entretien qui sembleraient a priori peu intéressantes. En parallèle, au cours de ce travail de retranscription, les chercheurs ont pris notes de certains éléments qui semblaient récurrents ou inédits dans ces entretiens afin de créer une grille d'analyse préliminaire. À l'aide de mots-clés référant à notre objet de recherche, les entretiens retranscrits ont été codifiés dans le programme Nvivo. Grâce à ce programme, nous avons procédé à une analyse thématique qui « consiste à lire un corpus, fragment par fragment, pour en définir le contenu en le codant selon les catégories qui peuvent être construites et améliorées au cours de la lecture (c'est une approche constructiviste, avec le « risque » de changer la question de recherche en cours de travail). [...] les significations des textes sont catégorisées selon un modèle qui guide le chercheur, c'est la fameuse « grille d'analyse » : matrices par phrases ou par thèmes [...] » (Fallery et Rodhain, 2007, p.9). Enfin, un travail constant de va-et-vient entre les transcriptions, les catégories (codes) et les relations entre ces catégories ont été nécessaires et ont permis d'arriver à la solidification d'éléments clés dans l'analyse des contenus.

2- Mise en relation des données ou informations : comparaison et typologie : « Dans un deuxième temps intervient une analyse statistique assez simple sur les éléments de cette grille d'analyse : fréquence d'apparition, variation selon les locuteurs, selon les contextes, interdépendance entre les éléments du modèle. [...] » (Fallery et Rodhain, 2007, p.10). Ainsi, nous avons opté principalement pour deux types d'analyse qui offraient des méthodes simples de mises en évidence des résultats en plus du travail final du chercheur de mise en relation de ces thèmes. La première est l'analyse thématique et la seconde, l'analyse structurale. L'analyse dite thématique consiste simplement à calculer et comparer les fréquences d'apparitions des

catégories créées au cours du travail de retranscription (Van Campenhoudt et Quivy, 2011). À partir d'une liste de thème élaborée et modifiée au cours du travail de retranscription ainsi que du travail de classification des fragments d'entretiens et de la codification effectuée dans le programme Nvivo, nous avons pu faire une analyse statistique des thèmes présents de façon récurrents dans nos verbatim.

« Le principe des outils d'analyse thématique [tel que Nvivo], est ici celui d'une analyse « top-down » qui laisse le codage des catégories au soin de l'analyste, mais en proposant de l'assister dans la gestion de ce codage (gestion des liens entre les verbatim et les catégories en construction, annotations à volonté en ajoutant des propriétés aux segments textuels : des mots, des idées, des paragraphes, des documents, des images, des propositions...). » (Fallery et Rodhain, 2007, p.10)

Thèmes	Sources	Fréquences
Terre	11	125
Postcolonialisme	13	69
Outils et ressources	14	47
Intérêts politiques et stratégiques - Contrôle de l'État	11	45
Sentiment de manque de reconnaissance	12	39
Organisation et programme (structure)	13	39
Autodétermination	13	37
Consultation	13	33
Relations inter-ethnique	13	33
Revendications	10	32
Manque de ressources	11	26
Manque de communication/écoute	10	25
Reconnaissance	11	21
Éducation	10	20
Le projet du canal	10	19
Discrimination	9	17
Futur de la côte caraïbe	6	16
Mode de vie autochtone ou afrodescendant	8	16
Future des communautés autochtones et afrodescendantes	7	15
Problématiques multiples	10	15
Initiatives autochtones/afrodescendantes	9	15
Vivre dans la peur	5	15
Manque de financement	8	14

Avancement de la frontière agricole	7	14
Identité afrodescendante	7	14
Identité autochtone	6	13
Perte du lien avec la culture	8	12
Financement	6	9
Sources de revenu	6	8
Destruction/extraction des ressources naturelles	3	8
Histoire	5	6
Non-application de la loi	2	5
Manque d'éducation	4	4
Travail volontaire sans rémunération	4	4
Valeurs autochtones et afrodescendantes	2	3
Diaspora	1	1

Tableau 5 : Analyse de la fréquence des thèmes dans les discours

Puis, dans un second temps, nous avons procédé à une analyse de co-occurrence, ou analyse structurale, c'est-à-dire qu'à l'aide de Nvivo, nous avons mis en évidence des fragments de verbatims qui avaient été codifiés à partir de plus d'un thème (ex. : un participant qui parle du « Futur de la côte caraïbe » et de l' « Éducation »). Cette analyse de co-occurrence nous permet donc de voir à quelle fréquence deux ou plusieurs thèmes sont traités de façon simultanée et crée donc des constantes intéressantes sur lesquelles le chercheur peut pencher sa réflexion.

À travers l'analyse structurale, on « cherche à dépasser le contenu manifeste, immédiat du discours et à dégager la structure sémantique profonde qui le sous-tend, l'ensemble des éléments centraux et de leurs interrelations qui caractérisent le discours. C'est précisément de la mise en évidence de ces interrelations, de la manière dont ces éléments sont structurellement reliés que se dégage le sens du discours. » (Vilatte, 2007, p.58). Ainsi, comme l'indique Vilatte (2007) nous avons cherché à prendre en compte les liens entre les différents thèmes qui ont marqué notre recherche afin d'approfondir notre compréhension des différents enjeux qui ont entouré la question de la consultation lors du projet de construction du canal au Nicaragua.

À partir de ces analyses sémantiques, nous avons donc relu les fragments d'entrevues spécifiques à chacun de ces thèmes et fait ressortir les idées intéressantes ou partagées par les

différents participants, et ce, toujours en fonction de notre objectif de recherche tel que le suggère Angers (2005) :

« Il s'agit, en examinant les données de différentes manières, d'en dégager le plus de signification possible en faisant des constats pertinents en lien avec le problème de recherche, ce qui permettra de vérifier votre hypothèse ou votre objectif de recherche. L'hypothèse ou l'objectif de recherche est la référence dominante, pour ne pas dire unique, de toute l'analyse. Suite à l'analyse statistique, le travail du chercheur est de faire ressortir les constats importants en lien avec la question de recherche. » (Angers, 2005, p.166)

3- Comparaison des résultats observés avec les résultats attendus et l'interprétation des écarts :
Enfin, comme le suggère Van Campenhoudt et Quivy (2011), à la lumière des résultats de l'analyse thématique et de l'analyse structurale, nous avons pu reprendre notre hypothèse de départ afin de revoir de quelle façon nous pouvions y répondre ou l'améliorer. « [...] il ne s'agit pas seulement de vérifier ou d'infirmer l'hypothèse. Qu'elle soit vérifiée ou infirmée, en tout ou en partie, si l'observation et l'analyse ont été bien menées, c'est un ensemble d'enseignements qui apparaissent, l'hypothèse n'étant que le fil conducteur [...] » (Van Campenhoudt et Quivy, 2011, p.202). L'interprétation des résultats permet de réfléchir sur le sens des observations qui se dégagent de l'analyse, sur sa portée, ses limites et les conséquences théoriques et sociales des découvertes issues de cette recherche (Angers, 2005).

3.7. Considérations éthiques et limites de la recherche qualitative

Afin d'assurer notre devoir de chercheur, nous avons suivi quelques principes de base concernant la conduite sur le terrain fondé sur l'éthique en recherche qualitative. Ces principes de base sont : « le consentement libre et éclairé [des participants], le respect de la dignité du sujet et le respect de la vie privée et de la confidentialité » (Martineau, 2007, p.74). Pour ce faire, nous avons débuté chaque entrevue en expliquant clairement aux participants, le but de l'entretien ainsi que les usages prévus de celui-ci (voir Annexe 3). De plus, il leur était clairement partagé que ces entretiens étaient confidentiels. Puis finalement, chaque participant s'est vu offert la possibilité de se retirer de cette recherche à n'importe quel moment. En plus des

explications verbales, les participants ainsi que le chercheur ont signé un document qui mentionnait les devoirs et les limites prévues pour cette recherche (voir Annexe 2).

De plus, nous considérons important de faire référence aux obstacles encourus lors de ce projet de recherche afin de rendre compte de la pertinence et de la scientificité de nos résultats malgré les efforts faits pour atténuer les biais. Bien que nous ayons pris toutes les précautions nécessaires afin d'éliminer le plus de biais possible nous considérons à postériori que certains paramètres de cette recherche auraient pu avoir une influence sur nos résultats.

Les quelques préoccupations que nous souhaitons soulever concernent principalement l'éloignement culturel et physique entre le chercheur et son lieu de recherche. En effet, le chercheur n'a pu être présent sur le terrain que quelques semaines afin d'enquêter sur la question de la consultation des communautés autochtones et afrodescendantes lors du projet de construction du canal. Dans ce sens, nous pouvons présumer que la valeur des résultats d'une recherche qui aurait pris place sur une période de temps plus longue aurait définitivement pu apporter des informations différentes et nouvelles sur le sujet de la consultation et du projet de construction du canal. Néanmoins, nous croyons fortement qu'à la suite des informations recueillies auprès de nos quatorze participants, nous arrivions à une certaine saturation, c'est-à-dire qu'une grande partie de l'information commençait à être répétitive et que très peu de nouveaux éléments étaient partagés (Drapeau, 2004, p.82).

Dans un second temps, il est définitif que l'origine du chercheur aurait pu jouer un rôle dans l'information partagée par les participants. Nous pouvons anticiper pour ne nommer que quelques scénarios, que les participants, par manque de confiance, auraient pu s'abstenir de partager certaines pensées face au projet du canal ou alors au contraire, qu'ils auraient pu voir le chercheur comme une source potentielle d'aide internationale et ainsi mettre l'accent sur les difficultés vécues lors du processus de consultation. De plus, malgré le devoir éthique du chercheur de rester objectif, il n'est pas à l'abri non plus de son humanité et d'être porteur de

biais. C'est pourquoi la grille d'entretien est un outil important lors de l'entrevue semi-directif (voir Annexe 1). Elle permet une constance dans le déroulement des entretiens afin de réduire l'effet des biais, autant de la part du chercheur que des participants, sur les résultats obtenus (Van Campenhoudt et Quivy, 2011).

Chapitre 4

Présentation des résultats et discussion

4.1. Présentation des résultats

Les résultats de cette étude ont été obtenus à travers des entrevues effectuées au Nicaragua lors de ladite consultation entre juillet et août 2015 au sujet du projet du canal. Tout d'abord, nous présenterons les différentes perspectives sur la consultation obtenue auprès de nos 14 participants. Puis finalement nous aborderons les points de vue des communautés face au projet et au futur de leur communauté.

4.1.1. Perspectives sur le processus de consultation

En menant nos entrevues avec différents acteurs, nous avons pu obtenir un riche éventail d'opinions par rapport au processus de consultation. Nos entrevues ont été conduites auprès d'un des partisans du projet ainsi qu'avec plusieurs membres de la communauté occupants des positions d'influence politique telle que représentant du gouvernement, avocats et leaders communaux. Lors des entretiens, nous avons demandé aux participants de décrire le processus de consultation ainsi que leur expérience lors de ce processus. L'on note que l'entretien avec le participant membre de la Commission sur la consultation et promoteur du projet du canal, a apporté un point de vue distinct de celui des autres participants. Dans sa description du projet, nous pouvions voir un discours et un vocabulaire des bonnes pratiques empreint des recommandations internationales et des lois nationales :

« Pour le processus de consultation, une commission a été créée pour une consultation libre, préalable et éclairée. Et cette commission est composée de représentants du gouvernement, mais aussi par les membres du gouvernement territorial Rama et Kriol. »⁷

⁷ Extrait original: «Para el proceso de la consulta se creó una comisión para la consulta previa, libre e informada. Y esa comisión está integrada por funcionario del gobierno, pero también por miembros del gobierno territorial Rama y Kriol.» (Charlie, Afrodescendant de la ville de Bluefields)

(Traduction libre, extrait tiré de l'entrevue avec Charlie, Afrodescendant de la ville de Bluefields)

En effet, comme nous l'indique *Charlie*, membre de la Commission sur la consultation, la Commission avait prévu procéder à la consultation selon les standards internationaux qui suggèrent entre autres une consultation libre, préalable et informée. Rappelons ici la définition de ces critères : « Libre » signifie qu'il ne devrait pas y avoir de coercition, intimidation ou manipulation (United Nations Economic and Social Council, 2005). Par le terme « préalable », on suppose que l'on cherche à obtenir le consentement suffisamment avant le début d'un projet et que les délais nécessaires afin de compléter le processus de consultation ont été respectés (United Nations Economic and Social Council, 2005). Enfin, « informé » réfère à l'accessibilité à l'information concernant la nature du projet, ses objectifs, sa durée, les zones concernées ainsi que les rapports préliminaires, et ce, selon des critères spécifiques de clarté, constance et transparence et que ces informations soient culturellement et linguistiquement appropriées (United Nations Economic and Social Council, 2005).

*« Péalable, libre et informé. Ainsi, pour mener à bien la consultation, nous avons élaboré une méthodologie du processus. La méthodologie décrit plusieurs choses. Par exemple, nous parlons des articles des lois nationales qui peuvent régir le processus de consultation. Également, nous avons considéré la Constitution, le statut d'autonomie, la réglementation sur ce statut, la loi du régime de propriété communale, mais aussi des instruments internationaux tels que la Convention 169 de l'OIT et la Déclaration internationale sur les droits des peuples autochtones et afrodescendants. Fondamentalement, ce qui est dit est que le processus de consultation doit être de bonne foi, doit être mis en œuvre tôt dans l'élaboration d'un projet, doit être souple, transparent, exclusif, interculturel et ainsi de suite. Enfin, ce document a été préparé conjointement avec le gouvernement et nous avons ensuite signé un document expliquant le processus et confirmant que nous étions disposés à suivre les étapes établies lors de l'élaboration du processus de consultation. Et seulement à ce moment-là nous avons pu aller dans chacune des communautés pour mener la consultation. »*⁸ (Traduction libre, extrait tiré de l'entrevue avec Charlie, Afrodescendant de la ville de Bluefields)

⁸ Extrait original: « *Previa, libre e informada. Entonces para realizar la consulta nosotros elaboramos una metodología del proceso. La metodología describe algunas cosas. Por ejemplo hablamos de los artículos, de las leyes nacionales que pueden regir el proceso de la consulta. Entonces la constitución política, el estatuto de autonomía, la reglamentación del estatuto, la ley del régimen de propiedad comunal, pero también algunos instrumentos internacionales como el convenio 169 de la OIT y la declaración internacional sobre derecho de pueblos indígenas y afrodescendientes. Básicamente lo que dice es que el proceso de consulta tiene que ser de buena fe, tiene que ser de implementación previa, tiene que ser flexible, transparente, exclusivo, intercultural y todas estas cosas. Entonces este documento que se elaboró en conjunto del gobierno central, gobierno regional, funcionarios y del gobierno territorial Rama y Kriol se elaboró juntos y después tuvimos que firmar actas en donde constatamos*

À travers cet extrait, nous pouvons comprendre que la Commission était en possession de toute l'information nécessaire afin d'élaborer le processus de consultation selon les règles nationales et internationales. Ainsi, le processus de consultation élaboré par la Commission a été construit de façon à prendre en considération les critères suggérés par l'OIT et les lois sur les communautés autochtones et afrodescendantes du Nicaragua. L'idée de la Commission était d'aller dans chacune des communautés se trouvant sur la route tracée pour le canal afin de mener des consultations. Lors de la consultation, tous les membres des villages visités étaient invités à prendre part à la consultation. Lors de ce processus, qui au moment de cette recherche n'avait eu lieu qu'une seule fois dans chacun des villages, la Commission a présenté le projet aux citoyens qui ensuite ont partagé leurs préoccupations. Selon les participants, la Commission tentait d'offrir des réponses rassurantes aux citoyens et de discuter les avantages du projet du canal.

Enfin, nous voyons également que la Commission avait un désir de s'engager à mener des consultations avec les citoyens faisant partie du territoire entier touché par le projet du canal, c'est-à-dire le RAAS, même si les répercussions seraient moindres pour quelques-unes de ces communautés :

« Dans l'accord, que nous avons par rapport au processus de consultation il est dit que: « Même si une seule communauté serait affectée directement par le passage du canal, nous sommes disposés à discuter et négocier avec le territoire entier où se trouve cette communauté ». Ce qui veut dire que la Commission gouvernementale qui a été formée pour le processus de consultation a accepté de travailler et de procéder à la consultation avec les 9 communautés sur le territoire de la RAAS. »⁹ (Traduction libre, extrait tiré de l'entrevue avec Charlie, Afrodescendant de la ville de Bluefields)

en donde estamos de acuerdo en cumplir esto y los pasos establecidos. Y únicamente después de elaborarse este documento pudimos salir a hacer el proceso de la consulta en cada comunidad.» (Charlie, Afrodescendant de la ville de Bluefields)

⁹ Extrait original: *«En el acuerdo que hicimos para realizar la consulta dijimos que: « Aunque solo una de las comunidades va a hacer afectada por el paso del canal, estamos dispuestos a hablar y a negociar con el territorio completo.» Entonces la comisión del gobierno que se formó para el proceso de la consulta acordó trabajar y hacer la consulta en las 9 comunidades dentro del territorio del RAAS.» (Charlie, Afrodescendant de la ville de Bluefields)*

Dans sa description du processus de consultation, le représentant de la Commission, *Charlie*, était plutôt positif face au travail accompli. Selon lui, le processus a été élaboré de façon méticuleuse afin de prendre en considération toute l'information nécessaire, en particulier au niveau des lois, leur permettant de mener une consultation guidée par de bons principes. De plus, le commissaire partage l'idée que la consultation était renforcée par l'expertise de l'étude de faisabilité de l'agence ERM, car elle apportait beaucoup d'informations au sujet des impacts environnementaux, économiques et sociaux qu'ils ont pu partager avec les citoyens. Il considère également que la consultation donnait un espace à toutes les communautés afin d'exprimer leurs inquiétudes et de poser des questions par rapport au projet.

De façon intéressante, huit des participants ont utilisé les mêmes termes que le représentant de la Commission de la consultation lorsqu'ils parlaient de leurs aspirations pour la consultation. Ces participants ont exprimé qu'une bonne consultation devrait se baser sur les principes de l'OIT de la consultation libre, préalable et éclairée. De plus, ces participants considéraient, comme il est indiqué dans la convention 169 de l'OIT, qu'il est primordial dans un but de transparence et d'accès à l'information d'amorcer les discussions concernant un projet le plus tôt possible avec les communautés. Tout comme le commissaire, tous nos participants ont mentionné à plusieurs reprises les lois nationales 28 et 445 sur le régime d'autonomie et de démarcation des territoires autochtones comme des éléments importants à considérer lors de la consultation, car ceux-ci explicitent les droits des communautés autochtones et afrodescendantes dans la gestion de leur territoire :

« Le statut territorial énonce qu'étant donné que notre territoire se trouve 100% à l'intérieur d'une aire protégée, on ne peut permettre l'implantation d'un mégaprojet. En plus de cela existent les règlements internes de la communauté qui suivent la loi 445, la loi 228 et la constitution politique, et au niveau international la convention 169 et la Déclaration des Nations Unies. De plus, nous avons nos guides de coexistence, ce sont ces règles qu'ils tentent d'utiliser lors du processus d'assainissement de la démarcation. Ce que nous disons c'est : « Nous sommes propriétaires et comme propriétaires nous sommes en position de négocier avec ceux qui sont sur notre territoire. [...] En ce moment, on ne peut pas dire que le gouvernement est en position de dire qu'il y a eu une consultation préalable, libre et informée puisque la consultation devrait venir avant l'approbation de la loi sur le projet de construction du canal. Alors, ce serait invalide ou sans validité légale de la part du gouvernement de dire qu'il y a eu une consultation. La convention ne parle pas de post-consultation, mais bien de pré-

consultation.»¹⁰ (Traduction libre, extrait tiré de l'entretien avec Bethany, Autochtone de la communauté Rama Key)

Malgré le travail effectué par la Commission pour créer un processus de consultation robuste et transparent, l'expérience vécue et relatée par douze des quatorze participants était très différente des principes de consultation convoités par la commission et les citoyens. Les participants qui ont pris part à ce processus considèrent que la consultation fut grandement insuffisante et voyaient cela comme une supercherie afin d'embobiner les communautés peu informées et isolées. Le membre de la commission nous parle de consultation, et douze des participants font plutôt référence à une séance d'information peu informative. Selon les discours recueillis auprès des participants, nous constatons bien que ceux-ci exigeaient une consultation par rapport au projet du canal, par contre selon ce qui a été rapporté, le processus était loin de satisfaire à leurs attentes. Nous pouvons constater que l'écart est considérable entre les standards internationaux et nationaux au niveau des processus de consultation sur lesquels la commission de la Consultation s'est basée pour planifier le processus et ce qui a réellement été réalisé :

« In Bangkok most of the leaders they want more information, they want a complete consultation, because this consultation is not a consultation. The way they are doing it for us ignorant is the way they look at us. We notice that it's not a consultation. It's like they threaten, it was like an obligation. A consultation cannot be done in two days in a community. Because when you make a consultation, you are asking questions and you are giving answers and then you get an idea of the people and what they would like, or how they would like to see their place change in case the canal would be built here. » (Extrait tiré de l'entrevue avec Henry, Afrodescendant de la communauté de Monkey Point)

¹⁰ Extrait original : « Y el estatuto territorial dice que como nuestro territorio esta superpuesto sobre 100% de área protegida no se va a permitir la implementación de megaproyectos. Y además de eso están los reglamentos interno de las comunidades siguiendo un poco la ley 445, la ley 28, la constitución política y al nivel internacional esta lo que es el convenio 169 y la declaración de las Naciones Unidas. Y bueno también están nuestras guías de convivencia, las que se pretenden implementar con el proceso de saneamiento de la demarcación. Nosotros estamos diciendo: "Somos dueños y como dueños estamos facultados para negociar con la gente que están en nuestro territorio." [...] Actualmente el gobierno no puede decir que se ha hecho una consulta previa, libre e informada porque la consulta debe ir antes de la aprobación de la ley sobre el proyecto de construcción del canal. Entonces sería algo invalido o sin valides legal que el gobierno diga que se hizo una consulta. El convenio no habla de una post-consulta, habla de pre-consulta. » (Extrait tiré de l'entretien avec Bethany, Autochtone de la communauté Rama Key)

Tout d'abord, l'une des controverses qui a été rapportées par nos participants par rapport au processus de consultation fut le fait que, d'une part, les participants ont été sollicités à participer à la consultation en échange d'une contrepartie monétaire. L'idée d'offrir une rémunération aux participants lors d'une consultation est un thème qui est spécifiquement discuté par l'OIT qui condamne cette pratique¹¹. Il est considéré que la coercition pose la problématique du biais, car les citoyens, qui pourraient être motivés par autre chose que le simple intérêt d'être investis dans un processus de participation et influencer un projet quelconque, seront amenés à prendre des décisions qui ne vont pas dans le sens du mieux-être de la communauté et de l'environnement. En somme, on pourrait dire qu'ils auraient une approche plus individualiste face au processus de consultation. De plus, six des participants affirment avoir signé un document lors de la consultation. Ce document qu'on leur avait présenté comme une prise des présences afin de garder le compte du nombre de participants à la consultation fut, selon plusieurs participants, plus tard utilisé par la Commission comme consentement et approbation du projet du canal par les communautés visitées. Plusieurs participants racontent cette expérience avec désolation :

« Parce que ce qu'ils disent c'est qu'ils ont consulté. Ils disent toujours et encore qu'ils ont consulté et nous disons: « Nous n'avons pas été consultés » et ce qu'ils ont fait ne peut être considéré comme une consultation. Parce qu'ils vont dans une communauté pour parler et ils appellent ça une consultation. Mais la consultation dit qu'ils doivent d'abord agir de bonne foi, cela signifie qu'ils ne doivent pas harceler ou donner de l'argent pour acheter l'opinion des gens. Et c'est exactement ce qu'ils ont fait. Et il est dit qu'ils doivent fournir toutes les informations, en discuter avec les communautés autochtones touchées. Ces communautés devraient avoir des conseillers juridiques indépendants qui puissent leur expliquer les avantages et les inconvénients et les impacts du projet en question, et ce dans leur propre langue et à leur propre rythme de compréhension et d'assimilation, jusqu'à parvenir à un accord, ou un consentement. Mais ils ne l'ont pas fait. Ce qu'ils ont fait c'est qu'ils sont allés dans les communautés et ont dit : « Nous allons donner 20\$ à tous ceux qui viendront à la consultation. » Et les gens sont allés, et ils ont signé un document. La Commission de la consultation a ensuite

¹¹ Article 3.2. Aucune forme de force ou de coercition ne doit être utilisée en violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples intéressés, y compris des droits prévus par la présente convention. (Organisation Internationale du Travail, 2013)

*prétendu que ce document était l'acceptation du projet. J'ai toujours pensé que c'était un truc de la part du gouvernement pour voler la terre des communautés. Je ne crois pas qu'ils vont réellement exécuter le plus grand projet de l'humanité ici au Nicaragua.»*¹² (Traduction libre, extrait tiré de l'entretien avec Anna, Mestiza de la ville de Managua)

Selon l'expérience de cette participante, la consultation qui s'est faite dans les communautés autochtones et afrodescendantes semble avoir créée une méfiance des citoyens envers le gouvernement et envers le projet. Dans ce sens, un autre participant nous fait part de son expérience qui dénote un lien de confiance très fragile entre le gouvernement et les communautés autochtones et afrodescendantes. Qu'ils soient de la côte caraïbe ou d'autres régions du Nicaragua, douze des participants ont partagé ressentir que les membres responsables de ce projet n'étaient pas intéressés par les demandes et les craintes des communautés locales. Ils semblaient quelques fois même craindre que leur gouvernement puisse avoir de mauvaises intentions face aux communautés (outrepasser les lois nationales afin d'arriver à leurs fins). En effet, lors de nos entretiens ces douze participants nous ont fait part d'expériences passées de projets de développement dans le pays au cours desquels des communautés autochtones avaient dû être déplacées et qui finalement se voient aujourd'hui dans des conditions précaires et sans bénéfices pour leurs communautés. Ainsi, ces expériences décevantes du passé et le manque de transparence actuel de la part du gouvernement créent un scepticisme face au projet du canal comme nous l'explique Ura dans l'extrait suivant :

« U: « We saw it on the TV. We get the understanding that the canal was coming so get ready to defend your right. They start to pressure we and come in with the Chinese. They sent the Chinese without company. No one from Nicaragua to represent them so we didn't know what they were doing. »

¹² Extrait original: « Porque la pedida de ellos es que ellos habían consultado. Todavía dicen que han consultado y nosotros le decimos: « no han consultado » y lo que han hecho no puede ser considerado consulta. Porque llegan a una comunidad a platicar y ya consultamos. Pero la consulta dice que primero tienes que actuar con la fe, eso quiere decir que no puede estar ni acosando ni dando le dinero para comprarlo. Las dos cosas han hecho. Y dice que tienes que entregar toda la información, discutirla con ellos. Ellos tanga una asesoría legal independiente que pueden discutir, explicarle los pros y los cons y los impactos que puede tener y el proceso en la propia lengua de ellos y en el propio ritmo de entender, de asimilar hasta llegar a un consentimiento. Pero ellos no han hecho eso. Y luego llegaron y dijeron: « Vamos a dar 20\$ para que vengan a hacer la consulta ». Y la gente fueron, y firmaron. Y luego la Comisión pretendía que eso era la aceptación del proyecto. Yo siempre he pensado que era como un truco del gobierno para robar tierra. No creo que realmente van a hacer la obra más grande de la humanidad aquí en Nicaragua. » (Extrait de l'entretien avec Anna, Mestiza de la ville de Managua)

F: «So you couldn't communicate with them?»

U: « We couldn't communicate with them. All we did is stop them because the people come and do this and do that and they don't explain anything to we. So we were stopping them and stopping them. After, we call the government from Bluefields and we say they have to come to we and explain about the canal. After that they start coming little by little, they start to come to the community. And start to talk about the canal a little. But still we didn't get a good understanding. Them come one time, two time, three time. And then...»

F: « It wasn't clear enough? »

U: « It wasn't clear understanding. Because what we were begging them for... Them promise we but without guarantee. They want to make an assemble for the consulta. And we had consulta a year or two year ago explaining we the community one time they want us to sign for canal and we didn't. What we are begging for is: What is the guarantee? How can the government assure that they are going to comply? So they want to come and have we just sign it and things follow up dead and them take the power. So we not sign when they send 2 persons from out and we tell them they need to give a guarantee. But they don't come back... they don't. So we fight against it. They say the canal is for be better. If we agree to it is for be better but we don't want to sign for something to be better and in the last it comes out worser. How they start out? They start out without the talk and they are doing worser. So we say that is not better because if them are doing worser already what is it going to be when them get the power. And the canal keep on being worse. We want better and more better. We don't want promise, promise, promise and then... Because the canal we are not against it but we want a guarantee that it is going to be better for we future. We want better we no want worser. » (Extrait tiré de l'entretien avec Ura, Afrodescendant de la communauté de Monkey Point)

Dans son discours, *Ura* nous fait part du fait que la compagnie chinoise responsable de développer le canal avait commencé à visiter les communautés sans approbation préalable de la part de celles-ci. Sans avoir en main l'information sur les détails du projet, les communautés étaient effrayées et ne sentaient pas qu'elles pouvaient communiquer leurs préoccupations. D'une part lors des premières interactions il semblait y avoir une barrière de langue entre les communautés Rama, Kriol et la firme chinoise. Puis, malgré l'information sur le canal fournie par le gouvernement territorial et régional, les communautés semblaient toujours ne pas avoir une bonne compréhension du projet et cherchaient à être accommodées et à se protéger en demandant des garanties sur les bénéfices qu'elles retireraient d'un tel projet ou sur les modalités du déplacement des communautés. *Ura* exprime que la confusion et le manque d'informations dès les débuts du projet sont des indicateurs qui laissent croire que le futur et le bien-être des communautés sont à risque.

4.1.2. Préoccupations face au projet du canal

Pour continuer, chacun des participants ont partagé avoir plusieurs préoccupations face au projet du canal et sur la consultation. Dans le tableau suivant (Tableau 6), nous présentons le nombre de participants, qui, à travers leur discours, ont indiqué avoir des inquiétudes face aux différentes problématiques soulevées.

Préoccupations des participants	Nombre de participants (%)
Consultation	93%
Délocalisation	79%
Redistribution équitable des bénéfices	71%
Éducation	71%
Perte du lien avec la culture	57%
Répercussions écologiques	50%

Tableau 6 : Synthèse des préoccupations des participants

En particulier, le représentant de la commission soulève trois préoccupations principales qui ont émergé lors de la consultation avec les communautés. D'une part, comme nous l'avons déjà mentionné dans la section précédente, les citoyens exigent une consultation bien faite selon les normes nationales et internationales. Ensuite, ils cherchent à s'assurer que ce projet serait bénéfique pour leur communauté. Et finalement, le commissaire fait le constat que les citoyens étaient craintifs face à la question de la délocalisation des communautés. Et effectivement, c'est également ce que nous avons pu constater à travers nos entretiens.

Dans ce sens, le commissaire nous explique l'idée d'atténuer les impacts en tentant d'accommoder les communautés dans un espace près de celui où ils vivaient ou pour le moins à l'intérieur de leur territoire respectif. Cela fait écho en quelque sorte à la question de la préservation de la culture de ces communautés, car le fait de pouvoir rester dans une région proche de leurs racines, c'est-à-dire, où leurs communautés ont vécu depuis des générations, est un élément crucial qui prend en considération le lien des communautés avec la terre. Le

commissaire souligne donc l'ouverture lors de la consultation à intégrer les préoccupations des citoyens dans le développement du projet :

« La plupart de la population sur le territoire Rama et Kriol avait deux préoccupations. Premièrement, ils voulaient qu'il y ait une consultation et deuxièmement que le processus de consultation soit approfondi, robuste et transparent. Alors cela a été fait. Ce fut un très bon processus de consultation, par contre le processus n'est pas encore terminé. Donc, des experts ont été conduits à chacune des communautés qui composent le territoire Rama et Kriol et ont parlé lors de réunions communautaires de la portée du canal, ce que cela implique, le territoire qui serait touché ainsi que les résultats actuels de l'étude des impacts environnementaux et nous avons promis également que nous fournirons les études finales lorsqu'elles seront prêtes, donc sous peu. L'autre chose, c'est que toutes les communautés du territoire ont exprimé le désir de voir le projet du canal se réaliser, mais elles veulent que le projet du canal génère des avantages tangibles. Entre autres, elles ont déclaré qu'elles souhaitaient protéger l'environnement et les ressources naturelles le mieux possible. L'idée du projet du canal est qu'il puisse générer un impact positif net. Tous projets, en particulier un projet de cette ampleur, ont un impact sur l'environnement, mais les bénéfices générés par le projet devraient être plus grands que les dommages engendrés. Donc s'ils doivent draguer une partie de la rivière Punta Gorda, ou une partie de la côte en face du territoire Rama et Kriol, alors en contrepartie le projet devrait comprendre un programme de reforestation ou quelque chose de similaire, et que la somme totale des bénéfices devrait être plus grande les impacts négatifs. On appelle cela un impact positif net. Finalement, une autre préoccupation des communautés c'est que certaines d'entre elles devront être déplacées. Le territoire Rama et Kriol est divisé en 9 communautés et chaque communauté a le contrôle sur son territoire. Alors, ce que les communautés disent c'est que si elles doivent être déplacées, elles souhaiteraient que ce soit à l'intérieur de leur territoire ou pour le moins dans la Région Autonome de l'Atlantique Sud, mais jamais à l'extérieur de cette région. Donc, lors des réunions que nous avons eues, nous avons parlé de leurs situations, des conditions de leur communauté et de la façon dont le projet du canal peut leur être bénéfique. »

¹³ (Traduction libre, extrait tiré de l'entrevue avec Charlie, Afrodescendant de la ville de Bluefields)

¹³ Extrait original: « La mayoría de la población en el territorio Rama y Kriol tenían 2 preocupaciones. Uno, que era que querían que se realizara el proceso de la consulta y que el proceso de la consulta fuera exhaustivo, robusto y transparente. Entonces eso se hizo. Fue un muy buen proceso de consulta, aun que el proceso no ha terminado aún. Ósea, se llevaron expertos a cada una de las comunidades que integran el territorio Rama y Kriol y se habló en asambleas comunales sobre los alcances del canal, lo que involucra el canal, el territorio que iba a ser afectado, todo eso y presentamos los avances de los estudios de impactos ambiental y nos comprometimos a que íbamos a entregarles los estudios finales cuando estén listos, entonces ya próximamente. Lo otro es que todas las comunidades del territorio expresaron que quieren el proyecto del canal, pero quieren que el proyecto del canal genere beneficios tangibles. Ellos hablaron que quieren que se protege el medio ambiente, los recursos naturales lo mejor posible. La idea del proyecto del canal es que el proyecto genere un impacto positivo neto lo llaman. Esto es que todos proyectos especialmente un proyecto de esta envergadura, va a tener un impacto sobre el medio ambiente, pero los beneficios que va a generar el proyecto van a ser más que el daño que genera. Ósea si van a tener que dragar parte del río Punta Gorda, o dragar parte de la costa frente al territorio Rama y Kriol, entonces lo que se tiene que hacer es reforestación u otra cosa y la suma total de los beneficios tiene que ser mejor que los impactos negativo. Entonces eso se llama un impacto positivo neto. Lo otro era que algunas personas van a tener que ser desplazadas. El territorio Rama y Kriol, está dividido en 9 secciones y cada comunidad ejerce dominio sobre este territorio. Pueden estar desplazadas, dicen que si se desplaza quieren que se desplacen dentro de la región o dentro de la comunidad misma si es posible pero nunca fuera de la región. Entonces,

Nous pouvons voir à travers ce discours que le commissaire sur la consultation était conscient des préoccupations des communautés et semble dire que le projet du canal tentait d'accommoder ces préoccupations soit en rassurant les communautés ou se conformant à certaines de leurs exigences. Ce qui se dégage de son discours c'est que ces réunions de consultation étaient un espace où la Commission a apporté de l'information aux communautés et où les citoyens partageaient leurs préoccupations afin d'influencer le projet. Le commissaire nous fait part des inquiétudes des communautés qui sont principalement les mêmes qui ont été relatées par tous nos participants. Cela étant dit, bien que, comme *Charlie* l'ait mentionné, la Commission sur la consultation était disposée à écouter les préoccupations des citoyens, les citoyens, eux, n'ont pas ressenti qu'ils avaient cette capacité d'entrer dans des négociations afin d'influencer le projet.

4.1.2.1 Délocalisation et bénéfices du projet pour les communautés

Dans ce sens, l'extrait suivant de *Kyle* nous parle des préoccupations des citoyens par rapport au déplacement prévu des communautés vivant sur la route tracée pour le projet. C'est une question extrêmement importante pour les communautés qui se voient menacées d'être déplacées vers un territoire qui n'a pas été préalablement déterminé. Cela représente également la possibilité de perdre le territoire auquel ils sont attachés et où leurs familles ont vécu depuis des générations. D'une part, il y a la question de la protection d'une culture distincte, entre autres celle de la communauté Rama. Cette communauté s'efforce malgré les moyens limités dont elle dispose, de préserver sa culture à travers différents programmes financés et dirigés par des ONG locales et internationales ainsi qu'avec l'appui des universités locales comme la BICU (Bluefields Indian and Caribbean University) et l'URACCAN (Universidad de las Regiones Autónomas de la Costa Caribe Nicaragüense). Comme nous l'avons vu, la communauté Rama est très fragile depuis l'époque coloniale due, entre autres, aux épidémies et aux marchands d'esclaves. La langue Rama n'est aujourd'hui parlée que par quelques membres âgés de la communauté et l'urgence de protéger cette langue et cet héritage se fait donc grandissante.

básicamente lo que están diciendo es que en las reuniones que estuvimos hablamos de las situaciones de las condiciones de su comunidad y como el proyecto del canal los puede beneficiar.» (Charlie, Afrodescendant de la ville de Bluefields)

Malgré que la communauté Rama ait accès aux produits alimentaires industriels, la pêche, la chasse et l'agriculture sont toujours pour ces communautés une grande partie de leur économie et de leur subsistance et se voient menacées par le projet du canal qui impliquerait un grand trafic maritime et possiblement le déplacement des communautés. Ainsi, le maintien de la santé de l'environnement de ces populations est primordial dans la poursuite de leur mode de vie traditionnel (Riverstone, 2008):

« When I look at this canal there is no benefit for we. No benefit for the Rama people, nor for the creole only for the Government and the Chinese. This canal is going to bring destruction we will disappear, the Rama people will disappear and the Creole people will disappear and the animal from the ocean, the animal from the land. We live off the animal from the ocean, of the fish, shrimp and from the forest all kinds of animal that we live off of. That's why we say I don't agree on the canal, and it's not really me, when I say me not agree on it, it's the whole coast no agree on it because where I go many of the people telling me there will have no benefit for we, there will be benefit for the Chinese and the Government. » (Extrait tiré de l'entretien avec Kyle, Rama de la communauté de Bangkukuk Taik)

En plus de décrire la menace potentielle du canal sur les activités économiques et de subsistances pour la communauté rama, Kyle partage également craindre qu'au bout du compte le projet soit destructeur pour la communauté qui n'en tirerait aucun bénéfice. Plus de la moitié des participants ont également mentionné que malgré les promesses faites par le gouvernement et l'agence chinoise sur la répartition des gains générés par le canal, les programmes de préservation de l'environnement et la création d'emplois, la réalité de ce projet serait beaucoup plus couteuse pour ces communautés qu'avantageuse.

4.1.2.2. Consultation

Enfin, la grande majorité des participants (86%) ont indiqué à plusieurs reprises lors des entretiens qu'ils étaient très peu satisfaits de la façon dont le projet se présentait jusqu'à ce jour. D'une part, ils insistent sur le fait qu'il n'y avait pas beaucoup d'information au sujet du projet du canal et d'autres parts, sur le fait que ladite consultation n'était en réalité qu'une séance d'information, très peu inclusive des exigences, connaissances et opinions du public. Dans l'extrait suivant, Kelly est catégorique sur le fait que le projet du canal ne peut aller de l'avant sans la participation des communautés. De plus, elle souligne le fait que l'engagement entre le

gouvernement, les communautés et la compagnie HKND étaient de niveau très différent. Lors de la création et de l’approbation du projet, plusieurs experts ont été impliqués alors que pour la consultation avec les communautés, les citoyens n’ont pas reçu le support d’experts pour investiguer leurs attentes face au projet. Très peu de citoyens au sein des communautés ont une éducation supérieure qui leur permettrait de comprendre le jargon technique des contrats de concession et requièrent donc l’aide d’experts. Puisque ces communautés vivent de ressources financières limitées, il leur est impossible de prendre en charge les coûts d’une telle médiation :

« The communication from government to the community is very poor. We have here the news from TV and newspaper and also what the government come and give us, communication about how everything that is going on. This is the problem that we have in the community. We are upset. The night that we hear about the canal we had not heard from anybody, nobody came to tell us. Concrete information we don’t have. That is what is going on. And we would like something clear. Just agreement by mouth and don’t sign a paper, no that’s not right. With papers better talk but with the mouth, breeze carry and lot of things can go wrong with breeze. We want everything to be step by step, with paper. Them fix up papers, papers and papers with the investors but when it comes to Monkey Point he does it with breeze and we don’t agree about that. We not agree with government to have any type of project in this community without including us. » (Extrait tiré de l’entretien avec Kelly, Afrodescendante de la communauté de Monkey Point)

4.1.3. Solutions

De plus, ce que nous pouvons voir c’est que tous les participants qui étaient insatisfaits du processus de consultation et du développement du projet du canal n’étaient pas complètement fermés à l’idée de construire le canal ou de projet de développement en général. Mais évidemment, ils veulent s’assurer qu’en fin de compte il en sorte gagnant et avec de meilleures conditions. Dans ce sens l’une de nos participantes déclare que la première étape afin de pouvoir aller de l’avant est d’une part réformer la loi de la concession et d’autre part entrer dans de vraies négociations avec les communautés :

« Nous sommes conscients que nous ne pouvons pas aller à l’encontre des développements. Et nous ne sommes pas contre le développement de la région, de ce territoire

*et de la communauté. La seule chose que nous disons est que « S'il va y avoir un projet de développement, cela doit être fait dans les règles légales. Cela doit être fait selon ce qui est dans les lois nationales et internationales. » Parce que nous, en tant que peuple autochtone, nous risquons de ne plus exister. Ce que nous demandons en tant que communauté est très clair et nos préoccupations plus que tout autre chose en tant que peuple indigène Rama sont notre culture, notre langue, notre tradition, les terres. Ce qui doit être fait c'est de commencer les négociations et réformer la loi. Et ainsi nous pourrions nous sentir plus en sécurité, respectée et reconnue. »*¹⁴ (Traduction libre, extrait tiré de l'entretien avec Bethany, Autochtone de la communauté de Rama Key)

Finalement, un point intéressant soulevé par l'une de nos participantes est que l'élaboration de la méthodologie de la consultation au Nicaragua devrait se faire avec la contribution des communautés autochtones et afrodescendantes. En effet, ce qu'elle propose c'est que malgré qu'il existe des normes érigées par les différents organismes nationaux et internationaux sur la façon de procéder à une consultation, l'engagement des communautés dans une étape préliminaire telle que l'élaboration du processus de consultation étape par étape serait grandement bénéfique afin d'assurer de prime à bord une consultation qui soit satisfaisante pour tous les partis et inclusive pour les communautés:

*« L'une des luttes que nous allons entreprendre maintenant, que nous allons commencer avec le mouvement autochtone au Nicaragua, est la création d'un outil de consultation pour la mise en œuvre de la Convention 169 de l'OIT et la déclaration des droits des peuples autochtones des Nations Unies. Le Nicaragua a déjà approuvé et ratifié ces deux outils. Ça a été signé, approuvé pour bien paraître à l'international, pour dire que le Nicaragua est beau, mais à partir de là, il n'y a pas eu de mesures pour mettre en œuvre ces lois. Alors maintenant, nous allons faire cette action. Nous allons commencer à rédiger un document que nous allons présenter à l'État sur lequel il puisse se baser afin de connaître la façon dont nous souhaitons que la consultation soit menée afin d'obtenir le consentement. »*¹⁵ (Traduction libre, extrait tiré de l'entretien avec Maria, Autochtone de la communauté de La Laguna, à Matagalpa)

¹⁴ Extrait original: « Estamos consciente de que no podemos ir en contra del desarrollo. Y no estamos en contra del desarrollo de la región, de este territorio y de la comunidad. Lo único que nosotros decimos es bueno «Se va a hacer algún proyecto de desarrollo, hay que hacerlo dentro de los lineamientos legales. Hay que hacerlo de acuerdo a lo que está en la leyes nacionales y en las leyes internacionales.» Porque nosotros como pueblo indígena Rama estamos en riesgo de no existir más. Es que está muy claro lo que nosotros pedimos como Ramas y exigimos y cuáles son nuestras preocupaciones más que todo como pueblo indígena Rama, nuestra cultura, nuestra lengua, nuestra tradición, las tierras. Tiene que iniciar las negociaciones, reformar la ley. Y así nosotros podemos sentirnos garantizado, respetado, reconocido.» (Extrait tiré de l'entretien avec Bethany, Autochtone de la communauté de Rama Key)

¹⁵ Extrait original: «Una de las luchas que vamos a llevar ahorita, que vamos a empezar juntos con el movimiento indígena de Nicaragua es la creación una herramienta de consulta para la implementación del convenio 169 de la OIT y también la

Ainsi, deux de nos participants en collaboration avec d'autres membres de communautés autochtones du Nicaragua travaillaient, au moment de nos entrevues, sur la création d'un outil de consultation en accord avec leur propre vision. L'idée d'un outil de consultation qui serait développé par les communautés autochtones même, ou avec leur collaboration, est en effet une stratégie qui pourrait renforcer la mise en œuvre du processus de consultation.

4.2. Discussion

Au vu des résultats obtenus et présentés dans la section précédente, dans cette dernière partie nous tenterons d'analyser la façon dont l'expérience de consultation des communautés autochtones et afrodescendantes s'inscrit dans des problématiques plus larges soit celles du postcolonialisme et de la quête de l'autodétermination.

4.2.1. Participation

La consultation sur le projet du canal s'inscrit dans un contexte politique particulier au Nicaragua. Le trafic maritime étant de plus en plus chargé et la taille des bateaux plus grande, le canal du Panama est devenu insuffisant pour répondre aux besoins du marché. Les experts sont donc à la recherche d'alternatives pouvant faciliter l'accès entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique. C'est ainsi que l'entreprise chinoise HKND en est venue à monter le projet du canal du Nicaragua. Ce projet apporterait au pays de l'emploi pour les citoyens, un renforcement économique à long terme et également la possibilité de voir l'industrie du tourisme s'agrandir. Cependant, le Nicaragua s'est également donné des exigences importantes en ce qui concerne les communautés autochtones et afrodescendantes qui vivent sur une grande partie de la route

declaración de los derechos de los pueblos indígenas de las Naciones Unidas. Ambas herramientas que Nicaragua ya ha aprobado y ratificado. Lo firmo, lo aprobó para hacer lo bien internacional, para que digan Nicaragua es bonita, esta buena, pero de allí por allá no ha hecho ningún acción para implementarla. Entonces ahorita vamos a hacer esta acción. Vamos a empezar a redactar un documento rector que lo vamos a presentar al estado para que el estado tenga como una base de cómo queremos nosotros que se haga la consulta para obtener el consentimiento.» (Extrait tiré de l'entretien avec Maria, Autochtone de la communauté de La Laguna, à Matagalpa)

tracée pour le canal. Étant signataire de la convention 169 de l'OIT, le Nicaragua se doit de remplir son engagement devant les communautés autochtones et tribales. « La consultation des peuples autochtones apparaît ainsi comme une obligation générale en vertu de la convention, dès lors qu'il est question de mesures législatives ou administratives affectant directement ces peuples. » (Organisation Internationale du Travail, 2013, p.14). Ainsi, devant un tel projet qui affecte directement les communautés autochtones et afrodescendantes, le gouvernement se doit d'obtenir le consentement libre préalable et éclairé des communautés.

À travers cette recherche, nous constatons un écart important entre principe et pratique. Les discours des participants ainsi que ceux des dirigeants du gouvernement territorial Rama-Kriol (GTRK) sont unanimes sur le fait que la consultation à laquelle ils ont participé n'était pas exhaustive (Gobierno Territorial Rama y Kriol, 2016). En effet, plusieurs participants considéraient ne pas être en possession de toute l'information pertinente et nécessaire pour donner leur approbation face au projet, d'où la résistance de ces derniers. De plus, nous pouvons constater à travers nos entretiens et également dans un communiqué public transmis après ledit processus de consultation par le gouvernement territorial Rama-Kriol, que ces derniers refusent toujours de consentir au projet malgré la pression exercée par le gouvernement central afin d'obtenir leur aval (Gobierno Territorial Rama y Kriol, 2016). Les allégations faites par les dirigeants du gouvernement territorial Rama-Kriol (représentants politiques des communautés de la RAAS) dans ce communiqué concernent entre autres le fait qu'ils refusent de donner leur consentement libre, préalable et éclairé puisqu'ils considèrent qu'encore à ce jour, ils ne sont pas en possession de l'information complète sur le projet et qu'ils sont sans l'aide d'expert qui puissent leur expliquer concrètement l'ampleur du projet du canal et de ses effets pour les communautés (Gobierno Territorial Rama y Kriol, 2016). Selon le gouvernement territorial Rama-Kriol, la commission sur le canal minimise constamment leur désir d'obtenir les détails sur l'étude de faisabilité et leurs requêtes sur l'accès à un expert légal afin de bien comprendre l'envergure du projet et d'être représenté efficacement.

Les entretiens avec les membres des communautés révèlent des lacunes importantes quant au réel pouvoir d'influence des participants dans ce processus. D'après les entretiens recueillis, plusieurs participants ont exprimé que le gouvernement n'était pas à l'écoute des

communautés. La façon dont la consultation fut menée lors de ce projet était très peu satisfaisante pour les citoyens car le processus ressemblait plus à une séance d'information et ne permettait pas un dialogue horizontal entre les différents partis ni le partage des connaissances et des considérations sur les différents thèmes touchant au projet.

En se basant sur l'échelle Arnstein (1969), on peut voir que les niveaux de participation qui correspondent aux recommandations de l'OIT et ressentie par les participants sont proche. Pour les participants, une consultation bien faite serait plus inclusive des craintes et des besoins de leurs communautés, par exemple la peur de devoir perdre leur maison et être déplacé ou encore le désir d'accès à une meilleure éducation. Ce que cherchent les participants, est un contrat clair qui stipule les engagements du gouvernement et de la compagnie de développement envers les communautés des régions affectées par le projet. Mais pour le moment, la consultation n'a pas su démontrer comment elle prendrait en considération les inquiétudes des communautés à travers un tel contrat.

Ainsi, nous remarquons que la différence entre les niveaux de participation ressenti et exigé est le degré de pouvoir et d'influence des participants dans les processus de décision menant aux résultats finaux du projet. Comme nous l'avons vu, au niveaux *Information* et *Consultation* de l'échelle d'Arnstein (1969) les préoccupations des participants ne sont pas réellement intégrées au projet alors qu'au niveau supérieur de *Conciliation* et d'*Association* (toujours selon l'échelle d'Arnstein (1969)), les citoyens commencent à avoir de l'influence à travers des partenariats entre l'entreprise de développement et les communautés et où les décisions sont prises de façon conjointes.

Ainsi, malgré les efforts des dirigeants du projet qui cherchaient à créer une plateforme à travers la consultation afin d'inclure les citoyens et plus particulièrement les communautés autochtones et afrodescendantes, selon les participants, cette consultation n'a pas atteint un niveau où les communautés pouvaient réellement être incluses dans les décisions critiques face au projet et aux futures de leurs communautés. Ce qui semblait manquer dans le projet du canal et lors de la consultation sont les détails du processus de mise en commun des préoccupations des communautés avec les objectifs du projet. En effet, bien que les communautés ont partagé

leurs désirs et préoccupations avec la Commission sur la consultation, ils ne voient pas concrètement comment ceux-ci ont été inclus dans le projet afin d'accommoder leurs demandes. En somme, la problématique semble résider dans la mise en œuvre d'un processus où les communautés se sentent davantage incluses, respectées et où elles ont le sentiment d'avoir une réelle influence sur le projet et leur futur.

En somme, nous voyons que les communautés avaient très peu de moyens de réellement influencer le projet. En effet, au moment de cette étude, la consultation n'avait eu lieu qu'une seule fois. De plus, elles ne se sont pas vues offrir le soutien d'experts afin de bien être représentées ni n'avaient les moyens de s'offrir de tels services. Mais cette réalité n'est pas nouvelle puisque les participants ont partagé qu'au quotidien, aux yeux des programmes gouvernementaux, leur communauté restent souvent oublié et voient très peu de ressources leur être redistribuées et très peu d'aide en ce qui concerne le développement de meilleurs systèmes d'éducation de santé et de logement. Ainsi, nous pouvons constater que la compagnie HKND n'a évidemment pas investi suffisamment de ressources et de temps pour effectuer une consultation exhaustive qui réponde aux besoins des communautés. Comme nous l'avons indiqué, les participants ressentent que les intérêts de leurs communautés, de façon générale, ne sont pas une priorité pour le gouvernement central. Dans ce sens, comme l'explique Nadasdy (2005), bien que le concept de participation, en général, ait été créé afin de redonner du pouvoir aux communautés, il reste que le contrôle sur les outils et les moyens de consultation sont toujours entre les mains des dirigeants, et cela reproduit donc le déséquilibre de pouvoir entre les citoyens et les dirigeants. Ainsi, Nadasdy (2005) argumente que le concept de participation, en soi, reste très occidento-centric puisque le développement même de l'outil de consultation n'est pas inclusif des communautés et ne permet donc pas une redistribution efficace du pouvoir.

4.2.2. Postcolonialisme

Malgré les lois qui existent protégeant les communautés autochtones, leur territoire et leur culture, on peut voir la réticence de ces communautés à s'engager dans un tel projet sans assurances de bénéfices. En effet, les participants craignent devoir tout perdre en acceptant le projet du canal et de ne rien recevoir en retour. Pire encore, ils craignent que les changements qu'apporterait le canal puissent amener leurs communautés à disparaître. Le discours que

plusieurs des participants ont tenu fais écho avec l'idée exposée par Hiddleston (2014) sur l'époque coloniale où les élites occidentales se sont, pendant des décennies, enrichies en exploitant les ressources naturelles du tiers monde au détriment des communautés qui y vivaient et cela pourrait être vu comme un pattern de reproduction des modèles de développements coloniaux. Évidemment, comme tous peuples colonisés, les Ramas et Kriols vivent avec une mémoire collective empreinte des mauvais traitements subis par leurs communautés depuis des siècles et qui persistent à travers des exemples tels que celui du canal qui menace ces populations d'être évincées de leur territoire et faire face encore une fois à la possibilité de la perte du lien avec leur culture et l'extinction de leurs communautés. Dans ce sens, Hiddleston (2014) comme plusieurs autres penseurs du courant postcolonial suggèrent que malgré la décolonisation, c'est-à-dire que les pays développés ne sont plus présents physiquement dans les pays autrefois colonisés, il n'en reste pas moins qu'ils exercent toujours un certain contrôle économique et politique entre autres à travers la globalisation pour ne donner qu'un exemple. Comme le mentionne également Alfred et Corntassel (2005), « we live in an era of postmodern imperialism and manipulations by shape-shifting colonial powers; the instruments of domination are evolving and inventing new methods to erase Indigenous histories [...] » (Alfred et Corntassel, 2005, p.599). Les idéologies qui fondent nos institutions occidentales, notre éducation, notre science, etc. dépeignent toujours celle du colonialisme (Smith, 1999). Ainsi, sous différentes formes nous voyons, à travers les discours des participants, qu'il est possible de trouver des patterns d'une attitude encrée dans la pensée coloniale de la part du gouvernement et de l'entreprise HKND, responsable du projet. Nous pouvons voir se répéter le déséquilibre de pouvoir entre autre par le manque d'opportunités offertes aux communautés pour participer à un développement qui serait inclusif de leurs visions et de leurs besoins et la répétition d'une longue histoire de prise en charge des peuples autochtones.

Dans un autre ordre d'idée, au moment de cette recherche, les participants déclaraient qu'ils n'avaient toujours pas été consultés afin de partager leurs connaissances traditionnelles du milieu dans lequel ils vivent dans le but de contribuer au projet. Les communautés locales possèdent une vaste connaissance du territoire qu'ils occupent et ces connaissances sont décrites

par le «place-based-knowledge»¹⁶. Les citoyens de Monkey Point et de Bangkok Taik sont des experts dans la région où ils vivent et ils connaissent de façon intime les forêts et les eaux qui entourent leurs communautés, l'influence des différentes saisons sur leurs environnements, la faune, la flore, etc. Les savoirs de ces communautés sont une source importante d'informations qui n'ont pas été intégrées dans le développement du projet du canal. Le fait de ne pas voir les connaissances des communautés faire partie du projet parle de cette altérité décrite par Smith (1999). En effet, depuis l'époque coloniale où l'occident a peu à peu développé sa méthodologie, sa rigueur et son expertise, la science occidentale s'est éventuellement imposée comme vérité universelle rejetant les autres formes de connaissances (Smith, 1999). Ce projet fut guidé entièrement par les résultats de recherches obtenues par différents experts dans des domaines particuliers tels que l'étude de faisabilité produite par l'ERM. On voit donc que la science occidentale est prédominante et que les connaissances traditionnelles restent en marge. Dans ce sens, le courant postcolonial préconise l'idée qu'afin de remédier à l'influence du colonialisme dans notre société moderne, la mise en commun des connaissances et un dialogue horizontal sont primordiaux dans la lutte contre les inégalités et la reproduction des idéologies du colonialisme (Schlosberg, 2004, Briggs et Sharp, 2004)

4.2.3. *Autodétermination*

Cette recherche a également permis de découvrir que face à de telles situations, les communautés ne se restreignent pas à cette réalité qu'est le manque de reconnaissance de la part de leur gouvernement. Les membres des communautés autochtones et afrodescendantes cherchent toujours un moyen de faire progresser leur lutte que ce soit grâce à leurs propres moyens ou avec l'appui de différents agents tels que les organismes non gouvernementaux ou les institutions académiques. Dans l'exemple de l'opposition face au projet du canal, les communautés ont eu recours à l'aide d'experts volontaires en matières environnementale et

¹⁶ Emelianoff, Cyria, « Connaître ou reconnaître les inégalités environnementales? », *ESO, travaux et documents*, vol. 25, 2006, p. 35-43.

légale afin de remédier au fait qu'il n'avait pas reçu ce soutien de la part du projet lors de la consultation. Malgré les instruments légaux internationaux et nationaux, ces communautés luttent constamment pour faire reconnaître leurs droits, et ce particulièrement lors de projets de développement qui contemplent leur territoire. Loin d'être chose acquise, le désir d'autodétermination de ces communautés se manifeste donc sous forme de lutte et d'engagement politique constant afin de protéger leur intégrité environnementale et culturelle. En se basant sur la critique d'Alfred et Cornassel (2005) qui considèrent que dans la pratique le concept d'autodétermination est souvent trop centré sur la facette légale des choses et vient fragmenter les composantes politiques, économiques et culturelles, on peut comprendre pourquoi la vision de l'État ait pu être différentes de celle des communautés sur ce sujet. En effet, bien que le projet du canal ait mené une consultation auprès des communautés autochtones et afrodescendantes afin de respecter les devoirs qu'ils avaient envers ces communautés, cette consultation n'a pas su démontrer une compréhension globale et multifacettes de la réalité autochtone et intégrer leurs préoccupations face à la délocalisation et la protection de leur culture et de l'environnement duquel ils subsistent. En effet, Alfred et Cornassel (2005) considère que les thématiques des conversations entourant l'autodétermination sont trop souvent guidées par l'État qui sépare concisément les différentes sphères de vies des communautés autochtones et orientent ainsi les discussions dans des termes qui s'éloignent de la réalité de ces communautés

On pourrait argumenter que les défis rencontrés lors de ce processus de participation n'ont pas su contribuer à la poursuite de l'autodétermination pour ces communautés. Par contre, ces défis peuvent être vues également comme un véhicule qui poussent les communautés à chercher de nouvelles avenues et qui incitent un dialogue constant par rapport la réalisation de l'autodétermination. Comme nous l'avons présenté dans nos résultats, l'insatisfaction des communautés face au processus de consultation qui a eu lieu en juillet et août 2015 les a conduits à créer un comité sur la consultation afin de développer un modèle de participation qui correspondrait davantage à leur réalité et à leur vision face à l'intégration de leurs attentes dans les projets de développement concernant leurs territoires. La culture occidentale enracinée dans les modèles de gestion et de développement au niveau international est une réalité qui se manifeste de façon flagrante lors de tentatives de dialogue entre les dirigeants de projet et les communautés affectées. C'est pourquoi il est nécessaire de faire ce travail décolonisation des

savoirs tel que le propose Smith (1999) et de donner davantage d'espace et de crédibilité aux connaissances autochtones afin qu'il puisse y avoir un réel équilibre de pouvoir en ce qui a trait à la production de connaissance. Smith (1999) soutient que c'est à travers la reconnaissance des effets débilissants de la science occidentale sur ces communautés et une connaissance produite par ces communautés sur elles-mêmes qu'elles pourront éventuellement s'émanciper.

4.2.4. Futur des communautés de la côte caraïbe

Enfin, ce qui ressort également de cette recherche est l'importance de l'accès à l'information et à l'éducation. Comme nous l'avons vu dans les extraits tirés des entretiens avec nos participants, il est primordial pour la survie de leur culture d'instruire autant les membres de leurs communautés que le reste du monde sur leur histoire, leurs coutumes, leurs langues et leurs traditions. Cette initiation à l'histoire des communautés autochtones et afrodescendantes du pays permettrait aux autres de mieux comprendre et respecter ces communautés et ainsi inspirer fierté pour ces gens. De plus, les participants suggèrent qu'en informant et en éduquant la nation et les communautés sur les droits de ces derniers cela renforcerait la lutte pour l'autodétermination. Dans ce sens, ces communautés bénéficieraient énormément d'être mis à jour constamment quant à la progression des outils légaux au niveau national et international. Ainsi, il semble crucial de mettre en œuvre des mécanismes qui permettraient d'informer ces communautés sur les outils et les programmes qui leur sont accessibles.

Puis finalement, les participants considèrent que le futur de leurs communautés réside dans l'accès à une éducation supérieure et adaptée à l'histoire, la langue et la culture de leur communauté. L'accès à une éducation supérieure offrirait également la possibilité aux communautés d'avoir accès à des professionnels tel que des ingénieurs, des médecins, des enseignants, des infirmières qui seraient eux-mêmes membres de la communauté. L'éducation supérieure offrirait donc la possibilité d'avoir des professionnels au sein même de ces communautés et ces mêmes professionnels pourraient du même coup s'engager plus facilement dans un dialogue avec d'autres experts lorsque vient par exemple le moment de parler de développement du territoire. Ainsi, pour toutes ces raisons, l'accès à une meilleure éducation semble être primordial pour la sauvegarde des communautés autochtones et afrodescendantes.

Les autorités nationales n'offrant que très peu d'appui aux revendications de ces communautés, ils se doivent donc d'être instruits et préparés afin d'atteindre leurs propres objectifs.

Pour terminer, il semblerait bien que le processus de consultation en tant qu'outil pour le développement de l'autodétermination des communautés autochtones en soit un qui nécessite encore beaucoup de travail quant à la spécification des paramètres de ce processus. En effet, il semble que tant que les communautés n'auront pas plus de pouvoir décisionnel sur les projets qui affectent leur futur, et que nous n'aurons pas un guide plus détaillé sur la consultation préparé conjointement avec les communautés prenant part à ce processus, la mise en œuvre d'une consultation bien exécutée sera toujours un défi.

Conclusion

Ce projet de mémoire se veut donc une étude de cas du processus de consultation menée auprès des communautés autochtones et afrodescendantes lors du projet de construction du canal interocéanique au Nicaragua. Ce qui nous intéressait particulièrement était de savoir comment les dynamiques socio-politiques et les rapports de force entre le gouvernement, la compagnie de développement HKND et les communautés autochtones et afrodescendantes ont influencé la mise en œuvre du processus de consultation lors du projet du canal.

En juin 2013, l'assemblée nationale du Nicaragua approuvait le projet du canal avec 61 votes pour et 28 contre. Puis, en juillet 2015, la compagnie HKND, compagnie d'origine chinoise responsable du projet, amorçait des séances de consultation avec la population nicaraguayenne et plus particulièrement avec les communautés autochtones et afrodescendantes, vivant sur la côte caraïbe sud du pays, au sujet du projet en question.

L'idée de la construction d'un canal traversant le Nicaragua ne date pas d'aujourd'hui. En effet, dans la littérature on peut retracer des mentions de cette grandiose idée depuis la découverte de l'Amérique par les Européens au 16^e siècle. L'intérêt pour cette route réside entre autres dans le fait qu'il est déjà possible de traverser tout le pays d'est en ouest en naviguant sur la rivière San Juan et sur le lac Cocibolca. Ainsi, depuis des années, les investisseurs approchent le Nicaragua pour réaliser le projet du canal, mais sans jamais le mener à terme.

L'une des polémiques sur ce projet est qu'il devra mobiliser les terres occupées par certaines communautés autochtones et afrodescendantes. Ces terres sont aujourd'hui protégées par deux lois nationales, les lois 28 et 445, qui considèrent qu'elles font partie du patrimoine de ces communautés. De plus, ces lois stipulent qu'advenant qu'ils y aient des intérêts de

développement pour la nation sur des territoires reconnus comme appartenant aux communautés autochtones et afrodescendantes, le consentement libre, préalable et éclairé de ces communautés devrait être obtenu en aval de ce projet.

Ainsi, la présente recherche s'est intéressée à analyser ce processus de consultation. Afin de comprendre notre sujet, des entretiens semi-dirigés ont été menés entre juillet et août 2015 avec des membres des communautés autochtones et afrodescendantes, principalement Rama et Créole. D'après les discours des participants, nous avons pu faire quelques constats. D'abord, le fait que le processus de consultation était insuffisant et qu'il n'a pas su inclure les désirs et besoins des communautés autochtones et afrodescendantes afin d'être en accord avec les obligations du gouvernement d'obtenir un consentement libre, préalable et éclairé dans le cas de projets affectant directement ces communautés. Ensuite, les participants ont partagé craindre que le projet ne soit destructif pour leur communauté et leur culture et qu'ils n'en retireraient probablement aucun bénéfice. De plus, nous voyons à travers ces discours que la compagnie de développement HKND n'a pas démontré d'intérêt pour les connaissances traditionnelles des communautés qui jouent un rôle important dans leur cheminement vers l'autodétermination. Finalement, les participants ont souligné l'importance d'inclure les communautés dans l'élaboration même du processus de consultation afin de permettre que, de prime à bord, le processus soit plus efficace et représentatif de la vision autochtone et afrodescendante.

À travers une analyse postcoloniale du présent cas d'étude, nous avons pu constater que le processus de consultation, tel qu'il fut mené au Nicaragua, n'a pas su offrir l'opportunité aux communautés autochtones et afrodescendantes de participer au développement du projet du canal dans un but d'émancipation et de cheminement vers l'autodétermination. Selon les participants, la consultation aurait dû débiter bien avant l'approbation de la concession du canal. De plus, ils soulignent que tout au long des discussions entourant le projet du canal et durant la consultation, ils n'avaient que très peu d'accès à l'information concernant les détails du projet, entre autre en ce qui concerne le déplacement des communautés. Les participants ont également partagé ne pas avoir ressentis d'ouverture afin de pouvoir influencer le projet, ni d'intérêt quant

aux connaissances particulières des communautés sur leur territoire. Ainsi, un enjeu important réside dans le fait que le processus de consultation publique est un outil développé et mis en place par des experts non autochtones générant de prime à bord des lacunes considérables dans l'intégration de la vision autochtone au sein du projet du canal et empêchant une relation horizontale entre les différents partis. Enfin, les participants considèrent que l'éducation est un élément clé dans le développement des communautés autochtones et afrodescendantes de la côte caraïbe du Nicaragua.

Finalement, il serait intéressant de continuer à se pencher sur la question de l'influence du colonialisme sur les dynamiques entre les groupes d'acteurs lors de projet de développement en territoires autochtones. Dans le futur, une étude de cas *post-hoc* sur un processus de consultation où les membres d'une certaine communauté se seraient sentis plus impliqués dans un projet de développement serait intéressante. On pourrait croire qu'une telle étude apporterait plus de pistes quant à la façon dont les différents groupes travaillent ensemble afin réduire les effets d'oppression vécues par les communautés autochtones depuis l'époque coloniale.

Annexe 1 : Guide d'entretien

Nom :

Âge :

Sexe :

Origine/communauté d'appartenance :

Rôle :

Lieu de résidence :

1- Histoire personnelle

i) Professionnels :

- a) Racontez-moi votre histoire.
- b) Depuis combien de temps travaillez-vous pour cet organisme?
- c) Quel est votre rôle?
- d) En quoi cela contribue-t-il à la lutte pour les droits des communautés autochtones?

ii) Autochtones/Afrodescendants :

- a) Racontez-moi votre histoire.
- b) Depuis combien de temps vivez-vous dans cette communauté?
- c) Quel est votre rôle au sein de votre communauté?
- d) Qui sont les personnes qui vivent dans cette communauté?
- e) Racontez-moi un peu votre quotidien.

2- Le canal.

- a) Parlez-moi du canal interocéanique. Qu'est-ce que vous savez à propos de ce canal?
- b) Qu'est-ce que ce canal représente pour vous?
- c) Qu'est-ce que ce canal représente pour votre communauté?
- d) Qu'est-ce que ce canal représente pour les communautés autochtones?
- e) Quelles sont les opportunités et les défis qu'apporte l'annonce de ce projet?
- f) Comment êtes-vous engagé dans ce projet?

3- Consultation

- a) Parlez-moi du processus de consultation.
- b) Qui a fait partie du processus de consultation?
- c) Où a eu lieu la consultation?
- d) Comment cela s'est-il déroulé?
- e) Croyez-vous que le gouvernement comprend bien vos besoins et votre opinion? Expliquez.
- f) Racontez-moi comment ça se passe lorsque des droits ou des territoires autochtones sont menacés.
- g) Quels sont les outils/ressources dont vous disposez?

- h) Quel est le rôle de la communauté internationale?
- i) Quel est le rôle des ONGs?

4- Relations intercommunautaires

- a) Comment voyez-vous les autres communautés de votre entourage (allochtones, afrodescendants, autochtones)?
- b) Comment sont les relations avec ces autres communautés?
- c) Quel rôle jouent-ils dans la lutte pour les droits autochtones?
- d) Avez-vous des liens avec d'autres communautés autochtones au niveau international?
- e) Quelle est la nature de ces liens?

5- L'avenir

- a) Comment voyez-vous l'avenir de votre communauté? Pour les générations futures?
- b) Voyez-vous un engagement des jeunes générations dans la préservation de votre culture et de votre communauté?
- c) Quels sont vos rêves/espoirs pour votre communauté?

Annexe 2 : Formulaire de consentement et d'information en espagnol

FORMULARIO DE CONSENTIMIENTO Y INFORMACIÓN

«Proceso de consulta en el proyecto de construcción del gran canal de Nicaragua. Estudio de casos de las comunidades indígenas de la RAAS, Nicaragua. »

Investigadora Principal: Fatine Othmane, estudiante en maestría, Departamento de Sociología, Universidad de Montreal

Directora de Investigación: Sara Teitelbaum , Profesora Asociada , Departamento de Sociología, Universidad de Montreal

Ésta es su invitación para participar en un proyecto de investigación. Antes de aceptar, por favor tómese el tiempo para leer este documento que describe las condiciones de participación en el proyecto. No dude en formular cualquier pregunta que usted considere útil a la persona que presenta el documento.

A) INFORMACIONES A LOS PARTICIPANTES

1. Objetivos del estudio

Este estudio tiene como objetivo examinar los desafíos y las oportunidades relacionadas con la negociación de los intereses de las comunidades indígenas de Nicaragua para la autonomía y el reconocimiento. Entonces, Tratamos de recoger opiniones de la comunidad sobre estos temas.

2. Participación en la investigación

Se llevarán a cabo las entrevistas , según mutuo acuerdo entre el investigador y el participante , en un lugar de su conveniencia. Se les pedirá algunas preguntas de su opinión sobre el proceso de reconocimiento y autonomía de las comunidades indígenas de Nicaragua. En concreto, estamos interesados en las estrategias y herramientas disponibles y utilizados por ellos para hacer valer sus intereses frente a las instituciones gubernamentales, nacionales o internacionales.

Las entrevistas tendrán una duración aproximada de una hora.

3. Beneficios y Riesgos

No hemos identificado ningún riesgo para los participantes. Aunque no hay un beneficio directo por participar en este estudio (por ejemplo, no se ofrece ninguna compensación), usted ayudará a generar nuevos conocimientos sobre el reconocimiento de los pueblos indígenas.

4. Confidencialidad

La información personal que proporcione será confidencial. Ninguna información que permita identificarle de una manera o otra será publicada. Además, se le asignará un código cada participante de la investigación y sólo el investigador sabrá su identidad. Los datos serán guardados en un lugar seguro. Las grabaciones serán transcritas y serán destruidos, y cualquier información personal, siete años después del final del proyecto. Sólo los datos que no le identifiquen serán mantenidos después de este período.

5. Derecho de Revocación

Su participación en este proyecto es completamente voluntaria y siempre puede retirarse con una notificación verbal y sin tener que justificar su decisión, sin consecuencias para usted. Si decide retirarse de la investigación, por favor póngase en contacto con el investigador al número de teléfono indicado abajo.

En su solicitud, toda la información acerca de usted también puede ser destruida. Sin embargo, tras el estallido del proceso de publicación, es imposible de destruir los análisis y resultados en sus datos.

B) CONSENTIMIENTO

Declaración del participante

- Entiendo que puedo tomar mi tiempo para pensar antes de dar mi consentimiento o no a participar en la investigación.
- Puedo hacer preguntas al equipo de investigación y exigir respuestas satisfactorias.
- Entiendo que al participar en este proyecto de investigación, no renuncio a ninguno de mis derechos y que los investigadores no pueden liberarse de sus responsabilidades.
- He leído este formulario de información y consentimiento y acuerdo en participar en el proyecto de investigación.

Firma del Participante: _____ Fecha: _____

Nombre y Apellido: _____

Compromiso del investigador

Explique al participante las condiciones de participación en el proyecto de investigación. Respondí a lo mejor de mi conocimiento a las preguntas y me aseguré de la comprensión del participante. Estoy de acuerdo con el equipo de investigación de respetar lo acordado a este formulario de información y consentimiento.

Firma del investigador : _____ Fecha: _____
(o su representante)

Nombre y Apellido: _____

Si tienes preguntas sobre el estudio o para retirarse de la investigación, por favor póngase en contacto con Fatine Othmane número de teléfono o por correo electrónico a.

Para cualquier inquietud acerca de sus derechos o responsabilidades de los investigadores con respecto a su participación en este proyecto, puede ponerse en contacto con el Comité de Ética de Investigación de las Artes y las Ciencias por correo electrónico a o por teléfono. Visitar las <http://recherche.umontreal.ca/participants> sitio web.

Cualquier queja relacionada con su participación en esta investigación puede dirigirse al Defensor del Pueblo de la Universidad de Montreal (el Defensor del Pueblo acepta las llamadas por cobrar).

Agradecimiento

Su cooperación es esencial para el logro de nuestro estudio y avance del conocimiento. Este proyecto es posible únicamente con su participación y nos gustaría agradecerle sinceramente.

Fatine Othmane

Annexe 3 : Lettre de présentation du projet de recherche



Facultad de Artes y Ciencias
Departamento de Sociología

Proceso de consulta, Proyecto de construcción del gran canal de Nicaragua. Estudio de casos de las comunidades indígenas del RAAS, Nicaragua.

Se trata de una investigación llevado a cabo por Fatine Othmane, estudiante en el Departamento de Sociología de la Universidad de Montreal, Canadá. Esta investigación es parte de un proyecto de tesis realizado con el fin de comprender mejor los problemas que enfrentan las comunidades indígenas de Nicaragua.

Este estudio tiene como objetivo examinar los desafíos y las oportunidades relacionadas con la negociación de los intereses de las comunidades indígenas de Nicaragua para la autonomía y el reconocimiento. Queremos hacer entrevistas con los actores locales sobre cuestiones relacionadas con el tema. En total, se espera entrevistar a unas 15 personas en la región. El material de investigación recogido en la Región Autónoma del Sur de Nicaragua se utilizará para examinar las características sobre las herramientas disponibles y utilizados por las comunidades para hacer valer sus intereses frente al proyecto de construcción del gran canal de Nicaragua.

Cada entrevista durará aproximadamente 1 hora. Las preguntas se centrarán en la historia de su área, sus actividades, las diferentes herramientas disponibles con el fin de mejorar las comunidades indígenas de la región, los desafíos y oportunidades asociados con estas herramientas, sus pensamientos sobre el futuro de la región.

Gracias por su cooperación.
Saludos,

Fatine Othmane
Universidad de Montreal
Contactos:

Bibliographie

- Academia de Ciencias de Nicaragua, *El canal interoceánico por Nicaragua: aportes al debate*, Vol. 1a, Nicaragua: Academia de Ciencias de Nicaragua, ciencia, técnica y sociedad, 2014.
- Acosta, María Luisa, « El Impacto de la Ley del Gran Canal Interoceánico de Nicaragua sobre los Pueblos Indígenas y Afrodescendientes de Nicaragua », *Cuaderno Jurídico y Político*, vol. 1, no°2, 2016, p. 21-31.
- Aguilar, Alejandro, « Aspectos jurídico-contractuales de la concesión canalera », *El canal interoceánico por Nicaragua. Aportes al debate*, 2014, p. 101-16.
- Alfaro, Elmer, « Autonomy of the Atlantic coast of Nicaragua: A review of power and resource sharing among minority groups », M.A., Ann Arbor, California State University, Dominguez Hills, 2007, 60 p.
- Alfred, Taiaiake et Jeff Corntassel, « Being Indigenous: Resurgences against contemporary colonialism », *Government and Opposition*, vol. 40, no°4, 2005, p. 597-614.
- Anaya, James, « Indigenous peoples' participatory rights in relation to decisions about natural resource extraction: the more fundamental issue of what rights indigenous peoples have in lands and resources », *Ariz. J. Int'l & Comp. L.*, vol. 22, 2005, p. 7.
- André, Pierre, « Citizen Participation. » En ligne.
http://www.dictionnaire.enap.ca/dictionnaire/docs/definitions/definitions_anglais/citizen_p_articipation.pdf consulté le 07-22-2018.
- Angers, Maurice, « Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines (4e éd.) », *Montréal, CEC*, 2005.
- Arnstein, Sherry R., « A Ladder Of Citizen Participation », *Journal of the American Institute of Planners*, vol. 35, no°4, 1969, p. 216-24.
- Asamblea Nacional, República de Nicaragua, « ESTATUTO DE LA AUTONOMÍA DE LAS REGIONES DE LA COSTA ATLÁNTICA DE NICARAGUA Ley No. 28 » *La Gaceta*. . En ligne.
<https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/92443/107674/F-2035715591/NIC92443.pdf> consulté le 21 mars 2016.
- , « Ley Especial para el Desarrollo de Infraestructura y Transporte Nicaragüense Atingente a El Canal, Zona de Libre Comercio e Infraestructuras Asociadas. Ley No. 840. » *La Gaceta*. En ligne.
[http://legislacion.asamblea.gob.ni/SILEG/Gacetan.f5ee6480fc3d3d90062576e300504635/f1ecd8f640b8e6ce06257b8f005bae22/\\$FILE/Ley%20No.%20840.pdf](http://legislacion.asamblea.gob.ni/SILEG/Gacetan.f5ee6480fc3d3d90062576e300504635/f1ecd8f640b8e6ce06257b8f005bae22/$FILE/Ley%20No.%20840.pdf) consulté le 21 mars 2016.
- , « Ley No. 445, LEY DEL REGIMEN DE PROPIEDAD COMUNAL DE LOS PUEBLOS INDIGENAS Y COMUNIDADES ETNICAS DE LAS REGIONES AUTONOMAS DE LA COSTA ATLÁNTICA DE NICARAGUA Y DE LOS RIOS BOCAY, COCO, INDIO Y MAIZ. » *La Gaceta*. En ligne.
https://www.google.com.pr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwiRsd2r3tLLAhUD2R4KHchqAKMQFggBMAA&url=http%3A%2F%2Fwww.poderjudicial.gob.ni%2Fpjupload%2Fcostacaribe%2Fpdf%2FLey_445.pdf&usq=AFQjCNGlrNO-6nQ7zAu4LgQfO4bkZFRI4w&sig2=JINKGSEixC_mrdinWCpcw consulté le 21 mars 2016.
- Auchter, Craig, « Safeguarding the Rama Territory: Towards Autonomous Development through Multiethnic Collaboration », pp. dans Svein Jentoft Miguel Gonzalez, Arja Koskinen, Diala López (dir.), *El Pueblo Rama: Luchando por Tierra y Cultura/The Rama People: Struggling for Land and Culture*, Managua, Nicaragua:
- URACCAN, 2006, 219-48 p.

- Barillas, Milagros Ortiz, « Ethnohistoire et identité: les Miskitos du Nicaragua », Montréal, Université de Montréal, 1992.
- Bell, Simon, Stephen Morse et Rupesh A Shah, « Understanding stakeholder participation in research as part of sustainable development », *Journal of environmental management*, vol. 101, 2012, p. 13-22.
- Bellier, Irène, « Le développement et les peuples autochtones: conflits de savoirs et enjeux de nouvelles pratiques politiques », *Savoirs et politiques de développement*, Paris, Ed. Karthala, 2008, p. 119-39.
- Berkes, Fikret, Johan Colding et Carl Folke, « Rediscovery of traditional ecological knowledge as adaptive management », *Ecological applications*, vol. 10, no°5, 2000, p. 1251-62.
- Berkes, Fikret, Carl Folke et Johan Colding, *Linking social and ecological systems: management practices and social mechanisms for building resilience*: Cambridge University Press, 2000.
- Bhambra, Gurinder, *Rethinking modernity: Postcolonialism and the sociological imagination*: Springer, 2007.
- Bhandari, Surendra, « From External to the Internal Application of the Right to Self-Determination: The Case of Nepal », *International journal on minority and group rights*, vol. 21, no°3, 2014, p. 330-70.
- Briggs, John et Joanne Sharp, « Indigenous knowledges and development: a postcolonial caution », *Third world quarterly*, vol. 25, no°4, 2004, p. 661-76.
- Catt, Helena et Michael Murphy, « What voice for the people? Categorising methods of public consultation », *Australian Journal of Political Science*, vol. 38, no°3, 2003, p. 407-21.
- Chambers, Simone, « Rhétorique et espace public: la démocratie délibérative a-t-elle abandonné la démocratie de masse à son sort? », *Raisons politiques*, no°2, 2011, p. 15-45.
- Chaturvedi, Vinayak, *Mapping Subaltern Studies and the Postcolonial (Mappings Series)*: Verso Books, 2012.
- Clayton, L. A., « THE NICARAGUA CANAL IN THE 19TH-CENTURY - PRELUDE TO AMERICAN EMPIRE IN THE CARIBBEAN », *Journal of Latin American Studies*, vol. 19, 1987, p. 323-52.
- Cohen, Joshua, James Bohman et William Rehg, « Deliberative democracy: essays on reason and politics », 1997.
- Collignon, Béatrice, « Note sur les fondements des postcolonial studies », *EchoGéo*, no°1, 2007.
- Cornet, Jacques, « Acteurs et méthodologies de recherches. » Haute école libre Mosane. En ligne. <http://www.tenterplus.be/wp-content/uploads/2014/09/Acteur.pdf> consulté le 06-02-2019.
- Corte Interamericana de Derechos Humanos, « Caso de la Comunidad Mayagna (Sumo) awas tingni vs Nicaragua » Dans *Nicaragua.[En línea] Disponible en* http://www.acnur.org/t3/fileadmin/Documentos/Pueblos_indigenas/mayagna_vs_nicaragua_31_08_2001.pdf?view=1, 2001.
- Culver, Keith et Paul Howe, « Calling all citizens: The challenges of public consultation », *Canadian Public Administration*, vol. 47, no°1, 2004, p. 52-75.
- De Castro Sanchez, Sergio, « Nicaragua: El megaproyecto del "Canal Seco" amenaza de nuevo. » En ligne. www.rebelion.org/docs/65331.pdf consulté le 02/01/2019.
- DNUDPA, « Déclaration sur les droits des peuples autochtones. Foire aux questions », édité par United Nations, p. 3.
- Drapeau, Martin, « Les critères de scientificité en recherche qualitative », *Pratiques psychologiques*, vol. 10, no°1, 2004, p. 79-86.
- Elster, Jon, « Deliberative democracy », 1998.
- Ezilon, « NICARAGUA MAP - POLITICAL MAP OF NICARAGUA. » En ligne. <http://www.ezilon.com/maps/north-america/nicaragua-maps.html> consulté le

- Fallery, Bernard et Florence Rodhain, « Quatre approches pour l'analyse de données textuelles: lexicale, linguistique, cognitive, thématique. » Paper presented at the XVI ème Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique AIMS, 2007, Number of pp 1-16 p.
- Gilbert, Louis, « Problématique des groupes ethniques et de l'autonomie au Nicaragua », *La construction de l'anthropologie québécoise: mélanges offerts à Marc-Adélar Tremblay*, 1995, p. 323.
- GITPA, « Estimation des peuples autochtones dans le monde. » En ligne. <https://www.gitpa.org/web/MONDE.pdf> consulté le.
- Gobierno Territorial Rama y Kriol, « AUTORIDADES DEL GTR-K ESTAN SIENDO PRESIONADOS PARA FIRMAR APROBACION DEL CANAL INTEROCEANICO. » En ligne. <http://cdn.laprensa.com.ni/wp-content/uploads/2016/01/10111338/Comunicado-de-Prensa-Presiones-al-GTR-K-2016.pdf> consulté le 16-08-2018.
- Gonzalez, Miguel ; Jentoft, Svein; Koskinen, Arja; López, Diala, *El pueblo Rama: luchando por tierra y cultura = The Rama people : struggling for land and culture*: [Managua] : URACCAN, 2006.
- Goodin, Robert E et Simon J Niemeyer, « When does deliberation begin? Internal reflection versus public discussion in deliberative democracy », *Political Studies*, vol. 51, no°4, 2003, p. 627-49.
- Green, Joyce, « Autodétermination, citoyenneté et fédéralisme: pour une relecture autochtone du palimpseste canadien », *Politique et sociétés*, vol. 23, no°1, 2004, p. 9-32.
- Grinevald, Colette et Michel Bert, « Langues en danger, idéologies, revitalisation », *Langues de France, langues en danger: aménagement et rôle des linguistes*, 2012, p. 15-32.
- Hegg, Manuel Ortega, « Will the canal help build the nation or only further fracture it? », *Envio*, no°387, 2013.
- Hiddleston, Jane, *Understanding postcolonialism*: Routledge, 2014.
- HKND group, « Nicaragua canal project description. » En ligne. http://hknd-group.com/upload/pdf/20150105/Nicaragua_Canal_Project_Description_EN.pdf consulté le 26 mars 2016.
- International Labor Organization, « Nicaragua ratifies ILO Indigenous and Tribal Peoples Convention, 1989 (No. 169). » International Labor Organization. En ligne. http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_144271/lang-en/index.htm consulté le 17-12-2017.
- Irvin, Renee A et John Stansbury, « Citizen participation in decision making: Is it worth the effort? », *Public administration review*, vol. 64, no°1, 2004, p. 55-65.
- Juárez, Orient Bolívar, « Sinopsis Histórica del Ferrocarril de Nicaragua », *Temas Nicaragüenses revista dedicada a documentar asuntos referentes a Nicaragua* no°66, 2013, p. 40.
- Kaufmann, Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*: Armand Colin, 2011.
- Kjaerby, Claus, « Nicaragua. » En ligne. <http://gitpa.org/Autochtone%20GITPA%20300/gitpa30016-11nicaragua2011.pdf> consulté le 21 mars 2016.
- KLINGHOFER, Vanessa, « L'ÉLARGISSEMENT DU CANAL DE PANAMA », Marseille, UNIVERSITE DE DROIT, D'ÉCONOMIE ET DES SCIENCES D'AIX-MARSEILLE 2008, 72 p.
- Laforest, Rachel, « La consultation publique et les formes d'action collective », *Politique et sociétés*, vol. 19, no°1, 2000, p. 27-47.
- Latin News, « Nicaragua's inter-oceanic canal flounders as China turns its attention to Panama » En ligne. <http://www.emia.org/news/story/6047> consulté le 08-02-2019.
- Lévi-Strauss, Claude, *La pensée sauvage*, Vol. 289: Plon Paris, 1962.
- Lieberherr, Françoise, *L'entretien, un lieu sociologique*, 1983.
- Local, Red, « Efectos socioeconomicos del canal interoceánico a nivel municipal », p. 32, Managua: Grupo Cocibolca, Autonomia municipal, Red local, 2015.

- Loomba, Ania, *Colonialism/postcolonialism*: Routledge, 2007.
- López, Manuel Maestro, « Nicaragua: canal que pudo y puede ser », *Revista general de marina*, vol. 251, no°8, 2006, p. 199-207.
- Maclure, Jocelyn, « La reconnaissance engage-t-elle à l'essentialisme? », *Philosophiques*, vol. 34, no°1, 2007, p. 77-96.
- Martineau, Stéphane, « L'éthique en recherche qualitative: quelques pistes de réflexion », *Recherches qualitatives*, vol. 5, 2007, p. 70-81.
- McGregor, Deborah, « Towards Coexistence », *In the Way of Development: Indigenous Peoples, Life Projects, and Globalization*, 2004, p. 72.
- Menu, Régis, « L'élargissement du canal de Panama », *Revue Maritime*, no°480, 2007, p. 132.
- Miller, Dolene; et Nora Newball, « The boundaries of the Black and Indigenous land claims on the Atlantic (Caribbean) Coast of Nicaragua in the RAAS. » En ligne.
<https://bluefieldsrights.wordpress.com/landrights/> consulté le 22-12-2018.
- Mörkenstam, Ulf, « Recognition as if sovereigns? A procedural understanding of indigenous self-determination », *Citizenship studies*, vol. 19, no°6-7, 2015, p. 634-48.
- Nadasdy, Paul, « The anti-politics of TEK: the institutionalization of co-management discourse and practice », *Anthropologica*, 2005, p. 215-32.
- , « The Politics of Tek: Power and the "Integration" of Knowledge », *Arctic Anthropology*, vol. 36, no°1/2, 1999, p. 1-18.
- National Assembly, « Nicaragua's Constitution of 1987 with Amendments through 2005. » Oxford University Press. En ligne.
https://www.constituteproject.org/constitution/Nicaragua_2005.pdf consulté le 04-08-2018.
- Nations Unies, « Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. » En ligne.
www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf consulté le 05-10.
- Neveu, Catherine, « Démocratie participative et mouvements sociaux: entre domestication et ensauvagement? », *Participations*, no°1, 2011, p. 186-209.
- Neveu, Lily Pol, « Le droit à l'autodétermination des peuples autochtones et la protection de l'environnement: un conflit normatif? », Université Laval, 2008.
- Nicaragua, Gobierno de, « Alternativas de rutas. » Quartz. En ligne.
<https://qzprod.files.wordpress.com/2013/06/screen-shot-2013-06-12-at-2-45-38-pm.png?w=640> consulté le 26 mars 2016.
- Nicholls, Ruth, « Research and Indigenous participation: critical reflexive methods », *International journal of social research methodology*, vol. 12, no°2, 2009, p. 117-26.
- O'Hanlon, Rosalind et David Washbrook, « After orientalism: culture, criticism, and politics in the Third World », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 34, no°1, 1992, p. 141-67.
- Organisation Internationale du Travail, *Comprendre la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux*, 1989, Genève: Bureau International du Travail, 2013.
- , « Convention concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants. » Organisation Internationale du Travail. En ligne.
http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C169 consulté le 21 mars 2016.
- Ouellet, Francine et Marie-Christine Saint-Jacques, « Les techniques d'échantillonnage », *Méthodes de recherche en intervention sociale*, 2000, p. 71-90.
- Papillon, Martin et Thierry Rodon, « Proponent-Indigenous agreements and the implementation of the right to free, prior, and informed consent in Canada », *Environmental Impact Assessment Review*, vol. 62, 2017, p. 216-24.

- Pivot, Bénédicte, « Revitalisation d'une langue post-vernaculaire en pays rama (Nicaragua) », *Langage et société*, no°3, 2013, p. 55-79.
- Posey, Darrell Addison, « Ethnobiology and ethnoecology in the context of national laws and international agreements affecting indigenous and local knowledge, traditional resources and intellectual property rights », *Indigenous environmental Knowledge and its transformations. Critical Anthropological Perspectives*, 2000.
- Pouchepadass, Jacques, « Que reste-t-il des Subaltern Studies? », *Critique internationale*, no°3, 2004, p. 67-79.
- Poupart, Jean, « Tradition de Chicago et interactionnisme: des méthodes qualitatives à la sociologie de la déviance », *Recherches qualitatives*, vol. 30, no°1, 2011, p. 178-99.
- Reed, Mark S, « Stakeholder participation for environmental management: a literature review », *Biological conservation*, vol. 141, no°10, 2008, p. 2417-31.
- Rigney, Lester-Irabinna, « A first perspective of Indigenous Australian participation in science: Framing Indigenous research towards Indigenous Australian intellectual sovereignty »: Aboriginal Research Institute, University of South Australia, 2001.
- Riverstone, Gerald, *La tierra de nuestros ancestros territorio Rama y Creole en el Caribe Nicaragüense*, Managua: Ibis, 2008.
- Sabourin, Paul, « L'analyse de contenu », *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*, 2003, p. 357-85.
- Schlosberg, D., « Reconceiving environmental justice: Global movements and political theories », *Environmental Politics*, vol. 13, no°3, 2004, p. 517-40.
- Serrano Caldera, Alejandro, « Consideraciones jurídicas sobre la ley 840 y el acuerdo marco de concesión e implementación (MCA) », *El canal interoceánico por Nicaragua. Aportes al debate*, 2014, p. 94-100.
- Slack, Brian et Robert McCalla, « Le canal de Panama à un carrefour: géopolitique, réalités commerciales et environnement », *Études internationales*, vol. 34, no°2, 2003, p. 253-62.
- Smith, Linda Tuhiwai, *Decolonizing methodologies : research and indigenous peoples*, New York: Zed Books, 1999.
- Spivak, Gayatri Chakravorty, *Les subalternes peuvent-elles parler?*, Paris: éditions Amsterdam, 2009, 109 p.
- Steiner, Jürg, *The foundations of deliberative democracy: Empirical research and normative implications*: Cambridge University Press, 2012.
- Thibault, André, *Loisir public et civil au Québec: Dynamique, démocratique, passionnel et fragile*, Vol. 9: PUQ, 2011.
- United Nations Economic and Social Council, « Report of the International Workshop on Methodologies Regarding Free Prior and Informed Consent », New York: Permanent Forum on Indigenous Issues, 2005.
- Van Campenhoudt, Luc et Raymond Quivy, *Manuel de recherche en sciences sociales-4e édition*: Dunod, 2011.
- Vilatte, Jean-Christophe, « L'entretien comme outil d'évaluation », *Laboratoire Culture et communication*, Université d'Avignon, 2007, p. 41-42.
- Watts, Jonathan, « Nicaragua canal: in a sleepy Pacific port, something stirs » En ligne. <https://www.theguardian.com/world/2016/nov/24/nicaragua-canal-interoceanic-preparations> consulté le 08-02-2019.
- Webb, Zapata et Yuri Hamed, « Una historia diferente: Apuntes básicos sobre la historiografía de los pueblos indígenas y las comunidades étnicas de las regiones autónomas de la costa caribe nicaragüense », *Managua: URACCAN/Ford Foundation*, 2007.

WorldAtlas, « Lake Nicaragua Map And Map Of Lake Nicaragua Size Depth History Information Page. »
En ligne. <https://www.worldatlas.com/aatlas/infopage/lakenic.htm> consulté le 01-11-2018.
Young, Robert, *Postcolonialism: An historical introduction*: John Wiley & Sons, 2016.